



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du jeudi 4 juillet 2024

N° 01 – D. 04.07.2024

L'an deux mil vingt-quatre, le quatre juillet à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.

Point à l'ordre du jour :

2.1. Compte financier 2023 et 2.2. Affectation du résultat 2023
Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'Opération Campus)

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GERRY-VERNIERES Stéphane, PLANUS Emmanuelle, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, DANJEAN Vincent, MANDIL Guillaume, QUINTON Jean-Charles, WEST Caroline, CANTAROGLOU Frédéric, DELABALLE Anne, FIBRANE Ahmed, FORESTIER Gérard, GUINET Éric, VAN DER HEIJDE Caroline, KETFI Bilal, ROSSI Robinson, SAKPA Samuel, TASSIGNY Axel, BOLZE Catherine, FRAISSE Marjorie, DESPREZ Frédéric, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÛR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

Membres représentés : GAUSSIER Éric (donne procuration à PODEVIN Florence), BERNARD Marie-Julie (donne procuration à FIBRANE Ahmed), BERTHAUD Pierre (donne procuration à MANDIL Guillaume), MONDET Julie (donne procuration à DELABALLE Anne), BERGOT Anouk (donne procuration à ROSSI Robinson), DOULAT Léonce (donne procuration à TASSIGNY Axel), DUJEU Ambre (donne procuration à KETFI Bilal), CORVAISIER Bénédicte (donne procuration à VAN DE HEIJDE Caroline), DARAGON Nicolas (donne procuration à BOLZE Catherine), MOUTON Sophie (donne procuration à QUINTON Jean-Charles).

Membre excusé : LABRIET Pierre.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,
Vu le passage en commission permanente du 27 juin 2024,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 4417 ETPT sous plafond et 1454 ETPT hors plafond
- 576 596 040 € d'autorisations d'engagements dont :
 - 424 779 896 € en personnel ;
 - 110 911 818 € en fonctionnement ;
 - 40 904 326 € en investissement.
- 591 913 024 € de crédits de paiements dont :
 - 424 779 926 € en personnel ;
 - 108 944 825 € en fonctionnement ;
 - 58 188 274 € en investissement.
- 648 978 366 € de recettes ;
- + 57 065 342 € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 125 810 139 € de trésorerie (soit une variation de - 4 823 644 € par rapport au compte financier 2022)
- - 3 302 801 € de résultat patrimonial
- 7 905 088 € de capacité d'autofinancement
- 40 185 082 € de fonds de roulement (soit une variation de - 10 575 734 € par rapport au compte financier 2022)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de -3 302 801 € aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2023 de l'Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	10
Nombre de votants	41
Voix favorables	26
Voix défavorable	1
Abstentions	14

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2023 de l'Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'Opération Campus).

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat 2023 de l'Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	10
Nombre de votants	41
Voix favorables	37
Voix défavorable	1
Abstentions	3

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation du résultat 2023 de l'Université Grenoble Alpes agrégé (incluant l'Opération Campus).

Publié le : 04/07/2024

Transmis au Rectorat le : 04/07/2024

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 4 juillet 2024

Le Président de l'Université Grenoble Alpes,
Yassine LAKHNECH



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

**Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du jeudi 4 juillet 2024**

N° 02 – D. 04.07.2024

L'an deux mil vingt-quatre, le quatre juillet à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.

Point à l'ordre du jour :

**2.1. Compte financier 2023 et 2.2. Affectation du résultat 2023
Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus)**

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GERRY-VERNIERES Stéphane, PLANUS Emmanuelle, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, DANJEAN Vincent, MANDIL Guillaume, QUINTON Jean-Charles, WEST Caroline, CANTAROGLOU Frédéric, DELABALLE Anne, FIBRANE Ahmed, FORESTIER Gérard, GUINET Éric, VAN DER HEIJDE Caroline, KETFI Bilal, ROSSI Robinson, SAKPA Samuel, TASSIGNY Axel, BOLZE Catherine, FRAISSE Marjorie, DESPREZ Frédéric, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÛR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

Membres représentés : GAUSSIER Éric (donne procuration à PODEVIN Florence), BERNARD Marie-Julie (donne procuration à FIBRANE Ahmed), BERTHAUD Pierre (donne procuration à MANDIL Guillaume), MONDET Julie (donne procuration à DELABALLE Anne), BERGOT Anouk (donne procuration à ROSSI Robinson), DOULAT Léonce (donne procuration à TASSIGNY Axel), DUJEU Ambre (donne procuration à KETFI Bilal), CORVAISIER Bénédicte (donne procuration à VAN DE HEIJDE Caroline), DARAGON Nicolas (donne procuration à BOLZE Catherine), MOUTON Sophie (donne procuration à QUINTON Jean-Charles).

Membre excusé : LABRIET Pierre.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,
Vu le passage en commission permanente du 27 juin 2024,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 560 963 545 € d'autorisations d'engagements dont :
 - 424 217 333 € en personnel ;
 - 103 972 794 € en fonctionnement ;
 - 32 773 418 € en investissement.
- 571 670 203 € de crédits de paiements dont :
 - 424 229 820 € en personnel ;
 - 101 576 035 € en fonctionnement ;
 - 45 864 248 € en investissement.
- 625 851 146 € de recettes ;
- + 55 180 943 € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- - 3 302 801 € de résultat patrimonial
- 7 836 076 € de capacité d'autofinancement
- 30 631 844 € de fonds de roulement (soit une variation de - 10 644 746 € par rapport au compte financier 2021)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de - 3 302 801 € aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2023 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	10
Nombre de votants	41
Voix favorables	26
Voix défavorables	1
Abstentions	14

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2023 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat 2023 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	10
Nombre de votants	41
Voix favorables	37
Voix défavorable	1
Abstentions	3

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation du résultat 2023 de l'Université Grenoble Alpes (sans l'Opération Campus).

Publié le : 04/07/2024
Transmis au Rectorat le : 04/07/2024

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 4 juillet 2024

Yassine
Le Président de l'Université Grenoble Alpes,
Yassine LAKHMECH



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

**Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du jeudi 4 juillet 2024**

N° 03 – D. 04.07.2024

L'an deux mil vingt-quatre, le quatre juillet à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.

Point à l'ordre du jour :

**2.1. Compte financier 2023 et 2.2. Affectation du résultat 2023
Opération Plan Campus**

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GERRY-VERNIERES Stéphane, PLANUS Emmanuelle, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, SAMUEL Karine, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, DANJEAN Vincent, MANDIL Guillaume, QUINTON Jean-Charles, WEST Caroline, CANTAROGLOU Frédéric, DELABALLE Anne, FIBRANE Ahmed, FORESTIER Gérard, GUINET Éric, VAN DER HEIJDE Caroline, KETFI Bilal, ROSSI Robinson, SAKPA Samuel, TASSIGNY Axel, BOLZE Catherine, FRAISSE Marjorie, DESPREZ Frédéric, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÜR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

Membres représentés : GAUSSIER Éric (donne procuration à PODEVIN Florence), BERNARD Marie-Julie (donne procuration à FIBRANE Ahmed), BERTHAUD Pierre (donne procuration à MANDIL Guillaume), MONDET Julie (donne procuration à DELABALLE Anne), BERGOT Anouk (donne procuration à ROSSI Robinson), DOULAT Léonce (donne procuration à TASSIGNY Axel), DUJEU Ambre (donne procuration à KETFI Bilal), CORVAISIER Bénédicte (donne procuration à VAN DE HEIJDE Caroline), DARAGON Nicolas (donne procuration à BOLZE Catherine), MOUTON Sophie (donne procuration à QUINTON Jean-Charles).

Membre excusé : LABRIET Pierre.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les statuts de l'Université Grenoble Alpes,
Vu le passage en commission permanente du 27 juin 2024,

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 15 632 495 € d'autorisations d'engagements dont :
 - 562 563 € en personnel ;
 - 6 939 024 € en fonctionnement ;
 - 8 130 908 € en investissement.
- 20 242 821 € de crédits de paiements dont :
 - 550 105 € en personnel ;
 - 7 368 790 € en fonctionnement ;
 - 12 323 926 € en investissement.
- 22 127 220 € de recettes ;
- + 1 884 399 € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 0 € de résultat patrimonial
- 69 012 € de capacité d'autofinancement
- 9 553 238 € de fonds de roulement (soit une variation de + 69 011 € par rapport au compte financier 2021)

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 0 € aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2023 de l'Opération Plan Campus.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	10
Nombre de votants	41
Voix favorables	26
Voix défavorables	1
Abstentions	14

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2023 de l'Opération Plan Campus.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat 2023 de l'Opération Plan Campus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	10
Nombre de votants	41
Voix favorables	37
Voix défavorable	1
Abstentions	3

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, l'affectation du résultat 2023 de l'Opération Plan Campus.

Publié le : 04/07/2024

Transmis au Rectorat le : 04/07/2024

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 4 juillet 2024

Le Président de l'Université Grenoble Alpes,
Yassine LAKHNECH



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



RAPPORT ORDONNATEUR COMPTE FINANCIER 2023

DIRECTION DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DELEGUEE DES RESSOURCES HUMAINES



Table des matières

I.	L'ANALYSE DU SOLDE BUDGETAIRE.....	4
1.	L'exécution des dépenses	7
2.	L'exécution des recettes	14
II.	L'ANALYSE DE L'EXECUTION EN COMPTABILITE GENERALE ET L'EVOLUTION PAR RAPPORT AU COMPTE FINANCIER 2022	18
1.	Les produits de fonctionnement de l'établissement	24
1.1	Vision d'ensemble des produits.....	24
1.2	La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)	25
1.3	Les autres subventions.....	27
1.4	Les ressources propres.....	28
2.	Les charges de l'Établissement	31
2.1	Les charges de rémunération et la consommation des ETPT	31
2.1	Les charges de fonctionnement.....	42
2.2	Répartition par secteurs et comptes comptables.....	43
III.	LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE FONDS DE ROULEMENT	46
1.	Les investissements réalisés en 2023	46
2.	Les amortissements et leur neutralisation	47
3.	Le financement des investissements et l'évolution du fonds de roulement	48
4.	La soutenabilité financière	53

L'exercice 2023 se clôture avec un résultat comptable de - 3 303 k€. Malgré la mise en œuvre des mesures pluriannuelles de trajectoire financière votées au CA du 11 octobre 2021, l'équilibre n'a pas pu être atteint. Cependant le déficit s'explique largement par des causes exogènes, à savoir le contexte inflationniste induisant un surcoût relatif aux fluides et le surcoût des mesures de revalorisation salariale dites « *Guerini* », qui restent à la charge de l'UGA.

La hausse des fluides de 2022 à 2023 correspond à environ 1 800 k€, avec principalement une forte augmentation du poste « électricité », et totalise 4 300 k€ depuis 2021, tous fluides confondus. Contrairement à 2022, l'UGA n'a pas bénéficié d'aide de l'Etat en 2023. Le surcoût des mesures de revalorisation salariale est quant à lui estimé à 2 800 k€ pour 2023. Cela inclut la hausse du point d'indice de 1,5% au 1^{er} juillet 2023, la hausse des grilles pour les catégories B et C et la prime pouvoir d'achat non financées.

Sans ces deux éléments exogènes, le résultat aurait été positif, et conforme en cela aux projections de la trajectoire financière.

Malgré ce résultat négatif, la capacité d'autofinancement (CAF) s'améliore de 912 k€ pour le financement des investissements, dont le niveau est resté élevé en 2023 à hauteur de 55 077 k€ (opération Plan campus comprise). Un recours au fonds de roulement de 10 575 k€ s'est révélé nécessaire pour le financement global des investissements, ramenant le niveau du fonds de roulement à 40 185 k€.

Le solde budgétaire s'est lui largement amélioré par rapport à 2022 du fait de la régularisation de l'enregistrement de recettes de projets pour atteindre 57 066 k€. Plus globalement le solde positif s'explique par le décalage temporel entre l'encaissement des recettes et la réalisation des dépenses sur les projets et contrats pluriannuels.

Les indicateurs de soutenabilité budgétaire ont tendance à se dégrader par rapport à 2022, hormis la capacité d'autofinancement (CAF). Le fonds de roulement a diminué de 10 jours de fonctionnement mais reste, avec 27 jours, au-dessus du seuil d'alerte de 15 jours. La trésorerie correspondant à 83 jours reste aussi largement au-dessus du seuil d'alerte de 30 jours.

I. L'ANALYSE DU SOLDE BUDGETAIRE

Le tableau 1 montre le solde budgétaire qui se calcule par différence entre toutes les recettes encaissées au cours de l'exercice 2023 et toutes les dépenses exécutées, qu'il s'agisse de masse salariale (personnel), de fonctionnement ou d'investissement.

Les dépenses (Plan campus compris) se sont élevées à 576 596 k€ en autorisations d'engagement (AE) et 591 913 k€ en crédits de paiement (CP) alors que les recettes encaissées totalisent 648 978 k€. Le solde budgétaire, en termes de crédits de paiement est excédentaire de 57 066 k€ (= 648 978 k€ - 591 913 k€). L'excédent dépasse la prévision faite au BR2 (le solde budgétaire était de - 8 685 k€) du fait d'une sous-exécution en dépenses, écart de 44 922 k€ (= 636 835 k€ - 591 913 k€) et d'une réalisation de recettes supérieure aux prévisions, écart de 20 828 k€, (= 628 150 k€ - 648 978 k€) (cf tableau 2).

Tableau 1 : Solde budgétaire 2023

En k€	DEPENSES						RECETTES				En k€
	Autorisations d'engagement (AE)			Crédits de paiement (CP)			Recettes encaissées (RE)				
	Budget Initial 2023	BR2 2023	Compte Financier 2023	Budget Initial 2023	BR2 2023	Compte Financier 2023	Budget Initial 2023	BR2 2023	Compte Financier 2023	Taux exécution RE	
Personnel <i>dont contrib CAS Pension</i>	432 878 111 317	430 431 111 417	424 780 108 451	432 878 111 317	430 431 111 417	424 780 108 451	497 837 392 083	505 151 404 019	518 352 405 943	102,6% 100,5%	Recettes globalisées Subvention charges de service public
							18 154	15 115	15 184	100,5%	Autres financements de l'Etat
							2 669	3 301	3 361	101,8%	Fiscalité affectée
Fonctionnement	135 488	135 318	110 912	137 333	138 282	108 945	26 526	19 960	28 548	143,0%	Autres financements publics
							58 405	62 756	65 316	104,1%	Recettes propres
							103 350	122 999	130 626	106,2%	Recettes fléchées*
							8 816	5 180	5 482	105,8%	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	40 357	47 896	40 904	68 500	68 122	58 188	93 385	116 629	124 668	106,9%	Autres financements publics fléchés
							1 150	1 190	476	40,0%	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES	608 723	613 644	576 596	638 710	636 835	591 913	601 188	628 150	648 978	103,3%	TOTAL DES RECETTES
			94,0%			92,9%					
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)				-	-	57 066	37 523	8 685	0		SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

Le tableau 2 reprend les taux d'exécution budgétaire par grande masse, en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) et en trace l'évolution par rapport à l'année 2022. Le taux d'exécution en dépenses (toutes masses confondues) a diminué de 2022 à 2023 en AE comme en CP : 93,96% en 2023 pour les AE contre 95,60% en 2022, et 92,95% en 2023 pour les CP contre 94,31 % en 2022.

Dans le détail, le taux d'exécution reste le plus élevé sur les dépenses de masse salariale et est égal à 98,69% (AE et CP). L'exécution des dépenses de fonctionnement diminue : il atteint environ 81,96% en AE et 78,78% en CP. En revanche, le taux d'exécution des dépenses d'investissement en AE s'est amélioré passant de 77,66% en 2022 à 85,4% en 2023, et pour les CP 83,14% en 2022 à 85,42% en 2023.

Enfin, le taux d'exécution budgétaire en recettes dépasse les prévisions pour atteindre 103,32%.

Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaire 2023

<i>Budget global</i>	<i>Autorisations d'engagement (AE)</i>				<i>Crédits de paiements (CP)</i>			
	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Taux exécution 2023	Taux exécution 2022	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Taux exécution 2023	Taux exécution 2022
Masse salariale	430 431 k€	424 780 k€	98,69%	98,80%	430 431 k€	424 780 k€	98,69%	98,79%
Fonctionnement	135 318 k€	110 912 k€	81,96%	90,88%	138 282 k€	108 945 k€	78,78%	83,90%
Investissement	47 896 k€	40 904 k€	85,40%	77,66%	68 122 k€	58 188 k€	85,42%	83,14%
Total des dépenses	613 644 k€	576 596 k€	93,96%	95,60%	636 835 k€	591 913 k€	92,95%	94,31%
Total des recettes					628 150 k€	648 978 k€	103,32%	93,86%

Ces chiffres méritent d'être distingués selon que les crédits portent sur des contrats/ projets ou non, comme le montre le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Répartition du solde budgétaire sur contrats/ hors contrats

	BR2 2023	CF 2023	Ecart
HORS CONTRATS			
DEPENSES	506 386k€	489 871k€	16 515k€
Dépenses fonctionnement	77 446k€	70 289k€	7 157k€
Dépenses investissement	34 624k€	29 422k€	5 201k€
Dépenses masse salariale	394 317k€	390 160k€	4 157k€
RECETTES	491 710k€	495 854k€	-4 145k€
Recettes	491 710k€	495 854k€	-4 145k€
Solde hors contrats	-14 676k€	5 983k€	-20 660k€
CONTRATS			
DEPENSES	130 449k€	102 042k€	28 407k€
Dépenses fonctionnement	60 837k€	38 656k€	22 181k€
Dépenses investissement	33 498k€	28 766k€	4 732k€
Dépenses masse salariale	36 114k€	34 620k€	1 494k€
RECETTES	136 440k€	153 124k€	-16 684k€
Recettes	136 440k€	153 124k€	-16 684k€
Solde contrats	5 992k€	51 082k€	-45 090k€
Solde budgétaire	-8 685k€	57 066k€	-65 750k€

Le solde budgétaire 2023 de 57 066 k€ se décompose ainsi en un solde positif hors contrats de 5 983k€, et de 51 082k€ sur contrats et projets. Pour mémoire le solde budgétaire 2022 était de – 25 124k€, soit une nette amélioration, en grande partie due au rattrapage de l'enregistrement des recettes de l'IdEx qui n'avait pu être réalisé en 2022 à temps.

Ce rattrapage avait été partiellement budgétisé dans le cadre du BR2 (ramenant la prévision du solde budgétaire à - 8 685 k€).

L'écart au BR2 est ainsi de 65 750 k€ et s'explique essentiellement par des dépenses non décaissées pour la part du solde budgétaire hors contrats et projets, et à la fois par des dépenses non décaissées et des recettes encaissées supérieures aux prévisions pour la part sur contrats, comme cela est détaillé ci-dessous.

1. L'exécution des dépenses

Dans cette section, l'analyse du taux d'exécution, synthétisée dans le tableau 2, est reprise pour chacune des grandes masses de dépenses : masse salariale, fonctionnement (hors masse salariale) et investissement.

- Masse salariale

La masse salariale se répartit en deux enveloppes (hors le Service à Comptabilité Distincte (SACD) Plan Campus) : l'UB Masse salariale pour 92% et l'UB Recherche pour 8%. Cette dernière correspond essentiellement aux postes financés sur projets et contrats, frais de gestion associés aux contrats compris.

Le tableau 3 distingue les charges hors contrats (Non affecté (NA)) et sur contrats et conventions.

Tableau 4 : Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale en 2023

Masse salariale		En Autorisations d'Engagement (AE)			En Crédits de Paiement (CP)		
		Crédits votés BR2	Crédits consommés	Taux d'exécution	Crédits votés BR2 CP	Crédits consommés	Taux d'exécution
Budget global	PLAN CAMPUS	563k€	563k€	100,0%	563k€	550k€	97,8%
	RECHERCHE	31 117k€	30 484k€	98,0%	31 117k€	30 484k€	98,0%
	UB MASSE SALARIALE	398 750k€	393 734k€	98,7%	398 750k€	393 746k€	98,7%
	Total	430 431k€	424 780k€	98,7%	430 431k€	424 780k€	98,7%
Non affecté	PLAN CAMPUS	563k€	563k€	100,0%	563k€	550k€	97,8%
	RECHERCHE	2 063k€	2 009k€	97,4%	2 063k€	2 009k€	97,4%
	UB MASSE SALARIALE	391 692k€	387 588k€	99,0%	391 692k€	387 600k€	99,0%
	Sous total	394 317k€	390 160k€	98,9%	394 317k€	390 160k€	98,9%
Contrats	RECHERCHE	29 055k€	28 474k€	98,0%	29 055k€	28 474k€	98,0%
	UB MASSE SALARIALE	7 059k€	6 146k€	87,1%	7 059k€	6 146k€	87,1%
	Sous total	36 114k€	34 620k€	95,9%	36 114k€	34 620k€	95,9%

Le taux d'exécution en crédits de paiement est égal à 98,9% sur le budget non affecté : ce taux, proche des 100%, est dans la continuité de celui de 2022. Il convient de souligner toutefois la nette amélioration du taux d'exécution sur les contrats (95,9%), notamment dans le secteur de la recherche (98%). Cela s'explique par les efforts de déprogrammation réalisés en BR visant à rendre plus précise la prévision d'atterrissage. L'écart global entre prévision et réalisé est ainsi de 5 651 k€ (430 431 – 424 780), dont 5 004 k€ (398750-393746) sur l'UB Masse salariale.

Il convient de souligner qu'une partie de ces crédits, qui n'a pu être décaissée en 2023, a fait l'objet de charges à payer en comptabilité générale, et est ainsi prise en compte dans le résultat comptable 2023 de l'établissement. L'analyse de l'exécution de la masse salariale est développée en deuxième partie, avec une distinction entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale.

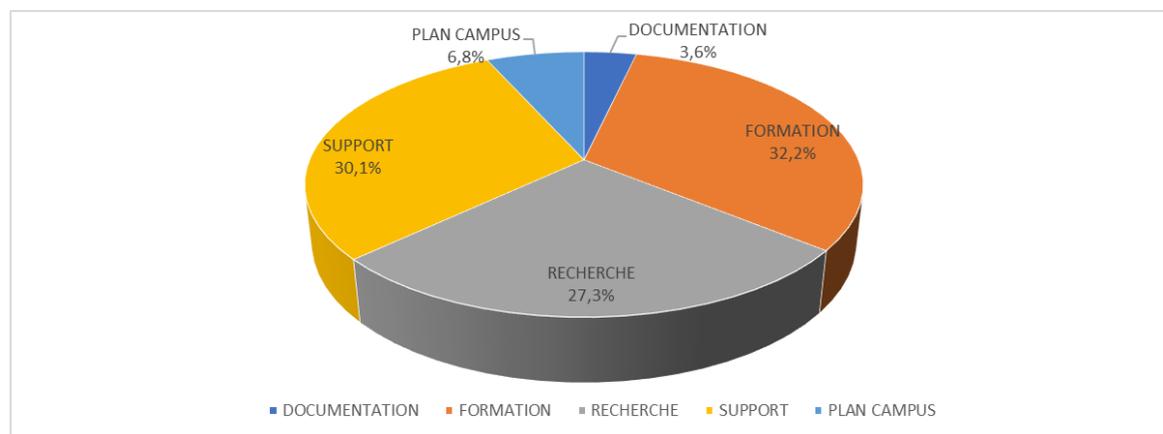
- Fonctionnement

Le graphique 1 présente la répartition des dépenses de fonctionnement 2023 par grands secteurs. La formation engendre les dépenses les plus importantes, correspondant à 32,2% du total.

Le secteur de la **formation** comprend les composantes de formation, le Collège Doctoral (CED), le Centre universitaire d'études françaises (CUEF), Médiat Rhône-Alpes (Centre Régional de Formation aux Carrières des Bibliothèques (CRFCB) pour Rhône-Alpes), le Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS), et certains services centraux : Direction Générale Déléguée (DGD) à la Formation, DGD Relations internationales et Direction de la vie étudiante. La **Recherche** comprend l'activité de tous les laboratoires, la DGD Recherche et Innovation ainsi que l'école de physique des Houches.

Les services **Support** incluent tous les services centraux hormis ceux cités plus haut (DGD Ressources humaines, DGD Patrimoine, DGD Systèmes d'information, Direction des Systèmes d'information mutualisés (DSIM), Direction des finances, achats, Agence comptable, Direction du Pilotage, de l'Amélioration continue et de la Qualité...). La **Documentation** correspond à la DGD Bibliothèques et appui à la Science Ouverte (BAPSO) ainsi qu'à UGA Editions.

Graphique 1 : Répartition des dépenses de fonctionnement par secteurs



Analyse des écarts prévision/réalisation

Le tableau 5 présente par grands secteurs le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en distinguant ce qui relève du budget non affecté et des contrats.

Tableau 5 : Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement en 2023

Fonctionnement		En Autorisations d'Engagement (AE)			En Crédits de Paiement (CP)		
		Crédits votés BR2	Crédits consommés	Taux d'exécution	Crédits votés BR2 CP	Crédits consommés CP	Taux d'exécution
Budget global	DOCUMENTATION	4 073k€	3 769k€	92,5%	4 399k€	3 948k€	89,8%
	FORMATION	46 390k€	36 242k€	78,1%	48 376k€	35 041k€	72,4%
	RECHERCHE	33 171k€	28 623k€	86,3%	33 321k€	29 747k€	89,3%
	SUPPORT	43 570k€	35 005k€	80,3%	43 633k€	32 433k€	74,3%
	UB MASSE SALARIALE	529k€	335k€	63,4%	529k€	406k€	76,8%
	PLAN CAMPUS	7 587k€	6 939k€	91,5%	8 024k€	7 369k€	91,8%
	Total	135 318k€	110 914k€	82,0%	138 282k€	108 945k€	78,8%
Non affecté	DOCUMENTATION	3 939k€	3 651k€	92,7%	4 264k€	3 873k€	90,8%
	FORMATION	18 337k€	16 935k€	92,4%	19 034k€	16 332k€	85,8%
	RECHERCHE	12 009k€	10 911k€	90,9%	12 158k€	11 255k€	92,6%
	SUPPORT	33 373k€	32 320k€	96,8%	33 437k€	31 053k€	92,9%
	UB MASSE SALARIALE	529k€	335k€	63,4%	529k€	406k€	76,8%
	PLAN CAMPUS	7 587k€	6 939k€	91,5%	8 024k€	7 369k€	91,8%
	Sous total	75 773k€	71 090k€	93,8%	77 446k€	70 289k€	90,8%
Contrats	DOCUMENTATION	134k€	118k€	88,7%	135k€	75k€	55,4%
	FORMATION	28 053k€	19 308k€	68,8%	29 342k€	18 709k€	63,8%
	RECHERCHE	21 162k€	17 712k€	83,7%	21 163k€	18 492k€	87,4%
	SUPPORT	10 196k€	2 685k€	26,3%	10 196k€	1 380k€	13,5%
	Sous total	59 545k€	39 823k€	66,9%	60 837k€	38 656k€	63,5%

Sur le budget non affecté, le taux d'exécution des dépenses en AE atteint 93,8% en 2023, soit un niveau relativement proche de 2022 (94,5%). Le taux d'exécution des CP de 90,8% s'améliore lui par rapport à celui de 2022 (87,7%). Sur les contrats, en revanche, le taux d'exécution des dépenses en AE est de 66,9% en 2023, il diminue par rapport à 2022 (87%). Le taux d'exécution des CP sur contrats, de 63,5% diminue également par rapport à celui de 2022 (74,4%).

Globalement les écarts entre les prévisions au BR2 et l'exécution en CP s'expliquent à la fois par des retards de décaissement (factures non parvenues), des reports de dépenses sur 2024, mais aussi par des prévisions surestimées.

Hors contrats et conventions, le montant des écarts en crédits de paiement s'élève à 7 157 k€ (77 446-70 289), et porte principalement sur les secteurs de la formation, des services support, de la Recherche, et dans une moindre mesure sur le plan Campus.

Tableau 6 : Ecart entre prévision et réalisation – Dépenses de fonctionnement hors contrats (non affecté)

Fonctionnement		En Crédits de Paiement (CP)			Ecart
		Crédits votés BR2 CP	Crédits consommés CP	Taux d'exécution	
Non affecté	DOCUMENTATION	4 264k€	3 873k€	90,8%	390k€
	FORMATION	19 034k€	16 332k€	85,8%	2 702k€
	RECHERCHE	12 158k€	11 255k€	92,6%	903k€
	SUPPORT	33 437k€	31 053k€	92,9%	2 384k€
	UB MASSE SALARIALE	529k€	406k€	76,8%	122k€
	PLAN CAMPUS	8 024k€	7 369k€	91,8%	655k€
	Sous total	77 446k€	70 289k€	90,8%	7 157k€

Les écarts s'expliquent comme suit :

Formation

- Décalage sur 2024 de dépenses, voire moins de dépenses que prévues pour les Instituts universitaires de technologie (IUT) (352 k€), la Faculté de Médecine (340 k€), le Collège doctoral (CED) (140 k€), l'UFR Langage, lettres, arts du spectacle, information et communication, journalisme (LLASIC) (120 k€), le Centre universitaire d'études françaises (CUEF) (119 k€), l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) (101 k€) et pour des montants moins importants pour d'autres composantes ;
- Non consommation de l'intégralité des recettes de Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) perçues en 2023 ou antérieurement (inscrites en dépenses), et report sur 2024 pour 191k€ ;
- Report de versement à Grenoble INP – UGA (GINP – UGA) des recettes de formation continue de Polytech encore gérées par l'UGA (pack 2) au titre de 2022 pour 712 k€ (retard de facturation de la part de GINP – UGA) et au titre de 2023 pour 688 k€ (signature de la convention en 2024) ;
- Retard de versement à GINP – UGA des sommes dues au titre de la convention de reversement 2021 au titre de la Formation Continue IAE (retard de facturation de la part de GINP – UGA fin 2022) pour 559 k€.

Recherche

- Ecart de 903 k€ entre les crédits prévus et les dépenses réalisées, dont 626 k€ concernant l'enveloppe relative des flux croisés avec la filiale Floralis : les montants prévus se sont en effet avérés surestimés. Il est à noter que nous retrouvons le même écart en recettes, soit un impact nul sur le solde budgétaire.

Services support

- Décalage des décaissements pour plusieurs factures relatives au patrimoine totalisant 1 820 k€, principalement pour les factures de fluides de fin d'année, ainsi que pour la Direction des systèmes d'information mutualisés (DSIM) pour 475 k€.

Plan Campus

- Non consommation des provisions prévues au budget pour l'indexation des loyers des trois Partenariats Public-Privé (PPP), ainsi que report sur 2024 de dépenses du fait de factures non parvenues ou de report d'engagements, notamment sur la transaction énergétique (655 k€ au total).

A noter que certaines des dépenses non décaissées ont toutefois bien donné lieu à un service fait en 2023 et induisent un rattachement en comptabilité générale (cf partie II).

Sur les contrats, les taux d'exécution constatés sont plus bas, à savoir 66,9% pour les autorisations d'engagement et 63,5% pour les crédits de paiement. Ils sont liés à l'avancement des projets.

Tableau 7 : Ecart entre prévision et réalisation – Dépenses de fonctionnement sur contrats

Fonctionnement		En Crédits de Paiement (CP)			
		Crédits votés BR2 CP	Crédits consommés CP	Taux d'exécution	Ecart
Contrats	DOCUMENTATION	135k€	75k€	55,4%	60k€
	FORMATION	29 342k€	18 709k€	63,8%	10 633k€
	RECHERCHE	21 163k€	18 492k€	87,4%	2 671k€
	SUPPORT	10 196k€	1 380k€	13,5%	8 816k€
	Sous total	60 837k€	38 656k€	63,5%	22 181k€

Les écarts entre prévision et réalisé s'élèvent à 22 181 k€ et portent notamment sur les projets suivants :

Formation

- Projet QuantEdu-France: versement de l'acompte un peu moins important que prévu (réfaction de 25%) et report sur 2024 du reversement à certaines Universités Partenaires de leur part, qui avait été prévue au budget (écart global de 6 M€). La réfaction de 25% se retrouve également en recettes.
- Projet Partenariats avec l'Enseignement Supérieur Africain (PEA): le projet *Eau, Environnement et Enjeux Climatiques au Sahel* (3EC-Sahel) en partenariat avec le Niger suspendu du fait du contexte géopolitique (écart de 1 389 k€).

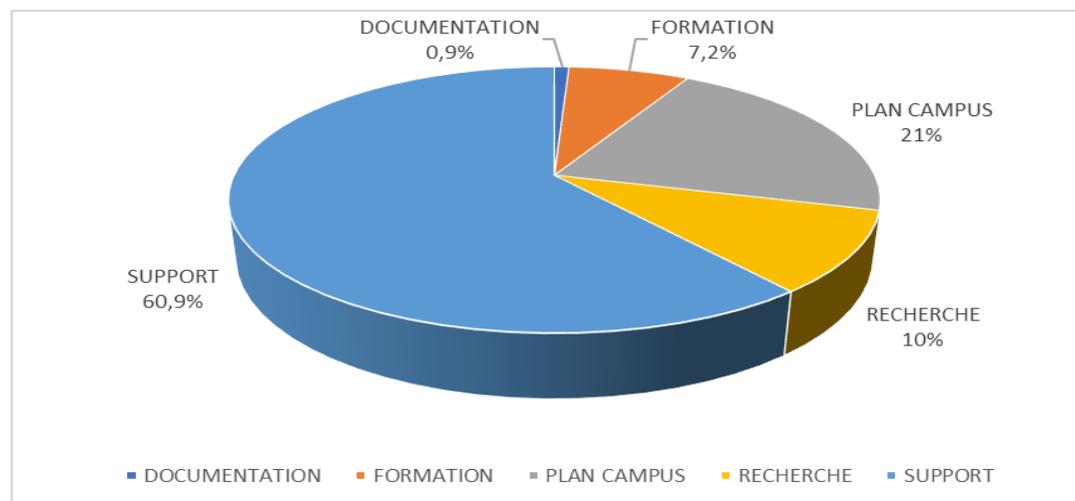
Services support

- Part imputée sur services centraux des grands projets transversaux des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) non dépensée en 2023 : Intégration et développement des IdEx et des ISITE (IDÉES) pour 910 k€, Structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence (SFRI) pour 1 614 k€, IdEx pour 4 286 k€.

- Investissement

Le graphique 2 présente les dépenses d'investissement 2023 par grands secteurs : le secteur Support, comprenant le patrimoine, correspond à presque 61% des dépenses. L'opération Plan campus représente 21% des investissements en 2023.

Graphique 2 : Répartition des dépenses d'investissement par secteurs



Analyse des écarts prévision/réalisation

Le tableau 8 détaille l'exécution des dépenses d'investissement par secteur, et en distinguant les dépenses relevant de contrats de financements ou non.

Tableau 8 : Le taux d'exécution des dépenses d'investissement en 2023

Investissement		En Autorisations d'Engagement (AE)			En Crédits de Paiement (CP)		
		Crédits votés BR2	Crédits consommés	Taux d'exécution	Crédits votés BR2 CP	Crédits consommés	Taux d'exécution
Budget global	DOCUMENTATION	437k€	351k€	80,3%	650k€	503k€	77,4%
	FORMATION	5 313k€	4 303k€	81,0%	5 583k€	4 165k€	74,6%
	PLAN CAMPUS	10 190k€	8 131k€	79,8%	15 211k€	12 324k€	81,0%
	RECHERCHE	8 815k€	8 149k€	92,4%	8 815k€	5 773k€	65,5%
	SUPPORT	23 141k€	19 971k€	86,3%	37 863k€	35 424k€	93,6%
	Total	47 896k€	40 904k€	85,4%	68 122k€	58 188k€	85,4%
Non affecté	DOCUMENTATION	418k€	340k€	81,4%	602k€	495k€	82,2%
	FORMATION	3 845k€	3 338k€	86,8%	4 222k€	3 619k€	85,7%
	PLAN CAMPUS	10 190k€	8 131k€	79,8%	15 211k€	12 324k€	81,0%
	RECHERCHE	2 255k€	2 161k€	95,8%	2 255k€	2 755k€	122,1%
	SUPPORT	10 831k€	8 701k€	80,3%	12 334k€	10 230k€	82,9%
	Sous total	27 540k€	22 672k€	82,3%	34 624k€	29 422k€	85,0%
Contrats	DOCUMENTATION	19k€	11k€	56,2%	48k€	8k€	17,0%
	FORMATION	1 467k€	965k€	65,8%	1 361k€	546k€	40,1%
	RECHERCHE	6 559k€	5 987k€	91,3%	6 559k€	3 018k€	46,0%
	SUPPORT	12 310k€	11 269k€	91,5%	25 530k€	25 194k€	98,7%
	Sous total	20 355k€	18 233k€	89,6%	33 498k€	28 766k€	85,9%

Les écarts entre prévision et réalisé s'élèvent à 9 934 k€ (68 122-58 188), répartis comme suit :

- Non affecté : 5 202 k€, dont 2 887 k€ sur le Plan Campus, 1 859 k€ sur le Patrimoine et 457 k€ sur la Direction des systèmes d'information mutualisée (DSIM).
- Contrats : 4 732 k€, l'écart portant principalement sur les crédits Recherche, du fait d'engagements réalisés en fin d'année qui n'ont pu être payés avant la fin de l'année 2023.

Les investissements réalisés en 2023 et leur financement sont détaillés dans la partie III.

2. L'exécution des recettes

Les recettes encaissées par secteurs se répartissent selon le tableau 9. Le taux d'exécution budgétaire est présenté, comme pour les dépenses, hors contrats (« recettes non affectées ») et sur contrats.

Tableau 9 : Le taux d'exécution des recettes en 2023

Recettes		En autorisations de Recettes			En recettes encaissées		
		Crédits ouverts BR2	Crédits consommés	Taux exécution	Crédits ouverts BR2	Crédits consommés	Taux exécution
Budget global	Formation	84 045 k€	45 724 k€	54,40%	81 410 k€	61 821 k€	75,94%
	Recherche	30 284 k€	44 613 k€	147,32%	53 437 k€	63 865 k€	119,51%
	Documentation	1 985 k€	1 772 k€	89,29%	2 065 k€	2 672 k€	129,40%
	Support (yc masse salariale)	470 853 k€	426 272 k€	90,53%	471 138 k€	498 493 k€	105,81%
	Plan Campus	20 100 k€	20 763 k€	103,30%	20 100 k€	22 127 k€	110,09%
	Total	607 267 k€	539 144 k€	88,78%	628 150 k€	648 978 k€	103,32%
Non affecté	Formation	38 293 k€	37 617 k€	98,24%	37 510 k€	34 874 k€	92,97%
	Recherche	11 017 k€	8 888 k€	80,67%	11 036 k€	9 540 k€	86,44%
	Documentation	1 724 k€	1 574 k€	91,29%	1 724 k€	2 486 k€	144,22%
	Support (yc masse salariale)	419 121 k€	419 724 k€	100,14%	419 121 k€	426 819 k€	101,84%
	Plan Campus	20 100 k€	20 763 k€	103,30%	20 100 k€	22 127 k€	110,09%
	Total	490 254 k€	488 566 k€	99,66%	489 490 k€	495 845 k€	101,30%
Contrats	Formation	45 753 k€	8 107 k€	17,72%	43 900 k€	26 948 k€	61,38%
	Recherche	19 267 k€	35 725 k€	185,42%	42 401 k€	54 325 k€	128,12%
	Documentation	261 k€	199 k€	76,09%	341 k€	186 k€	54,48%
	Support (yc masse salariale)	51 733 k€	6 548 k€	12,66%	52 018 k€	71 674 k€	137,79%
	Total	117 013 k€	50 578 k€	43,22%	138 660 k€	153 133 k€	110,44%

Analyse des écarts prévision/réalisation

Hors contrats

L'écart entre les crédits ouverts (489 490 k€) et les crédits consommés (495 845 k€) en CP est de - 6 355 k€ (plus de recettes encaissées) en tenant compte du Plan Campus ; hors Plan Campus les montants sont de 469 391 k€ et 473 718 k€ en CP soit un écart de 4 328 k€.

Tableau 10 Ecart entre prévision et réalisation – Recettes hors contrats (non affecté)

Recettes		En recettes encaissées			
		Crédits ouverts BR2	Crédits consommés	Taux exécution	Ecart
Non affecté	Formation	37 510 k€	34 874 k€	92,97%	2 636 k€
	Recherche	11 036 k€	9 540 k€	86,44%	1 497 k€
	Documentation	1 724 k€	2 486 k€	144,22%	-762 k€
	Support (yc masse salariale)	419 121 k€	426 819 k€	101,84%	-7 698 k€
	Plan Campus	20 100 k€	22 127 k€	110,09%	-2 028 k€
	Total	489 490 k€	495 845 k€	101,30%	-6 355 k€

Formation :

En prenant en compte les remboursements par GINP – UGA des charges de personnel financées sur ressources propres des composantes IAE et Polytech qui ont finalement été encaissées sur les services support (2 739 k€) alors qu'ils avaient été prévus sur le secteur de la formation, les recettes réalisées (34 874 k€ + 2 739 k€ = 37 613 k€) sont globalement conformes aux prévisions (37 510 k€). Des disparités peuvent en effet exister au sein de ce secteur entre composantes ou directions qui affichent plus de recettes encaissées que prévues (Direction de la Vie étudiante (DVE), IUT 1 notamment), et celles qui affichent des recettes moindres (CUEF, Direction générale déléguée à la formation notamment).

Recherche :

L'écart entre prévision et réalisé des recettes encaissées est de 1 497 k€ (11 036 k€ – 9 540 k€) (recettes non réalisées), il porte notamment sur les écritures dites de flux croisés avec notre filiale Floralis (cf. supra).

Documentation :

Après retraitement des écritures liées à la compensation de l'exonération des droits d'inscription des étudiants extra-communautaires, les montants encaissés s'avèrent légèrement inférieurs aux prévisions.

Services support (y compris masse salariale) :

L'écart entre prévu et réalisé sur les recettes encaissées est de - 7 698 k€ (419 121 k€ - 426 819 k€), soit plus de recettes encaissées. Il convient de neutraliser au sein une somme de 2 739 k€ de remboursement par GINP – UGA dus au titre de la convention provisoire de transfert IAE Polytech, ce qui ramène l'écart à - 4 959k€ (plus de recettes encaissées).

Au sein des services support, des postes de recettes s'avèrent supérieurs aux prévisions, d'autres inférieurs.

Parmi les recettes encaissées supérieures aux prévisions figure la recette de Subvention pour Charges de Service Public (SCSP).

Il convient de rappeler que la prévision était de 404 019 k€, incluant 6 839 k€ de crédits au titre de la SCSP 2022 qui n'avaient pas pu être titrés sur l'exercice en raison de la transmission tardive de la notification définitive, soit une prévision de 397 179 k€ propre à l'exercice 2023. Pour rappel, le montant de SCSP avait déjà fait l'objet d'un ajustement au BR1 au vu de la notification intermédiaire et d'anticipations conduisant à un montant prévisionnel de 395 924 k€ (Notification de 396 040 k€, déduction des crédits relatifs à l'Université Franco Italienne pour 244 k€, mais anticipation de divers crédits pour 128 k€). La prévision avait été revue à nouveau à la hausse au BR2 afin de tenir compte des annonces de compensation de certaines mesures de revalorisation salariale à hauteur de 50% (+ 1 255 k€), soit une prévision réhaussée à hauteur de 397 179 k€.

Le montant encaissé totalise finalement 405 943 k€, qui correspond à 399 103 k€ hors régularisation des encaissements au titre de 2022. L'écart est donc de + 1 924 k€ par rapport au BR2, qui s'explique essentiellement par une compensation des mesures salariales supérieure aux prévisions du BR2. L'évolution de la SCSP est détaillée dans l'analyse du résultat en comptabilité générale. Par contre, il convient de souligner qu'aucun montant n'a été reçu pour compenser les surcoûts énergétiques.

Parmi les recettes encaissées inférieures aux prévisions figurent des recettes de la Direction générale déléguée (DGD) Patrimoine : il porte principalement sur des régularisations de facturation de contributions au service partagé de la Direction de l'Aménagement qui avaient été budgétisées mais toutes n'ont pu être réalisées.

Sur projets et contrats,

Tableau 11 Ecart entre prévision et réalisation – Recettes sur contrats

Recettes		En recettes encaissées			
		Crédits ouverts BR2	Crédits consommés	Taux exécution	Ecart
Contrats	Formation	43 900 k€	26 948 k€	61,38%	16 953 k€
	Recherche	42 401 k€	54 325 k€	128,12%	-11 924 k€
	Documentation	341 k€	186 k€	54,48%	155 k€
	Support (yc masse salariale)	52 018 k€	71 674 k€	137,79%	-19 656 k€
	Total	138 660 k€	153 133 k€	110,44%	-14 473 k€

Les encaissements dépassent les prévisions à hauteur de 14 473 k€ (153 133 k€ -138 660 k€).

Des disparités existent toutefois entre secteurs qui ont encaissé moins de recettes que prévu (dont la Formation) et les secteurs qui ont encaissé plus que prévu.

Le principal écart provient du rattrapage de réalisation de factures d'avance sur l'IdEx.

Au global 64 942 k€ ont été enregistrés au compte financier 2023 au titre des grands projets transversaux en 2023 hors Recherche (incluant le versement au titre de 2023 de l'IdEx). Par ailleurs une recette de 22 692 k€ a été enregistrée eu titre du volet Recherche et des LABEX, dont 11 346 k€ au titre des années antérieures.

II. L'ANALYSE DE L'EXECUTION EN COMPTABILITE GENERALE ET L'EVOLUTION PAR RAPPORT AU COMPTE FINANCIER 2022

Le passage du résultat de comptabilité budgétaire au résultat de comptabilité générale, tel qu'expliqué de façon simplifiée à la Figure 1, intègre plusieurs opérations comptables visant à rattacher l'ensemble des charges et produits à l'exercice dont

- La prise en compte des charges à payer de l'année (n) : intégration des charges ayant donné lieu à service fait sur l'année (n) mais en attente de facturation et par conséquent non réglées. Par ailleurs : neutralisation du paiement des charges à payer comptabilisées en année ($n-1$) ;
- La neutralisation des charges constatées d'avance (n) : neutralisation des charges ayant donné lieu à paiement sur l'année (n) mais se rattachant à l'exercice ($n+1$) ou à des exercices ultérieurs. Par ailleurs prise en compte des charges constatées d'avance sur ($n-1$) ;
- La prise en compte des produits à recevoir de l'année (n) : intégration des produits à rattacher à l'année (n) mais n'ayant pas donné lieu à facturation et par conséquent non encaissés. Par ailleurs, neutralisation du règlement des produits à recevoir comptabilisés en ($n-1$) ;
- La neutralisation des produits constatés d'avance (n) : neutralisation des produits ayant donné lieu à encaissement sur l'année (n) mais se rattachant à l'exercice ($n+1$) ou à des exercices ultérieurs. Par ailleurs prise en compte des produits constatés d'avance comptabilisés en ($n-1$) ;
- La prise en compte des opérations d'amortissements et de leur neutralisation ;
- La prise en compte des opérations liées aux provisions : constitution de nouvelles provisions et reprise/ajustement éventuel des provisions existantes ;
- La neutralisation des flux relatifs aux investissements.



Figure 1 : Schéma simplifié du passage de la comptabilité budgétaire à la comptabilité générale.

Par ailleurs la comptabilisation à l'avancement est appliquée aux opérations sur contrats. Elle vise à neutraliser les écarts entre réalisation des dépenses et constatation des recettes sur les projets qui, par définition, ne sont pas linéaires, ou identiques : il peut y avoir plus de recettes encaissées une année que de dépenses décaissées et inversement. La comptabilité budgétaire enregistre la réalité des encaissements et décaissements.

Le compte de résultat prévisionnel enregistre, lui, des produits à hauteur des charges pour les contrats (écritures de produits à recevoir ou produits constatés d'avance tout au long du contrat, et régularisation comptable lors de la clôture du contrat) afin de neutraliser les écarts. Autrement dit la comptabilité à l'avancement reflète le déroulement des projets et conduit à ne pas impacter positivement ou négativement le résultat

Les charges liées aux amortissements et aux provisions sont présentées comme non décaissables (charges) et les reprises sur amortissements et provisions comme produits non encaissables dans les tableaux ci-dessous (ils ne donnent pas lieu à paiement ou remboursement).

Le tableau 12 reprend le compte financier de l'UGA (y compris le Plan Campus) et fait apparaître des charges pour un montant de 577 463 k€, alors que 598 945 k€ étaient prévus au BR2, et des produits pour un montant de 574 160 k€, alors que 592 126 k€ étaient prévus au BR2.

Le résultat 2023 s'élève à - 3 303 k€ (= 574 160 k€ - 577 463 k€) contre - 1 771 k€ en 2022, alors que le BR2 prévoyait un résultat à - 6 819 k€, autrement dit un écart de 3 516 k€ (-3 303 k€ - (- 6 819 k€)). Cet atterrissage est conforme à l'hypothèse médiane formulée dans le cadre du BR2, notamment dans l'attente de la notification définitive de la SCSP qui a été connue tardivement.

Tableau 12 : Compte de résultat 2023 de l'ensemble UGA + Plan Campus

CHARGES	Compte Financier 2022	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	PRODUITS	Compte Financier 2022	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Personnel	400 467 566	424 751 613	421 109 402	Subventions de l'Etat	431 509 188	407 474 394	458 667 992
dont contributions employeur CAS Pension	107 293 338	111 417 050	108 450 722	Fiscalité affectée	2 327 706	3 301 306	3 312 512
Fonctionnement autre que les charges de personnel	151 022 549	174 193 847	156 353 820	Autres subventions	19 958 731	96 253 790	26 317 601
				Autres produits	95 923 714	85 096 901	85 862 317
TOTAL DES CHARGES (1)	551 490 115	598 945 460	577 463 222	TOTAL DES PRODUITS (2)	549 719 340	592 126 391	574 160 422
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	1 770 775	6 819 069	3 302 801
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	551 490 115	598 945 460	577 463 222	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	551 490 115	598 945 460	577 463 222

Tableau 13 : Compte de résultat 2023 de l'établissement hors Plan Campus

CHARGES	Compte Financier 2022	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	PRODUITS	Compte Financier 2022	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Personnel	399 949 026	424 189 013	420 567 983	Subventions de l'Etat	424 170 088	399 851 227	451 107 863
dont contributions employeur CAS Pension	107 293 338	111 417 050	108 417 464	Fiscalité affectée	2 327 706	3 301 306	3 312 512
Fonctionnement autre que les charges de personnel	139 173 203	162 077 728	144 380 875	Autres subventions	19 958 731	96 253 790	26 317 601
				Autres produits	90 930 778	80 041 349	80 908 081
TOTAL DES CHARGES (1)	539 122 229	586 266 741	564 948 857	TOTAL DES PRODUITS (2)	537 387 304	579 447 672	561 646 057
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	1 734 925	6 819 069	3 302 801
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	539 122 229	586 266 741	564 948 857	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	539 122 229	586 266 741	564 948 857

Hors Plan Campus (cf. tableau 13), le résultat est identique : il correspond à – 3 303 k€ (561 646_564 948).

Le résultat se décompose en un résultat hors contrats et projets de – 3 160 k€ (= 8 021 k€ -11 182 k€), et un résultat sur contrats de – 142 k€ (=74 743 k€ -74 885 k€).

Analyse des écarts prévision/ réalisation

Tableau 14 : Analyse des écarts, distinction contrats/hors contrats (hors Plan Campus)

	Prévu	Réal	Ecart
Hors Contrats			
Produits encaissables	469 401 k€	468 804 k€	597 k€
Charges décaissables	467 810 k€	460 783 k€	7 027 k€
Résultat	1 591 k€	8 021 k€	6 430 k€
Produits non encaissables	10 699 k€	18 099 k€	-7 400 k€
Charges non décaissables	19 175 k€	29 281 k€	-10 106 k€
Résultat	-8 475 k€	-11 182 k€	-2 706 k€
Résultat hors contrats	-6 884 k€	-3 160 k€	3 724 k€
Contrats			
Produits encaissables	99 348 k€	74 743 k€	24 605 k€
Charges décaissables	99 283 k€	74 885 k€	24 398 k€
Résultat contrats	65 k€	-142 k€	-208 k€

Hors contrats

Il convient de distinguer les opérations décaissables et encaissables, des opérations liées aux amortissements et aux provisions.

Concernant les opérations décaissables et encaissables, l'écart entre le montant des charges prévues et le montant des charges constatées s'élève à + 7 027 k€ (= 467 810 k€ – 460 783 k€) (charges non réalisées). L'écart est de - 596 k€ sur les produits (produits non réalisés) (= 469 401 k€ - 468 804 k€), soit une amélioration du résultat de 6 430 k€ (7 027 k€ -597 k€).

Ce montant porte à la fois sur des crédits de masse salariale (plus de 2 M€) et des crédits de fonctionnement non utilisés. Parmi ces derniers, sont concernés les crédits liés au dialogue de performance, des crédits CVEC qui sont reportés sur 2024. Ils s'expliquent aussi par une surestimation de crédits sur certains postes (patrimoine, formation).

Concernant les opérations liées aux amortissements et aux provisions, l'écart entre le montant des charges prévues et le montant des charges constatées s'élève à - 10 106 k€ (= 19 175 k€ - 29 281 k€) (charges supérieures aux prévisions), et l'écart entre produits prévus et produits réalisés s'élève à 7 400 k€ (= 10 699 k€ -18 099 k€) (produits supérieurs à la prévision), soit une détérioration du résultat de 2 706 k€.

Cette dégradation porte :

- D'une part sur les amortissements nets. Des écarts sont souvent constatés entre prévision et atterrissage concernant les amortissements nets du fait de la mise en service d'équipements durant l'année ou en fin d'année : l'augmentation de la charge nette est de 424 k€ (*cf infra*) ;
- D'autre part sur les provisions : de nouvelles provisions pour dépréciation d'actifs ont été enregistrées, et notamment pour dépréciation d'actifs financiers pour un montant de 1 767 k€ (SATT Linksium et SuperGrid).

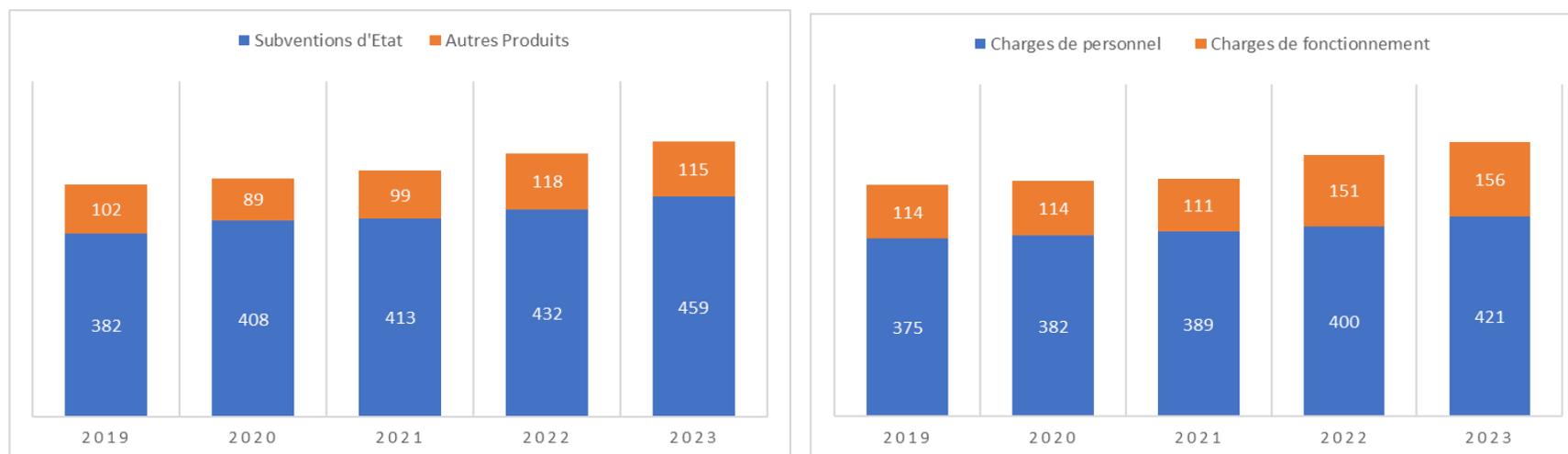
Sur contrats

Les charges et produits sur contrats sont prévus plus ou moins en équilibre au budget en raison de l'application de la comptabilisation à l'avancement qui vise à neutraliser chaque année en comptabilité générale les décalages entre la réalisation des dépenses et l'encaissement des recettes (*cf supra*). L'écart sur les charges entre prévision et atterrissage s'élève à 24 398 k€ (99 283-74 885)(charges non réalisées), mais ce montant se retrouve approximativement en produits : 24 605 k€ (99 348 – 74 743) non réalisés.

Evolution des charges et produits

Les graphiques 4 et 5 montrent l'évolution des produits (en distinguant les subventions de l'Etat et les autres produits) et des charges sur la période 2019 à 2023 en M€.

Graphiques 4 et 5 : Evolution des produits et des charges 2019 - 2023 (M€)



Après une faible évolution des charges en 2020 et 2021, voire une stagnation des charges de fonctionnement liée au contexte de la Covid19, l'exercice 2022 a marqué une reprise de l'activité. Les charges totales connaissent une progression marquée en 2023 (+ 4,7% par rapport à 2022) $((577-551)/551)$. Si cette hausse est liée à l'activité, notamment sur projets, elle s'explique aussi par la hausse de l'inflation pour le fonctionnement, et par les diverses mesures de revalorisation salariale dites « Guerini » pour la masse salariale, qui connaît à elle seule une progression de +5,2 % par rapport à 2022 $((421-400) / 400)$. Les produits progressent également, notamment la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) mais dans une moindre mesure (+4,4% par rapport à 2022) $((574-550)/550)$.

1. Les produits de fonctionnement de l'établissement

1.1 Vision d'ensemble des produits

Les produits 2023 en droits constatés de l'UGA et de son Service à comptabilité distincte (SACD) opération Plan Campus sont constitués des produits enregistrés, des avoirs et des opérations de clôture (produits à recevoir / produits constatés d'avance). Les tableaux 15 et 16 synthétisent les montants 2021, 2022 et 2023, respectivement hors Plan Campus et pour l'opération Plan Campus, en distinguant les produits encaissables des produits non encaissables.

Tableau 15 : Détails des produits de l'UGA hors Plan Campus

Hors Plan Campus	2021	2022	2023	Ecart 22/23	% Evol
Produits fonctionnement encaissables	482 789 k€	495 471 k€	543 547 k€	48 076 k€	9,70%
Produits fonctionnement non encaissables	17 156 k€	41 916 k€	18 099 k€	-23 817 k€	-56,82%
Produits fonctionnement totales	499 946 k€	537 387 k€	561 646 k€	24 259 k€	4,51%

Tableau 16 : Détails des produits de l'opération Plan Campus

Plan Campus	2021	2022	2023	Ecart 22/23	% Evol
Produits fonctionnement encaissables	8 533 k€	7 397 k€	7 575 k€	178 k€	2,41%
Produits fonctionnement non encaissables	4 187 k€	4 453 k€	4 398 k€	-55 k€	-1,23%
Produits fonctionnement totales	12 720 k€	11 849 k€	11 973 k€	124 k€	1,04%

La répartition des produits encaissables est détaillée ci-dessous comme suit, hors Plan Campus :

- La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)
- Les autres subventions (hors ANR),
- Les ressources propres (y compris ANR).

1.2 La Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)

La SCSP représente 88,5% des produits et s'élève à 399 103 k€ (montant titré, cf. tableau 17), en hausse de plus de 11 M€ par rapport à 2022.

Cette évolution se décompose en réalité en une diminution 3 302 k€ de l'enveloppe fonctionnement et une augmentation de 15 049 k€ de l'enveloppe masse salariale. Les principaux mouvements entre 2022 et 2023 se présentent comme suit en distinguant les deux masses :

Fonctionnement : - 3 302 k€

- Dotation supplémentaire de mise en sécurité pour les opérations immobilières : + 185 k€ ;
- Diminution de la compensation des étudiants boursiers : - 314 k€ ;
- Non reconduction du soutien spécifique face au surcoût énergétique : - 2 900 k€ ;
- Intégration de la dotation de soutien des moyens aux laboratoires 2022 dans le socle de l'enveloppe de fonctionnement 2023, mais non renouvellement de la dotation au titre de 2023.

Masse salariale : + 15 049 k€

- Crédits 2023 soclés à hauteur de 3,5 M€ (crédits LPR notamment) ;
- Poursuite de la refonte indemnitaire des enseignants chercheurs et du second degré, revalorisation des contrats doctoraux, classement jeunes chercheurs, repyramidage ITRF ;
- Compensation de l'impact de la hausse du point d'indice de juillet 2022 à hauteur de 10 472 k€ ;
- Compensation de l'impact des mesures de revalorisation salariale de juillet 2023 à hauteur de 1 851 k€ (actions spécifiques) ;
- Compensation de la réforme de la scolarité INSPE : + 813 k€ ;
- Attribution d'une enveloppe au titre du dialogue de performance : + 1 100 k€.

En revanche plusieurs enveloppes n'ont pas été reconduites :

- Non reconduction des crédits au titre de la loi ORE : - 628 k€ ;
- Absence de crédits complémentaires pour la réforme des études de santé : - 630 k€ ;
- Suppression des crédits relatifs au Plan de relance : - 1 172 k€.

Tableau 17 : Evolution SCSP 2022/2023

Les chiffres ci-dessous correspondent aux crédits notifiés pour la SCSP, une enveloppe des crédits étant traitée en opération pour compte de tiers (dotation Université Franco Italienne), il existe une différence entre le montant notifié égal à 399 322 k€ et le montant titré de 399 103 k€.

	SCSP 2022	SCSP 2023	Evolution 22/23
FONCTIONNEMENT	40 662k€	37 360k€	-3 302k€
Fonctionnement courant	32 054k€	32 595k€	541k€
LPR moyens aux labos	533k€		-533k€
Exo droits d'inscription	3 030k€	2 716k€	-314k€
Opérations immobilières	200k€	385k€	185k€
Actions spécifiques	4 846k€	1 665k€	-3 181k€
<i>Dt soutien surcoût énergétique</i>	<i>2 900k€</i>		<i>-2 900k€</i>
MASSE SALARIALE	346 912k€	361 962k€	15 049k€
Masse salariale	334 125k€	337 577k€	3 452k€
Contrats Doctoraux	38k€	-66k€	-104k€
LPR	2 907k€	5 192k€	2 285k€
DSG 22 trajectoire financière	1 600k€	1 600k€	0k€
Compensation hausse point juillet 22		10 472k€	10 472k€
Loi ORE	628k€		-628k€
Réforme études de santé	630k€		-630k€
Réforme scolarité INSPE	27k€	840k€	813k€
Plan de Relance	1 172k€		-1 172k€
Autres mesures	2 273k€	1 483k€	-791k€
Actions spécifiques	3 512k€	4 864k€	1 352k€
<i>Dt financement prolongation contrats doctoraux</i>	<i>745k€</i>	<i>25k€</i>	<i>-720k€</i>
<i>Dt DSG/dialogue de performance</i>	<i>320k€</i>	<i>1 100k€</i>	<i>780k€</i>
<i>Dt mesures LPR</i>	<i>1 124k€</i>	<i>269k€</i>	<i>-855k€</i>
<i>Dt compensation hausse point juillet 2023</i>		<i>1 851k€</i>	<i>1 851k€</i>
SCSP	387 574k€	399 322k€	11 747k€

1.3 Les autres subventions

Les tableaux 18 et 19 présentent la décomposition des autres subventions respectivement par nature et par secteurs.

Tableau 18 : Décomposition des autres subventions par nature

	NON AFFECTE			PROJET			TOUS	
	2022	2023	Evol.	2022	2023	Evol.	Evolution 2022/2023	
Autres Ministères - autre subvention	1 439k€	1 552k€	113k€	543k€	675k€	132k€	245k€	12,3%
Autre subvention privé	259k€	174k€	-85k€	2 876k€	3 420k€	544k€	459k€	14,7%
Autre subvention public	1 412k€	1 313k€	-100k€	1 299k€	2 814k€	1 515k€	1 416k€	52,2%
Dons,legs et mécénat	137k€	66k€	-71k€	102k€	96k€	-7k€	-77k€	-32,2%
Min tutelle autre subvention	117k€	59k€	-58k€	337k€	451k€	114k€	56k€	12,4%
Subvention de la région	233k€	490k€	257k€	3 754k€	3 813k€	59k€	316k€	7,9%
Subvention des communes	224k€	200k€	-24k€	141k€	151k€	10k€	-13k€	-3,6%
Subvention du département	190k€	185k€	-5k€	467k€	292k€	-175k€	-180k€	-27,4%
Subvention autres collectivités publiques	-196k€	-13k€	182k€	18k€	-18k€	-35k€	147k€	-82,7%
Subvention organismes internationaux publiques	147k€	13k€	-133k€	408k€	702k€	294k€	161k€	29,1%
Subvention Union Européenne	0k€	10k€	10k€	8 140k€	12 466k€	4 326k€	4 336k€	53,3%
TOTAL GENERAL	3 961k€	4 049k€	87k€	18 084k€	24 863k€	6 779k€	6 866k€	23,7%

Les autres subventions représentent 5,3% (contre 4,4% en 2022) des produits encaissables.

Elles enregistrent une augmentation de 6 866 k€ (87+6779), qui porte essentiellement sur les projets et les subventions de l'Union Européenne.

Tableau 19 : Décomposition des autres subventions par secteurs

	NA			PROJETS			TOUS	
	2022	2023	Evol.	2022	2023	Evol.	Evolution 2022/2023	
DOCUMENTATION	327k€	322k€	-6k€	35k€	80k€	45k€	39k€	10,8%
FORMATION	1 872k€	2 386k€	514k€	2 408k€	2 794k€	387k€	901k€	21,0%
RECHERCHE	692k€	522k€	-170k€	14 671k€	21 055k€	6 384k€	6 214k€	40,4%
SUPPORT	1 070k€	772k€	-298k€	184k€	255k€	70k€	-228k€	-18,2%
UB MASSE SALARIALE	0k€	48k€	48k€	786k€	679k€	-107k€	-59k€	-7,5%
TOTAL GENERAL	3 961k€	4 049k€	88k€	18 084k€	24 863k€	6 779k€	6 867k€	46,6%

1.4 Les ressources propres

Hors opération Plan Campus, les ressources propres s'élèvent à 113 768 k€ (= 64 243 k€ + 49 525 k€) en 2023, contre 85 279 k€ en 2022 (= 51 220 k€ + 34 059 k€). Elles sont en augmentation de 33% (= (113 768-85 279) /85 279) par rapport à 2022, augmentation qui concerne essentiellement les contrats ANR de la formation et la recherche comme le montrent les tableaux 20 et 21 (hors écritures spécifiques liées aux droits d'inscription).

Tableau 20 : Décomposition des ressources propres hors Plan Campus par nature

	NON AFFECTE			PROJET			TOUS	
	2022	2023	Evol.	2022	2023	Evol.	Evolution	
ANR	2 177k€	1 894k€	-282k€	31 980k€	47 404k€	15 424k€	15 142k€	44%
Autres Produits	22 091k€	21 443k€	-648k€	213k€	205k€	-8k€	-657k€	-3%
Droits Universitaires	6 762k€	14 075k€	7 312k€	0k€	0k€	0k€	7 312k€	108%
Formation Continue et Apprentissage	11 604k€	16 168k€	4 564k€	0k€	8k€	8k€	4 572k€	39%
Mise à disposition de personnel	3 602k€	1 372k€	-2 230k€	-93k€	-35k€	58k€	-2 172k€	-62%
Produits de Prestations	2 270k€	5 704k€	3 434k€	1 959k€	1 943k€	-15k€	3 419k€	81%
Taxe apprentissage	387k€	274k€	-113k€	0k€	0k€	0k€	-113k€	-29%
Taxes affectées (CVEC)	2 328k€	3 313k€	985k€	0k€	0k€	0k€	985k€	42%
TOTAL GENERAL	51 220k€	64 243k€	13 022k€	34 059k€	49 525k€	15 466k€	28 488k€	33%

Les principales évolutions portent sur les postes suivants :

- Ressources propres ANR :

Le tableau 21 montre la répartition des subventions ANR entre secteurs ainsi que l'évolution de 2021 à 2023.

La progression de ce poste de produits porte principalement sur le secteur de la formation, les autres secteurs restant assez stables. Elle s'explique par le démarrage des projets lié à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir », notamment le projet QuanTEdu-France (cf infra), et la finalisation d'un projet (Innovalangues).

Tableau 21 : Ressources propres ANR par secteurs sur la période 2021 – 2023

	2021	2022	2023
DOCUMENTATION	1 032 k€	41 k€	46 k€
FORMATION	1 296 k€	3 272 k€	19 879 k€
RECHERCHE	14 384 k€	15 468 k€	15 726 k€
SUPPORT	683 k€	3 778 k€	2 258 k€
UB MASSE SALARIALE	1 690 k€	1 440 k€	1 527 k€
	19 086 k€	23 999 k€	39 435 k€

- Droits Universitaires et redevances :

Sont comptabilisés dans cette rubrique les droits d'inscription nationaux en licence, master et doctorat (LMD), mais aussi les droits des diplômés établissement et les droits spécifiques perçus auprès des étudiants. La compensation versée par l'Etat pour les étudiants boursiers est versée dans le cadre de la SCSP (*cf supra*).

Les produits enregistrent au compte financier 2023 les droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2022-2023 perçus de janvier à juin 2023, et les droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2023-2024 perçus de septembre à décembre 2023.

Sur demande des Commissaires aux comptes et de la direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), les droits d'inscription des étudiants Hors Union Européenne ont été valorisés en totalité cette année, et la part correspondant à l'exonération décidée par l'UGA a été enregistrée en charges : le montant correspondant d'un peu plus de 8 000 k€ doit être neutralisé dans le montant total des droits d'inscription afin d'apprécier l'évolution de ce poste de produits de 2022 à 2023. Ce poste de produits passe ainsi de 6 762 k€ en 2022 à 6 039 k€ en 2023 : la baisse se poursuit ainsi en 2023. Pour information le tableau 22 fait apparaître l'évolution des effectifs étudiants, dont les boursiers, depuis la rentrée universitaire 2020-21.

Tableau 22 : Evolution des effectifs étudiants depuis 2020

	Effectifs étudiants	Dt boursiers	Tx boursiers
Année universitaire 2020-21	47 228	13 938	29,51%
Année universitaire 2021-22	47 288	13 320	28,17%
Année universitaire 2022-23	44 876	12 123	27,01%
Année universitaire 2023-24	44 669	12 330	27,60%

- Formation continue et apprentissage

Les produits de formation continue et apprentissage sont encore en augmentation de 4 564 k€, cette hausse étant largement portée par l'Ecole universitaire de technologie (EUT) : hausse de 3 144 k€ (7 281-4 137) de 2022 à 2023 pour les produits en lien avec l'apprentissage, dans le contexte de mise en œuvre de la réforme du Bachelor Universitaire de Technologie (BUT).

Tableau 23 : Evolution des produits d'apprentissage de l'EUT de 2021 à 2023

	2021	2022	2023
IUT VALENCE	138 k€	395 k€	932 k€
IUT1	770 k€	1 410 k€	3 134 k€
IUT2	1 600 k€	2 332 k€	3 215 k€
Total EUT	2 509 k€	4 137 k€	7 281 k€

- Taxe d'apprentissage

La taxe d'apprentissage (TA) est affectée en produits de fonctionnement mais peut être également affectée au financement d'investissements. Elle s'élève au global à 1 161 k€ dont 255 k€ de reliquat 2022 ; elle est en baisse de 84 k€ par rapport à 2022. Cette diminution est due à un changement de modalités de versement avec un complément attendu en 2024. La TA a été davantage affectée en 2023 à des achats d'investissement (73%) plutôt que de fonctionnement (23%).

- CVEC

Pour mémoire le compte financier 2022 avait enregistré une diminution de produits sur les reversements CVEC correspondant uniquement à un changement de méthode. Jusqu'en 2021, les produits perçus sur une année universitaire correspondaient à un acompte de 50% au titre de l'année universitaire n/n+1 (la part initiale sur la base des étudiants assujettis plus le solde de l'année n-1), et le solde de l'année universitaire n-1/n.

A partir de 2022, le pourcentage correspondant à la part initiale passe à 100% mais le versement n'intervient qu'en année n+1.

Sur l'année 2022, l'UGA a ainsi perçu la CVEC uniquement pour le solde restant de l'année universitaire 2021-2022 et n'a pas perçu la part initiale pour l'année universitaire 2022-2023. En 2023, l'UGA a perçu 100% de la CVEC au titre de l'année universitaire 2022-2023.

Décomposition Recettes CVEC	Montant recettes CVEC
Montant CVEC CROUS année universitaire 2023/24	3 100 k €
Montant reversement Etab. Composantes*	190 k €
Montant total CVEC	3 291 k €

*inclus PAR pour reversement des EC

Le montant de la CVEC 2023 non consommée abondant le FDR 2023 est estimée à 383 k€.

2. Les charges de l'Établissement

2.1 Les charges de rémunération et la consommation des ETPT

1- Le plafond des emplois de l'UGA et le suivi des ETPT

Le plafond d'emplois de l'UGA voté lors du dernier budget rectificatif s'élève à 5 957 ETPT : 4 494 ETPT sur plafond Etat et 1 464 ETPT sur plafond établissement. Ce plafond intègre depuis janvier 2020 les postes de la COMUE à hauteur de : 24 BIATSS et 4 doctorants sur plafond 1 et 63 BIATSS sur plafond 2. Le plafond notifié par le ministère pour les postes P1 s'élève à 4 750 ETPT soit une différence de 256 ETPT par rapport au plafond voté. La masse salariale allouée dans la dotation ministérielle ne permet pas de couvrir l'intégralité du plafond des emplois notifiés.

Tableau 24 : Plafond des emplois

Période d'Analyse		A Fin Décembre		Intégration COMUE P1: 19 BIATS tit et 5 non titulaires 4 doctorants P2: 63 BIATS non titulaires						
Postes Etat		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BIATSS	tit.	1 519	1 555	1 592	1 603	1 606	1 623	1 596	1 527	1 468
	CDI	57	42	40	36	34	39	44	55	81
	CDD	124	133	123	133	151	165	168	199	225
BIATSS		1 700	1 729	1 755	1 771	1 791	1 828	1 807	1 781	1 774
ENS / EC	tit.	2 049	2 042	2 043	2 041	2 039	2 035	2 015	1 987	1 948
	CDI	6	5	5	6	9	9	10	13	19
	CDD	728	718	701	666	628	625	634	652	675
ENS		2 782	2 765	2 749	2 713	2 676	2 670	2 659	2 652	2 642
Total		4 482	4 494	4 504	4 484	4 468	4 497	4 466	4 433	4 417
Postes Ressources Propres		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BIATSS	CDI	96	99	93	91	100	123	148	192	232
	CDD	624	565	574	634	700	758	757	710	730
BIATSS		720	664	667	724	800	881	906	901	961
ENS / EC	CDI	25	26	26	27	29	30	31	34	42
	CDD	268	310	300	334	403	443	470	459	451
ENS		293	336	326	360	432	473	501	493	493
Total		1 013	1 000	993	1 085	1 232	1 355	1 407	1 395	1 454
Total		5 495	5 494	5 498	5 569	5 700	5 852	5 872	5 827	5 871

Plafond BR2 2023 : 5 957
98,6%

L'évolution de la consommation en ETPT s'analyse comme suit :

Personnels BIATS :

Sur le plafond 1, le nombre de titulaires BIATSS augmente entre 2015 et 2018 et se stabilise en 2019 : + 71 ETPT en 5 ans notamment grâce aux concours Sauvadet et à la création de 28 emplois FIORASO (une baisse du même ordre peut être observée sur les non titulaires permanents). L'augmentation en 2020 provient de l'intégration des personnels de la COMUE à hauteur de 19 BIATSS titulaires et 5 BIATSS non titulaires. Cette augmentation est faiblement atténuée par le plan de retour à l'équilibre qui impacte faiblement en 2020 la consommation BIATSS de 6 ETPT (dont 2 titulaires) à la baisse. L'année 2021 est marquée par deux éléments : le contexte de la crise sanitaire du COVID qui a entraîné du retard dans les recrutements (sous consommation) et la limitation de certaines publications de postes aux contractuels sur 2021/2022 dans le cadre de la trajectoire financière. Face aux difficultés de recrutement, la publication des postes a été réouverte très largement dès janvier 2023 sans changer la tendance qui se confirme : de plus en plus de postes Etat sont pourvus par des contractuels et les concours deviennent moins

attractifs. Ainsi entre 2022 et 2023, nous constatons une baisse des titulaires de 59 ETP contre une hausse des CDI de 26 (81-55) ETPT et de CDD permanents de 26 (225-199) également.

Sur le plafond 2, le nombre de CDD BIATSS augmente significativement entre 2017 et 2021 notamment suite à l'obtention de gros projets comme l'IdEx, FlexiTLV ou MIAI : +176 ETPT et à l'intégration de la COMUE +63 ETP en 2020. La crise sanitaire de 2021 a ralenti le déploiement et les recrutements sur de nombreux projets. Il faudra attendre fin 2022 et 2023 pour constater une nouvelle augmentation massive de + 60 ETPT de chercheurs/appuis à la recherche. En parallèle, nous pouvons observer un transfert progressif des CDD en CDI sur les postes permanents financés sur recettes propres ou dotation : cette hausse significative du nombre de CDI résulte de l'application du règlement de gestion déployé à l'UGA en 2016 qui permet de CDIser les contractuels permanents au bout de 4 ans.

Personnels Enseignants :

Sur le plafond 1, les enseignants-chercheurs (EC) titulaires sont en baisse depuis 6 ans suite à l'application du plan de retour à l'équilibre entre 2017 et 2021 (gel de 26 postes) et aux différés de campagne à partir de la rentrée 2021 (-95 ETP au total depuis 2017). Cette baisse devrait s'arrêter et se stabiliser en septembre 2023 (après 2 ans de différé).

La baisse importante observée sur les CDD ENS/EC de -100 ETP entre 2015 et 2020 s'explique principalement par la baisse des doctorants suite :

-au transfert d'une partie des doctorants des Ecoles Normales Supérieures aux ENS (-48 ETPT au total depuis la fusion).

-à l'application du plan de retour à l'équilibre depuis la rentrée 2017 sur les doctorants : -10 ETP à la rentrée 2017, -15 à la rentrée 2018, -15 à la rentrée 2019 et -16 à la rentrée 2020. A noter que le suivi des ETP est impacté temporairement par les prolongations accordées aux doctorants au titre du COVID.

La politique de différé de recrutement entraîne en parallèle une hausse des CDD ENS et EC du plafond 1 à partir de 2020 car les postes différés sont pourvus par des CDD (correspondant à +60 ETP).

En contrepartie, **sur le plafond 2**, les CDD ENS/EC (y/c doctorants) sont en augmentation de +200 ETP entre 2015 et 2021 : dont principalement 141 doctorants supplémentaires lors des 4 dernières années financés sur l'IdEx, 28 ETP de doctorants prolongés pour le COVID et 22 CDD sur la loi ORE. La baisse sur 2022 s'explique par la diminution des prolongations « COVID » des doctorants et le nombre de recrutements se stabilise ensuite.

2- Taux d'exécution sur les dépenses de Masse Salariale

Le suivi de la masse salariale de l'UGA a été construit autour d'une structure financière simple et globalisée : une UB masse salariale qui intègre toutes les dépenses de masse salariale à l'exception des dépenses financées sur recettes propres de la recherche, qui sont dans l'UB recherche. Par définition, les dépenses qui restent imputées sur l'UB recherche sont intégralement financées et représentent un risque limité pour l'établissement.

Tableau 25 : Taux d'exécution détaillé de la Masse salariale

Analyse des Taux d'exécution par rapport au BR2

	Budget ouvert au BR2	Dépenses au 31/12/23	Ecart (Budget - Dépenses)	Taux d'exécution 2023	Taux d'exécution 2022
MS600P1 - Plafond 1	341 891 451	338 612 393	- 3 279 058	✔ 99,0%	✔ 99,6%
dont BIATS	105 219 614	104 215 084	- 1 004 530	✔ 99,0%	✔ 98,9%
dont ENS/EC	236 671 837	234 515 405	- 2 156 432	✔ 99,1%	✔ 100,0%
MS600P2 - Plafond 2 et Hors plafond	52 167 224	50 261 840	- 1 905 384	✔ 96,3%	✔ 94,3%
dont dépenses sur dotation (y/c CLES, DSG, pepite Ozer)	22 469 332	22 115 909	- 353 423	✔ 98,4%	✔ 95,2%
dont dépenses sur LOI ORE	2 349 899	2 193 974	- 155 925	⚠ 93,4%	⚠ 90,0%
dont dépenses sur RP	19 722 334	19 377 650	- 344 684	✔ 98,3%	✔ 96,5%
dont dépenses sur eOTP	7 625 659	6 616 835	- 1 008 824	✖ 86,8%	✖ 85,7%
MS600PS - Prestations sociales	1 784 434	1 696 281	- 88 153	✔ 95,1%	✔ 96,3%
MS600SR - Salaires Refacturés	3 896 211	3 757 488	- 138 723	✔ 96,4%	✔ 94,9%
MS600DIV - Divers	102 225	102 225	0	✔ 100,0%	✖ 75,5%
MS UB RECH	31 117 489	30 472 522	- 644 967	✔ 97,9%	✔ 96,3%
Total	430 959 034	424 902 750	- 6 056 284	✔ 98,6%	✔ 98,7%

Le taux d'exécution global de l'UB masse salariale est quasiment stable depuis l'an dernier à plus de 98.6%. Nous pouvons noter cette année un taux sensiblement plus faible en comptabilité budgétaire sur le plafond 1 qui résulte de retards de paiements exceptionnels avec traitement en charges à payer (primes exceptionnelles BIATSS et enseignants du second degré affectés dans le supérieur (ESAS) et reclassements pour plus d'1 M€). Par contre les taux d'exécution sur le plafond 2 et notamment sur les projets s'améliorent grâce au travail d'analyse approfondi réalisé cette année (axe d'amélioration identifié depuis plusieurs années).

Analyse de l'évolution des dépenses de Masse salariale entre 2022 et 2023 en comptabilité budgétaire

Tableau 26 : Détail des dépenses de Masse salariale 2023 en comptabilité budgétaire

	2 020	2 021	2 022	2 023	% évolution 2022/2023
UB Masse Salariale	361 894 142	365 904 610	378 216 303	394 453 824	4%
Plafond 1 / Postes Etat	316 836 248	318 823 621	327 052 794	338 635 990	4%
Plafond 2 / Postes Etablissement	18 413 615	20 547 419	23 431 389	27 344 767	17%
Hors plafond (HC, Vacances, Emplois étudiants)	21 445 534	21 915 527	22 442 289	22 917 073	2%
Prestations sociales	1 266 953	1 482 845	1 565 326	1 696 281	8%
Mise à disposition de personnels	3 845 494	3 006 579	3 637 668	3 757 488	3%
Divers (RAFP, Ircantec...)	86 297	128 619	86 837	102 225	
UB Rech (MS sur Conventions	26 650 352	27 934 533	27 483 833	30 472 522	11%
Masse salariale UGA	388 544 494	393 839 143	405 700 136	424 926 346	5%
<i>dont fonctionnement (MAD et FII</i>	<i>983 508 €</i>	<i>681 995 €</i>	<i>484 074 €</i>	<i>383 192 €</i>	

La masse salariale augmente de 19,2 M€ (424 926 346 - 405 700 136), soit +5 %, entre 2022 et 2023. C'est la plus forte augmentation constatée depuis la création de l'UGA en 2016. Cette hausse s'explique en grande partie par les augmentations du point d'indice votées par l'Etat : + 3,5% en juillet 2022 et +1,5% en juillet 2023 pour faire face à l'inflation historique connue en France. Après une stagnation pendant la crise du COVID, l'année 2023 est aussi marquée par une forte reprise d'activité sur les projets pédagogiques et de recherche obtenus par l'établissement.

L'augmentation des dépenses résulte de 3 facteurs : la mise en œuvre des mesures nationales financées par le ministère, le déploiement de projets portés par l'établissement et des économies réalisées dans le cadre de la trajectoire financière que nous allons étudier autour des centres financiers principaux de l'UB Masse Salariale.

UB Masse Salariale - Plafond 1 : hausse de 11,5 M€

Les principaux éléments d'analyse pour justifier l'augmentation sont les suivants :

- La hausse du point d'indice de +3.5% au 01/07/2022 dont l'extension en année pleine impacte le plafond 1 à hauteur de : **5,4 M€** ;
- La hausse du point d'indice de +1.5% au 01/07/2023 qui impacte pour 6 mois les dépenses à hauteur de : **2,25 M€** ;
- La hausse des grilles des personnels Cat B et C qui impacte pour 6 mois les dépenses à hauteur de : **270 k€** ;

- L'impact de la prime pouvoir d'achat à hauteur de **1,7 M€** ;
- L'impact de la hausse du remboursement transport pour **250 k€** (la contribution employeur passe de 50 à 75%) ;
- L'impact de la hausse de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) pour **400 k€** dans le contexte de l'inflation ;
- L'impact de la hausse du régime indemnitaire des contractuels (alignement sur 85% du montant des titulaires au 01/01/2023) pour **297 k€** ;
- La poursuite des mesures LPR (Loi de Programmation Recherche) à hauteur de **2,257 M€** dont principalement : 1.6M € pour la refonte du régime indemnitaire des enseignants et 487K € pour la revalorisation des salaires des doctorants.

L'impact de ces mesures est atténué à hauteur d'**-1 M€** par une baisse de consommation induite par la trajectoire financière de différé sur les postes ENS et EC de l'UGA et par le recrutement de contractuels sur des postes de titulaires BIATSS.

UB Masse Salariale - Plafond 2 : hausse de 3,9 M€

Les dépenses augmentent globalement entre 2022 et 2023 de 17%. Cette augmentation résulte de :

- l'impact des mesures « Guerini » : hausse de point au 01/07/2023 pour **245 k€** et hausse des grilles B et C à la même date pour **40 k€** ;
- la hausse des enveloppes des renforts et des remplacements à hauteur de **450 k€** ;
- la hausse du régime indemnitaire des contractuels à hauteur de **1,060 M€** tout financement confondu sur le plafond 2 (alignement sur 85% du montant des titulaires au 01/01/2023) ;
- de crédits supplémentaires dépensés sur contrats de projets (projets MIAI, IDÉES, Gates et IdEx hors recherche) ou recettes propres essentiellement pour le reste.

UB Masse Salariale - Hors Plafond : hausse de 474 k€

Une augmentation de 2% est constatée entre les 2 années. Elle résulte principalement de la hausse sur le régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) C3 suite :

- au paiement sur 2023 des 238 primes accordées en octobre 2022 avec un rattachement en charges à payer pour **270 k€** ;
- à l'extension en année pleine du coût des primes supplémentaires accordées en 2022 sur 2023 avec : soit +122 primes pour **550 k€** ;
- à la nouvelle augmentation du nombre de bénéficiaires à la rentrée 2023 de + 95 primes supplémentaires pour **105 k€**.

En parallèle les dépenses sur les heures complémentaires sont en baisses car elles permettent de couvrir la hausse du point et de dégager une économie de l'ordre de **-510 k€**.

UB Masse Salariale - Prestations sociales : hausse de 131 k€

Les dépenses augmentent de 9% notamment sur les capitaux décès, les remboursements accidents de travail et l'action sociale.

UB Masse Salariale – Mise à disposition : hausse de 119 k€

Les dépenses de ce centre financier sont relativement stables. Les variations résultent de l'augmentation des salaires moyens sur les conventions et de quelques conventions nouvelles.

UB Recherche : baisse de 2,98 M€

Les dépenses sur UB Recherche augmentent de nouveau fortement suite à une relative stabilité pendant la période COVID. Cette augmentation traduit la mise en œuvre de nombreux nouveaux projets comme MIAI, PEPR, PEGASE, IdEx et IDÉES avec des phases de pic de recrutement.

3- Analyse du besoin de financement de l'UB Masse Salariale**Besoin de financement en comptabilité budgétaire**

Le besoin de financement de l'UB Masse Salariale (différence entre les recettes et les dépenses) est de -1,4 M€ en comptabilité budgétaire et de -3,9 M€ en comptabilité générale. Ce résultat sera étudié en comptabilité générale dans le paragraphe suivant afin de tenir compte des nombreuses écritures relatives aux passifs sociaux.

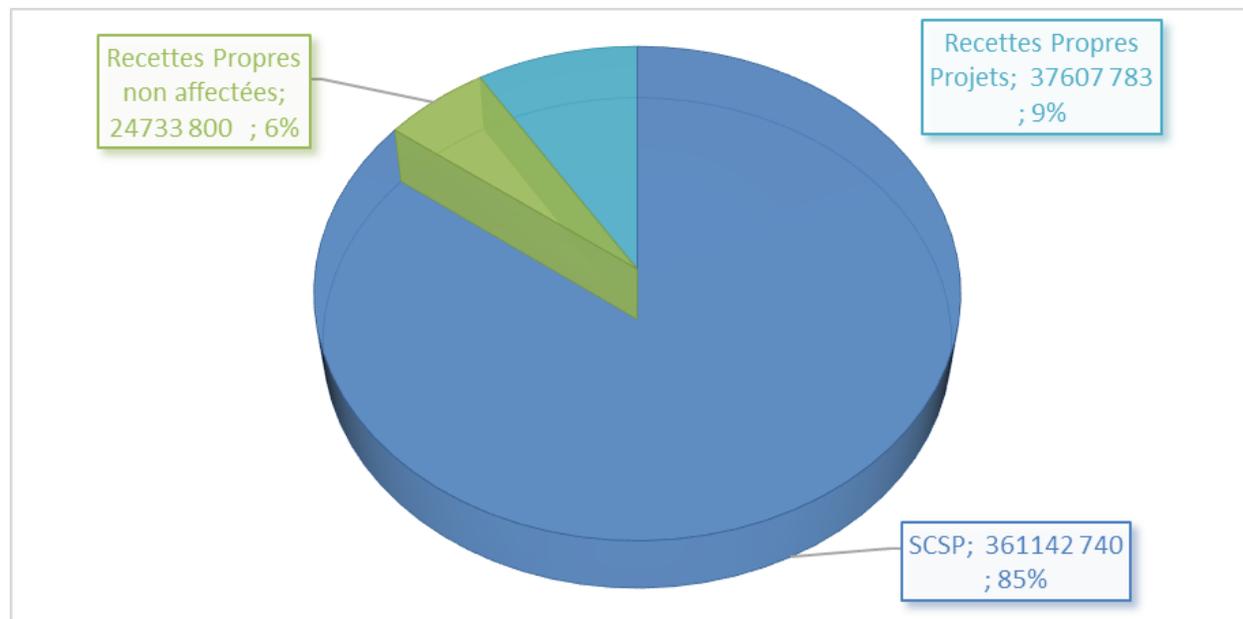
Tableau 27 : Besoin de financement de la masse salariale 2023 en comptabilité budgétaire

Résultat UB Masse Salariale

	Recettes	Dépenses	Ecart (Recettes - Dépenses)
MS600P1 - Plafond 1	340 592 111	338 612 393	1 979 718
dont DGF ouverte en BR3 (y/c eOTP de gestion)	337 369 909	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> Dont 172K€ BUT, 120K€ RI BIATS, 600K € revalorisation du point à 75% au lieu de 50% </div>	
dont DGF non prévue	1 408 763		
dont Refacturation salaires (Houches, MEDIAT, FC Santé)	1 178 471		
dont eOTP sur plafond 1 (IDEX, Plan Campus, Kiné)	518 425		
dont IJSS et Régul paie	116 543		
MS600P2 - Plafond 2 et Hors plafond	49 204 077	50 261 840	- 1 057 763
dont DGF ouverte en BR3	22 110 954	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> dont apprentissage pour 242K € non anticipé </div>	
dont DGF non prévue	253 114		
dont Recettes Propres NA	19 377 650		
dont Recettes Propres eOTP	6 616 835		
dont Compensation des décharges	713 450		
dont IJSS	132 074		
MS600PS - Prestations sociales	30 482	1 696 281	- 1 665 799
dont Remboursement AT + Divers	30 482		
MS600SR - Salaires Refacturés	3 153 679	3 757 488	- 603 809
MS600DIV - Divers	31 451	102 225	- 70 774
MS UB RECH	30 472 522	30 472 522	-
Total	423 484 323	424 902 750	- 1 418 428
		<i>Impact des charges à payer sur le résultat</i>	- 2 392 374,00
		<i>Impact des provisions sur le résultat</i>	- 493 987,00
		<i>Impact des produits à recevoir sur le résultat</i>	386 298,00
		Besoin de finacement avec CAP et PAR	- 3 918 491

Tel qu'illustré par le graphique 6, les recettes sur l'UB Masse Salariale sont réparties en 3 grandes sources de financement mais sont issues à plus de 85% de la SCSP (Subvention pour charge de service publique).

Graphique 6 : Le financement des dépenses de masse salariale



Besoin de financement en droits constatés

Tableau 28 : Besoin de financement de la masse salariale 2023 en comptabilité budgétaire

Analyse évolution besoin de financement

	Besoin de financement BR2	Besoin de financement compte financier hors passifs Sociaux CAP/PAR et provisions	Solde Charges à payer	Solde Produits à recevoir	Variations sur Provisions CET	Besoin de financement compte financier	Ecart BR2 / Compte Financier
MS600P1 - Plafond 1	- 2 097 669	1 979 718	- 2 108 369	-	- 457 046	- 585 697	1 511 972
MS600P2 - Plafond 2 et Hors plafond	- 2 116 916	- 1 057 763	- 294 891	47 445	- 67 841	- 1 373 051	743 865
MS600PS - Prestations sociales	- 1 622 774	- 1 665 799	58 604	-	5 000	- 1 602 195	20 579
MS600SR - Salaires Refacturés	- 260 286	- 603 809	-	337 919	-	- 265 890	- 5 604
MS600DIV - Divers	- 42 225	- 70 774	- 47 718	935	25 899	- 91 658	- 49 433
MS UB RECH	-	-	-	-	-	-	-
Total	- 6 139 870	- 1 418 428	- 2 392 374	386 299	- 493 988	- 3 918 491	2 221 379

Congés payés, décalage fermeture -1,5M € ,
 Refacturation P1 INP 199K€
 Prime Exceptionnelle ESAS 190K€
 Retard Reclassements 201K €

Refacturation IAE et POLYTECH partie RP 333K €
 estimation paiement 24 service fait 23

Congés payés décalage fermeture:
 +226K €
 Plus de CAP RIPEC: -297K €
 Hausse CAP HC Vac ENS: +321K€

Le décalage exceptionnel entre le besoin de financement en comptabilité budgétaire (-1,4 M€) et celui constaté en comptabilité générale (-3,9 M€) résulte des éléments suivants :

Les écritures sur les charges à payer sont importantes cette année (et exceptionnelles) notamment sur les retards de paiement sur les primes exceptionnelles BIATSS et ESAS et sur les reclassements. Il convient également de noter que la répartition de la fermeture de Noël entre 2 exercices budgétaires a impacté à la hausse le calcul des charges à payer pour les congés payés et le nombre de jour de Compte épargne-temps (CET) provisionnés (car moins de congés posés en 2023 par rapport à 2022). Enfin les charges à payer et produits à recevoir sont augmentés de manière exceptionnelle pour rattacher les charges et recettes issues des conventions de refacturation avec GINP - UGA sur IAE et POLYTECH pour les derniers salaires versés à l'UGA en 2024 au titre des reliquats de 2023.

Le besoin de financement de l'UB Masse Salariale était estimé à -6,13 M€ au BR2. Il est présenté à -3,9 M€ au compte financier (soit 2,2 M€ plus favorable) grâce aux éléments suivants :

-une recette complémentaire a été allouée par le MESR pour financer la hausse du point d'indice du 01/07/23 (passage d'une annonce de 50% à 75% de financement) pour 600 k€ ;

-des recettes arrivées tardivement n'ont pas pu être mobilisées sur l'exercice : BUT pour 172 k€ ou la réforme du don du corps pour 90 k € par exemple ou des ajustements de calculs ont été opérés sur de nombreuses enveloppes (repyramidages, effectifs médecine etc).

-une sous-exécution notamment sur la population des BIATSS titulaires due au statut des agents recrutés (moins de titulaires, plus de contractuels) de l'ordre de 1 M€.

2.1 Les charges de fonctionnement

Le montant total des charges de fonctionnement décaissables hors opération Plan Campus s'élève à 115 100 k€, en augmentation de 26 544 k€ (115 100 – 88 556) par rapport à l'année précédente (environ + 30%). Les charges de fonctionnement non décaissables sont en forte baisse : pour mémoire le compte financier 2022 avait enregistré les opérations de revalorisation de l'actif qui avaient conduit à une forte hausse des amortissements. Les charges décaissables de l'opération Plan Campus sont assez stables et égales à 7 575 k€ (remboursement des intérêts de la dette des Partenariats Public-Privé (PPP) compris). L'analyse ci-dessous se concentre sur les charges hors Plan Campus.

Tableau 29 : Décomposition des charges de fonctionnement UGA hors opération Plan Campus

Hors Plan Campus	2021	2022	2023	Ecart 22/23	% Evol
Charges fonctionnement décaissables	72 029k€	88 556k€	115 100k€	26 544k€	29,97%
Charges fonctionnement non décaissables	25 897k€	50 617k€	29 281k€	-21 336k€	-42,15%
Charges fonctionnement totales	97 926k€	139 173k€	144 381k€	5 208k€	3,74%

Tableau 30 : Décomposition des charges de fonctionnement du Plan Campus

Plan Campus	2021	2022	2023	Ecart 22/23	% Evol
Charges fonctionnement décaissables	8 465k€	7 397k€	7 575k€	178k€	2,41%
Charges fonctionnement non décaissables	4 187k€	4 453k€	4 398k€	-55k€	-1,23%
Charges fonctionnement totales	12 652k€	11 849k€	11 973k€	124k€	1,04%

Tableau 31 : Décomposition des charges décaissables par secteurs hors opération Plan Campus

Hors Plan Campus	Hors Contrats			Contrats			Total charges fonctionnement décaissables		
	2022	2023	Evol 22/23	2022	2023	Evol 22/23	2022	2023	Evol 22/23
DOCUMENTATION	3 351k€	3 706k€	10,6%	76k€	125k€	64,5%	3 428k€	3 831k€	11,8%
FORMATION	15 805k€	16 891k€	6,9%	4 169k€	19 176k€	360,0%	19 974k€	36 067k€	80,6%
RECHERCHE	12 237k€	10 474k€	-14,4%	16 972k€	18 560k€	9,4%	29 209k€	29 034k€	-0,6%
SUPPORT	27 069k€	38 173k€	41,0%	3 555k€	2 376k€	-33,2%	30 623k€	40 549k€	32,4%
UB MASSE SALARIALE	5 241k€	5 517k€	5,3%	81k€	102k€	25,7%	5 322k€	5 619k€	5,6%
Total général	63 703k€	74 760k€	17,4%	24 853k€	40 339k€	62,3%	88 556k€	115 100k€	30,0%

Les charges de fonctionnement décaissables progressent de 17,4% hors projets et conventions et de 62,3% sur projets et conventions.

2.2 Répartition par secteurs et comptes comptables

Tableau 32 : Décomposition par regroupement de comptes comptables

Hors Plan campus	Hors Contrats			Contrats			Charges totales fonctionnement décaissables		
	2022	2023	Evol 22/23	2022	2023	Evol 22/23	2022	2023	Evol 22/23
Eau	586 k€	584 k€	-0,2%				586 k€	584 k€	-0,2%
Carburants et lubrif	183 k€	142 k€	-22,3%	5 k€	7 k€	40,2%	188 k€	149 k€	-20,6%
Chauffage sur reseau	1 794 k€	2 170 k€	21,0%		0 k€		1 794 k€	2 170 k€	21,0%
Electricite	5 142 k€	8 546 k€	66,2%				5 142 k€	8 546 k€	66,2%
Gaz	3 308 k€	1 364 k€	-58,8%				3 308 k€	1 364 k€	-58,8%
Fluides	11 012 k€	12 807 k€	16,3%				11 012 k€	12 807 k€	16,3%
Doc tech et biblio	2 721 k€	2 798 k€	2,8%	57 k€	63 k€	9,2%	2 779 k€	2 860 k€	2,9%
Entr Maintenance	2 028 k€	1 900 k€	-6,3%	120 k€	28 k€	-76,8%	2 148 k€	1 928 k€	-10,2%
Entret/bien immobil	2 606 k€	2 401 k€	-7,9%	8 k€	17 k€	121,9%	2 614 k€	2 418 k€	-7,5%
Entret/bien mobilier	858 k€	959 k€	11,7%	237 k€	350 k€	48,1%	1 095 k€	1 309 k€	19,6%
Formation continue	1 349 k€	1 409 k€	4,4%	295 k€	261 k€	-11,7%	1 644 k€	1 669 k€	1,5%
Fournit.enseignt	1 851 k€	1 913 k€	3,4%	1 734 k€	2 362 k€	36,2%	3 584 k€	4 275 k€	19,3%
Frais réceptions	1 331 k€	1 750 k€	31,5%	406 k€	502 k€	23,7%	1 737 k€	2 251 k€	29,6%
Frais inscrip colloq	223 k€	252 k€	12,9%	291 k€	283 k€	-2,7%	514 k€	534 k€	4,1%
Missions	2 169 k€	2 222 k€	2,5%	1 637 k€	1 744 k€	6,6%	3 805 k€	3 966 k€	4,2%
Voyages et Depl.	674 k€	929 k€	37,8%	1 097 k€	895 k€	-18,4%	1 771 k€	1 824 k€	3,0%
Honoraires	2 175 k€	2 234 k€	2,7%	975 k€	1 040 k€	6,7%	3 150 k€	3 274 k€	4,0%
Prest ext gardiennag	979 k€	1 276 k€	30,3%	1 k€	2 k€	218,6%	980 k€	1 278 k€	30,4%
Prest ext nettoyage	5 401 k€	5 905 k€	9,3%	0 k€	4 k€	1329,5%	5 401 k€	5 910 k€	9,4%
Redevances pour conc	2 423 k€	2 586 k€	6,7%	345 k€	378 k€	9,6%	2 768 k€	2 963 k€	7,1%
Allocation logement	953 k€	1 001 k€	5,0%	108 k€	122 k€	12,9%	1 061 k€	1 123 k€	5,8%
Taxe verst.transport	3 765 k€	3 930 k€	4,4%	432 k€	488 k€	12,9%	4 198 k€	4 418 k€	5,3%
Autres charges	21 185 k€	28 490 k€	34,5%	17 105 k€	31 793 k€	85,9%	38 290 k€	60 283 k€	57,4%
Total charges	63 703 k€	74 760 k€	17,4%	24 853 k€	40 339 k€	62,3%	88 556 k€	115 100 k€	30,0%

Hors écritures comptables liées à la compensation de l'exonération d'une partie des droits d'inscription des étudiants extra-communautaires, les principaux postes en hausse sont les frais de missions/réceptions, les fluides ainsi que les frais de nettoyage et gardiennage en grande partie du fait de l'inflation.

- Fluides

La hausse globale est de 1 795 k€ de 2022 à 2023 (= 12 807 k€ - 11 012 k€), l'augmentation la plus forte portant l'électricité (+ 3 404 k€, 8 546 k€ - 5 142 k€). La diminution du poste « gaz » s'explique par la surestimation d'une charge à payer en 2022, et par le passage au chauffage urbain de plusieurs bâtiments.

Pour rappel le montant des fluides s'élevait à 8 546 k€ en 2021, soit une hausse de 4 268 k€ en deux ans (correspondant à 50%). Les évolutions constatées au compte financier 2023 tiennent principalement aux évolutions de prix d'achat des énergies.

En effet, le coût moyen de l'électricité est passé de 17 à 31 centimes €/kWh, et cela, même en ayant bénéficié de l'amortisseur électricité. Le coût du gaz a lui aussi augmenté, passant de 8,9 à 15,6 cts €/kWh et le chauffage urbain a lui légèrement augmenté passant de 12 à 13 cts €/kWh.

L'augmentation du budget fluides a été toutefois atténuée par des mesures d'économie d'énergie dans le cadre du plan de sobriété UGA et par une accélération des conversions chaufferie gaz vers chauffage urbain. La diminution des consommations devrait se poursuivre en 2024 suite aux réceptions de chantier des projets contrat de plan Etat-Région (CPER) et Plan de relance.

- Frais de missions et de réceptions

L'augmentation des charges s'explique à la fois par une hausse du volume des missions (17 485 missions réalisées en 2023, contre 16 568 en 2022, soit une hausse de 5,5%) et une hausse des prix (hausse des tarifs pratiqués par les hôteliers et revalorisation des plafonds de remboursement intervenus en 2023). Il convient de noter que le volume des missions reste toutefois encore inférieur à celui constaté en 2019.

- Frais de gardiennage et nettoyage

Concernant les frais de gardiennage, la hausse du poste est directement liée à l'augmentation des tarifs sur différents marchés, dont certains se sont renouvelés en 2023. Elle s'explique aussi par des augmentations de périmètre (bâtiment MUSE) ou des besoins ponctuels (grèves, surveillance de chantiers l'été, mise à disposition ponctuelle de locaux).

Ces justifications s'appliquent aussi pour les frais de nettoyage, pour lesquels la hausse est encore plus marquée. Elle s'explique par le renouvellement d'un marché comportant 17 lots en janvier 2023 : les tarifs n'avaient pas été mis à jour depuis 4 ans, ils enregistrent ainsi une forte augmentation des grilles salariales des personnels d'entretien. Concernant le périmètre d'intervention, il convient de noter la mise en place d'un nettoyage sur une partie du bâtiment MUSE (hors locaux CROUS) à compter de juillet ainsi que de grosses opérations d'entretien de bâtiments (décapage/ vitrerie) réalisés en 2023.

- Les autres charges

La hausse est de 7 305 k€ sur la partie « hors contrats » et de 14 688 k€ « sur contrats », et porte principalement sur le compte « autres charges spécifiques ».

- Pour la partie hors contrats, elle s'explique essentiellement par une écriture « d'ordre » visant à valoriser la part des droits d'inscription exonérée des étudiants extracommunautaires. A la demande des commissaires aux comptes et de la Tutelle, il a été demandé de constater en produits ce que l'UGA devrait percevoir, et en charges la compensation de cette exonération pour 8 791 k€ : jusqu'ici seuls les produits nets correspondant à ce que l'UGA encaisse effectivement étaient enregistrés ;
- Pour la partie sur contrats, la hausse s'explique par l'avancement des projets existants ou nouveaux. A ce titre le compte financier enregistre des charges à hauteur de 13 834 k€ sur le projet QuantEdu-France correspondant au reversement aux Universités Partenaires des sommes leur revenant.

III. LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE FONDS DE ROULEMENT

1. Les investissements réalisés en 2023

Le montant des investissements enregistrés en comptabilité budgétaire est de 58 188k€ (cf tableau 8) : il correspond aux dépenses décaissées. Le montant des investissements en comptabilité générale comprend des écritures d'ordre, comme les écritures de sortie d'actifs. Hors opérations « d'ordre » il s'élève à 55 077 k€ en 2023, soit un niveau qui reste élevé au regard des années antérieures.

Au sein de cette dernière enveloppe, la part concernant le patrimoine représente un peu plus de 30 M€ qui se déclinent comme suit :

- Diverses opérations de gros entretien renouvellement (GER)/ maintenance pour 6 406 k€,
- Opérations relevant du Plan de Relance pour 4 206 k€,
- Opération 19 SMART CAMPUS Galerie des Amphis, Centre de Langues Vivantes pour 5 933 k€,
- Opération 13 CPER XIV réaménagement ex bâtiment PHELMA – restructuration IUT1 pour 8 414 k€,
- Opération 15 CPER XIV réaménagement du Centre de Recherche en Santé Intégrative (CReSI) s'élevant à 4 570 k€,
- Diverses autres opérations pour environ 2 000 k€.

Les dépenses relatives aux autres services centraux, à la formation et à la recherche concernent essentiellement des acquisitions d'équipement (chromatographe, microsonde, systèmes de mesure, analyseur de métaux...).

Sur le SACD Plan Campus, les dépenses se répartissent comme suit en 2023 :

- Le remboursement du capital des emprunts relatifs aux trois Partenariats Public-Privé (PPP) pour 4 339 k€,
- Les travaux relatifs à la création de la Maison Universitaire des Services à l'étudiant (MUSE) pour 6 520 k€,
- L'aménagement du Plan Campus pour 1 464k€.

L'actif immobilisé au bilan se présente comme suit :

Tableau 33 : Bilan 2023 : Actif immobilisé

	2022	2023	Evol.	%
Immo. Incorporelles	735k€	414k€	-321k€	-44%
Immo. Corporelles	628 899k€	651 829k€	22 930k€	4%
Immob. Financières	441 632k€	1 290 795k€	849 163k€	192%
Total Actif Immobilisé	1 071 268k€	1 943 040k€	871 772k€	81%

Le bilan enregistre une variation des immobilisations de + 22 610 k€, dont + 22 930 k€ d'immobilisations corporelles. Un important travail de mise en service des immobilisations en cours a été accompli même s'il reste à cette date, d'importantes antériorités à rattraper. Parmi les mises en service réalisées en 2023 se trouvent le Centre de Langues Vivantes (CLV, opération Smart Campus) pour 3,5 M€, la galerie des Amphis pour 6 M€ et le bâtiment MUSE pour 26,3 M€.

Les immobilisations financières reflètent l'inscription à l'actif de l'établissement de la Dotation Non Consomptible de l'IdEx pérennisé pour 850 M € (sans impact sur le résultat car la charge est neutralisée par une ressource du même montant), des écritures similaires avaient été passées pour la dotation relative au Plan Campus.

2. Les amortissements et leur neutralisation

Pour rappel les immobilisations entrent dans le patrimoine de l'établissement et génèrent chaque année des amortissements qui permettent, d'une part, de constater la perte de leur valeur liée à leur usage et, d'autre part, d'en assurer le renouvellement. Les amortissements constituent une charge de l'établissement. Lorsque ces biens sont acquis grâce à des subventions ou sont mis à disposition de l'Université, une neutralisation est constatée en produit.

L'ensemble des éléments présentés ci-dessus a pour conséquence que la charge nette d'amortissement a augmenté par rapport à l'exercice précédent, comme le montrent les tableaux ci-dessous.

Tableaux 34 et 34 bis: Evolution de la charge d'amortissement hors opération Plan Campus et Plan Campus

Charge d'amortissement UGA sans Plan Campus	2022	2023	Evol.
Dotation aux amortissements	49 742k€	26 305k€	-23 438k€
Neutralisation des amortissements	41 217k€	17 356k€	-23 861k€
Charge nette	8 525k€	8 949k€	424k€

Charge d'amortissement nette PLAN CAMPUS	2022	2023	Evol.
Dotation aux amortissements	4 012k€	4 263k€	252k€
Neutralisation des amortissements	3 976k€	4 194k€	218k€
Charge nette	36k€	69k€	33k€

Concernant la charge nette pour l'UGA sans l'opération Plan Campus, l'augmentation de 424 k€ est induite par une politique soutenue de l'investissement et de nombreux travaux de Gros Entretien Renouvellement (GER) non neutralisés ou partiellement neutralisés.

3. Le financement des investissements et l'évolution du fonds de roulement

La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit en 2023 à 7 905 k€ (cf. tableau 35). Ce chiffre est plus élevé que la prévision effectuée au budget initial. Il est également supérieur à 2022 (6 993 k€ soit une augmentation de 912 k€). Les prévisions budgétaires au budget initial avaient estimé un déficit de 10 160 k€ alors que l'atterrissage au compte financier est un déficit de 3 303 k€, ce qui a permis de conserver une CAF à un niveau normal.

Tableau 35 : CAF (capacité d'autofinancement) 2023 de l'UGA (avec l'opération Plan Campus)

Calcul de la capacité d'autofinancement	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 1 770 775	- 10 160 333	- 6 819 069	- 3 302 801
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	54 629 282	23 301 678	23 301 678	33 544 466
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 201 765	- 61 660	- 61 660	- 511 647
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	440 730	-	-	134 405
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 413 160	-	-	- 177 135
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 45 690 488	- 14 754 755	- 14 754 755	- 21 782 200
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	6 993 823	- 1 675 070	1 666 194	7 905 088

Tableau 36 : CAF (capacité d'autofinancement) 2023 de l'UGA (opération Plan Campus seul)

Calcul de la capacité d'autofinancement	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 35 850	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 011 881	4 092 119	4 092 119	4 263 446
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	440 730	-	-	134 405
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 412 826	-	-	- 134 405
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 3 976 031	- 4 055 552	- 4 055 552	- 4 194 434
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	27 904	36 567	36 567	69 012

Tableau 37 : CAF (capacité d'autofinancement) 2023 de l'UGA (Hors opération Plan Campus)

Calcul de la capacité d'autofinancement	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 1 734 925	- 10 160 333	- 6 819 069	- 3 302 801
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	50 617 400	19 209 559	19 209 559	29 281 020
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 623 662	- 61 660	- 61 660	- 511 647
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 334	-	-	- 42 730
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 41 292 560	- 10 699 203	- 10 699 203	- 17 587 766
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	6 965 919	- 1 711 637	1 629 627	7 836 076

Il est cependant insuffisant pour couvrir les investissements sur fonds propres, comme le montre le tableau emploi-ressources (tableaux 38 et 39) : les investissements sont globalement supérieurs aux ressources qui doivent les financer : capacité d'autofinancement et financements externes de l'actif, et conduisent à un prélèvement de 10 576 k€ (10 644 746 – 69 011) sur le fonds de roulement.

Tableau 38 : Emplois-Ressources (opération Plan Campus) 2023

EMPLOIS	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	RESSOURCES	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	27 904	36 567	36 567	69 012
Investissements	12 344 462	13 293 000	15 211 000	8 140 488	Financement de l'actif par l'État	13 538 172	10 286 433	12 204 433	10 547 149
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 324 425	2 970 000	2 970 000	-
Dépôts et cautionnement (dotation de l'Etat)	-	-	-	-	Autres ressources	1 833 964	-	-	1 800 211
Remboursement des dettes financières	4 240 964	-	-	4 206 873	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	16 585 426	13 293 000	15 211 000	12 347 361	TOTAL DES RESSOURCES (6)	16 724 465	13 293 000	15 211 000	12 416 372
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	139 039	-	-	69 011	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-	-

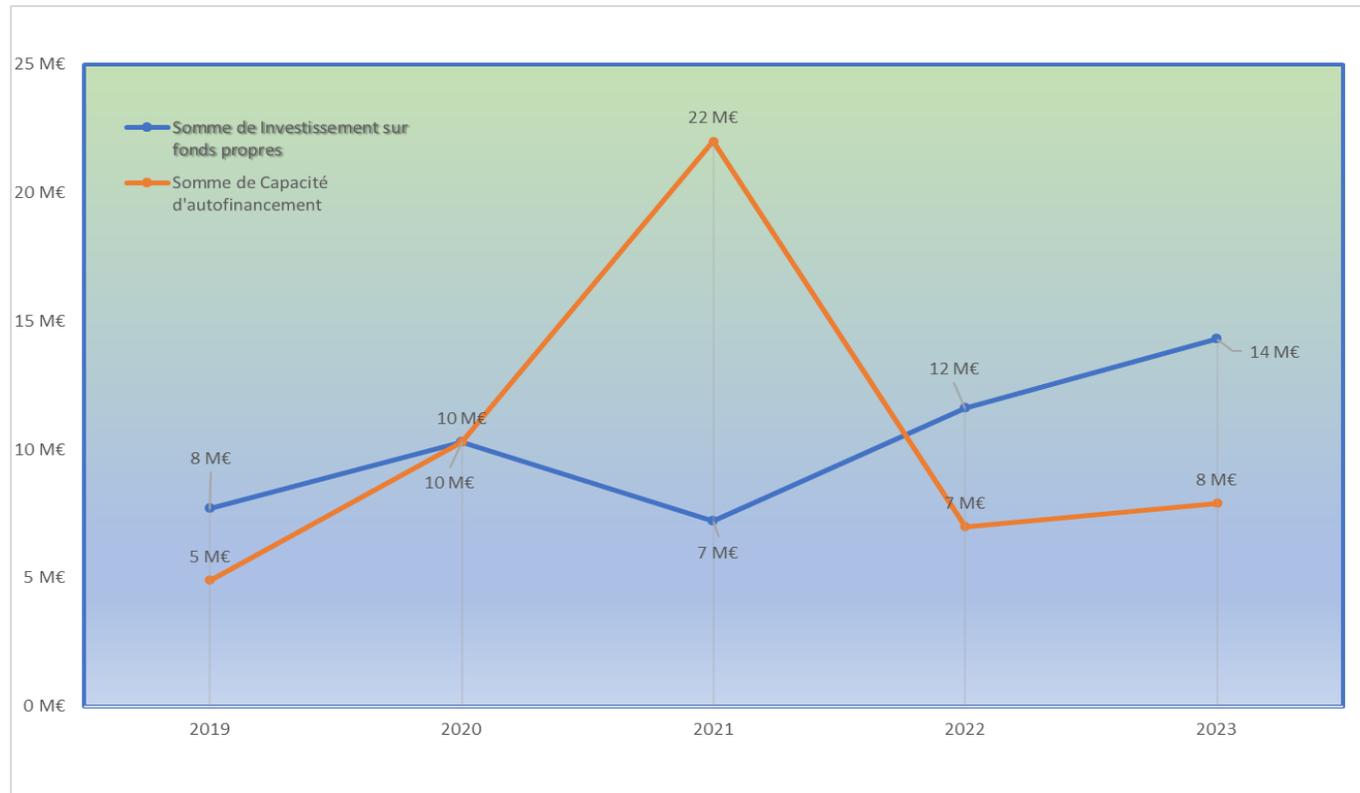
Tableau 39 : Emplois-Ressources (UGA sans opération Plan Campus) 2023

EMPLOIS	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	RESSOURCES	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Insuffisance d'autofinancement	-	1 711 637	-	-	Capacité d'autofinancement	6 965 919	-	1 629 627	7 836 076
Investissements	231 214 603	55 206 593	52 911 030	46 936 773	Financement de l'actif par l'État	185 039 110	21 932 161	16 991 209	19 560 703
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	24 658 521	16 238 524	15 870 074	8 808 751
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	850 828 647	Autres ressources	7 795 830	823 511	689 381	88 541
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-	850 826 603
TOTAL DES EMPLOIS (5)	231 214 603	56 918 230	52 911 030	897 765 420	TOTAL DES RESSOURCES (6)	224 459 380	38 994 196	35 180 291	887 120 674
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	6 755 222	17 924 034	17 730 739	10 644 746

Le montant total des emplois avec l'opération Plan Campus s'élève à 910 112 k€ (=12 347 k€ + 897 765 k€) et se répartit en 905 906 k€ en investissement (dont 850 M€ d'immobilisations financières) et 4 206 k€ en remboursement de dettes financières.

Le graphique 7 met en perspective sur les 5 dernières années les investissements sur fonds propres : ils augmentent régulièrement depuis 2021, plus rapidement que la capacité d'autofinancement, et impliquent ainsi un prélèvement sur fonds de roulement.

Graphique 7 : Couverture des investissements sur fonds propres par l'autofinancement

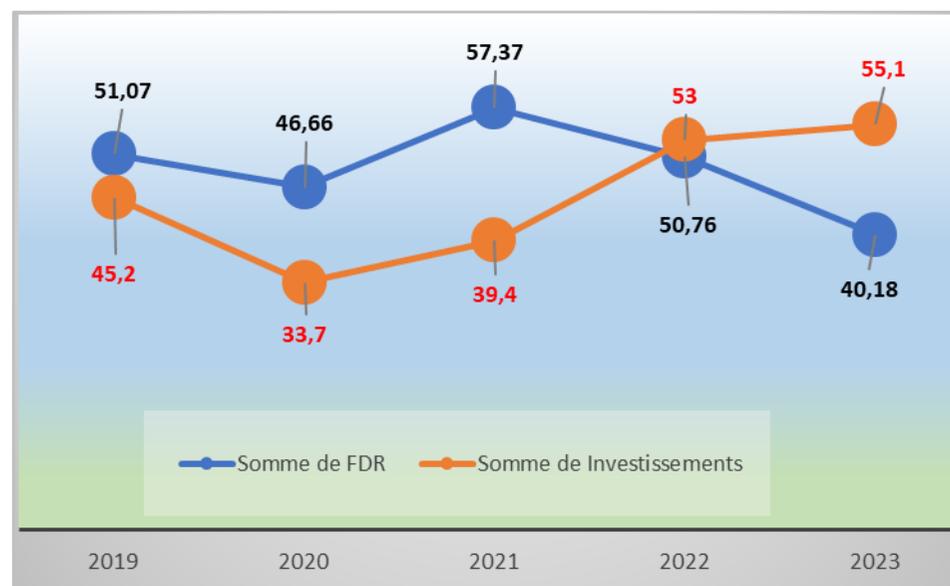


Le tableau 40 montre que le Fonds de roulement termine l'année 2023 à **40 185 k€** soit l'équivalent de **27 jours de fonctionnement décaissables** (1 jour de fonctionnement = 1 510 k€ de charges décaissables avec un montant de charges décaissables de 543 584 k€).

Tableau 40 : Fonds de roulement et Trésorerie 2023 (avec Plan Campus)

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 6 616 183	- 17 924 034	- 17 730 739	- 10 575 734
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 38 553 790	11 150 287	- 1 247 375	- 5 752 091
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	31 937 606	- 29 074 321	- 16 483 364	- 4 823 643
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	50 760 816	32 836 782	33 030 078	40 185 082
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 79 872 967	- 68 722 680	- 81 120 342	- 85 625 058
Niveau de la TRESORERIE	130 633 783	101 559 462	114 150 419	125 810 139

Graphique 8 : Evolution des investissements et du fonds de roulement (en M€)



Quant à la trésorerie, elle reste très confortable avec un niveau de **125 810 k€** (y compris l'opération Campus) soit l'équivalent de **83,3 jours de fonctionnement**.

4. La soutenabilité financière

Le tableau 41 résume l'évolution des indicateurs de soutenabilité financière sur l'année 2023. Globalement les indicateurs se sont dégradés par rapport à 2022, sauf la capacité d'autofinancement qui s'améliore de 912 k€. Sur les 4 indicateurs, 3 sont au-dessus du seuil de soutenabilité, seul le résultat, négatif, est en-dessous du seuil. Le fonds de roulement a diminué de 10 jours de fonctionnement mais reste, avec 27 jours, au-dessus du seuil d'alerte de 15 jours. La trésorerie à 83 jours reste aussi largement au-dessus du seuil d'alerte de 30 jours. La faiblesse reste liée au niveau insuffisant du résultat et de la CAF pour financer nos investissements.

Tableau 41 : Les indicateurs de la soutenabilité financière

Seuil de soutenabilité	Indicateur	CF 2022	BI 2023	BR 2 2023	CF 2023	Evolution CF 23/ CF 22
0	Résultat	-1 771	-10 160	-6 819	-3 303	-
0	CAF	6 994	-1 675	1 666	7 905	+
15	FDR (en nb j)	36,8	20,7	20,7	26,6	-
30	Trésorerie (en nb de j)	94,7	64,1	72,1	83,3	-

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2023

BUDGET PRINCIPAL

(UGA AVEC PLAN CAMPUS)

Tableau 1 - EPSCP

Tableau des emplois Etablissement Principal avec Plan Campus présenté à l'appui du Compte Financier de l'exercice 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

RAPPEL BI 2023

Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
			En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 975		1 975
		CDI	20	41	61
	Non permanents	CDD	680	499	1 179
S/total EC			2 675	540	3 214

BUDGET 2023 APRES BR2

Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
1 960		1 960
20	43	63
695	459	1 154
2 675	502	3 176

COMPTE FINANCIER 2023

Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
1 948		1 948
19	42	62
675	451	1 126
2 642	493	3 136

Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)	-		-
---	---	--	---

-		-
---	--	---

-		-
---	--	---

BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	1 530		1 530
		CDI	72	225	297
	Non permanents	CDD	230	746	976
S/total Biatss			1 832	971	2 803
Totaux			4 507	1 511	6 017

1 487		1 487
82	232	314
250	730	980
1 819	962	2 781
4 494	1 464	5 957

1 468		1 468
81	232	312
225	730	955
1 774	961	2 735
4 417	1 454	5 871

Plafond global des emplois voté par le CA **

Plafond global des emplois voté par le CA **

↑ (1)

Plafond global des emplois voté par le CA **

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat	4 746
--	--------------

4 750

4 750 (3)

Note sur les modalités de renseignement du tableau :

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2023 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	
Personnel	405 483 715	432 877 657	430 430 532	424 779 896	- 5 650 636	405 429 357	432 877 657	430 430 532	424 779 926	- 5 650 606	479 336 755	497 837 354	505 150 817	518 352 232	13 201 415	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	107 293 338	111 317 050	111 417 050	108 450 722	- 2 966 328	107 293 338	111 317 050	111 417 050	108 450 722	- 2 966 328	380 702 944	392 082 794	404 019 198	405 943 248	1 924 050	Subvention pour charges de service public
											20 244 841	18 154 122	15 114 782	15 184 279	69 497	Autres financements de l'Etat
											2 227 354	2 668 731	3 301 306	3 360 755	59 449	Fiscalité affectée
Fonctionnement	91 479 902	135 488 339	135 318 268	110 911 818	- 24 406 450	85 849 047	137 333 006	138 282 254	108 944 825	- 29 337 429	25 352 089	26 526 413	19 959 838	28 548 195	8 588 357	Autres financements publics
											50 809 526	58 405 294	62 755 693	65 315 754	2 560 061	Recettes propres
											44 227 249	103 350 258	122 999 283	130 626 134	7 626 850	Recettes fléchées*
											14 548 795	8 815 763	5 179 977	5 482 078	302 101	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	36 238 279	40 357 311	47 895 541	40 904 326	- 6 991 215	57 409 690	68 499 593	68 122 030	58 188 274	- 9 933 756	29 176 001	93 384 926	116 629 462	124 668 359	8 038 896	Autres financements publics fléchés
											502 453	1 149 569	1 189 844	475 697	714 147	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	533 201 897	608 723 307	613 644 341	576 596 040	- 37 048 301	548 688 094	638 710 256	636 834 816	591 913 024	- 44 921 792	523 564 004	601 187 612	628 150 100	648 978 366	20 828 266	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						-	-	-	57 065 342	65 750 057	25 124 090	37 522 644	8 684 716	-	-	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2023 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	11 825 925	11 825 925	4 138 228	4 076 756	2 103 759	1 738 176	18 067 912	17 640 857
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	5 510 244	5 510 244	3 979 951	3 326 071	234 958	273 521	9 725 153	9 109 836
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	55 330	55 330	606 610	573 324	2 895	14 554	664 835	643 208
D105 - Bibliothèques et documentation	289 738	289 738	2 868 517	2 998 651	38 824	37 608	3 197 079	3 325 996
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	4 602 580	4 602 580	5 361 425	5 834 548	1 794 833	1 948 315	11 758 837	12 385 443
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	3 968 412	3 968 412	2 895 420	3 041 046	2 863 892	998 916	9 727 723	8 008 375
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 791 061	4 791 061	3 228 613	3 527 646	1 181 436	1 249 292	9 201 111	9 568 000
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	159 661	159 661	74 883	99 327	150 577	76 286	385 121	335 273
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	4 500 870	4 500 870	3 068 400	2 902 043	1 165 694	1 034 707	8 734 964	8 437 620
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	3 675 537	3 675 537	3 469 813	3 659 024	166 129	228 121	7 311 479	7 562 682
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 063 501	2 063 501	6 692 561	6 596 835	479 070	160 381	9 235 133	8 820 717
D113 - Diffusion des savoirs et musées	25 177	25 177	90 268	101 486	12 978	3 227	128 423	129 890
D114 - Immobilier	25 959	25 959	38 130 697	37 174 618	27 198 595	45 161 817	65 355 251	82 362 393
D115 - Pilotage et support	383 026 194	383 026 224	34 127 215	32 728 991	3 417 260	5 200 080	420 570 669	420 955 296
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	54 509	53 998	-	-	54 509	53 998
D202 - Aides indirectes aux étudiants	96 192	96 192	1 279 492	1 502 387	84 473	38 236	1 460 157	1 636 815
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	163 515	163 515	845 216	748 075	8 952	25 037	1 017 683	936 626
TOTAL	424 779 896	424 779 926	110 911 818	108 944 825	40 904 326	58 188 274	576 596 040	591 913 024

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B **57 065 342**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	405 943 248	-	-	-	-	-	-	-	405 943 248
DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 107 664	-	-	-	6 107 664
FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	15 166 534	-	-	6 902	15 173 436
TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	1 014 618	-	-	-	1 014 618
CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	207 472	-	-	-	207 472
VALORISATION	-	-	-	-	1 969 026	-	-	5 000	1 974 026
ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	8 383 771	-	-	110 075 354	-	118 459 125
ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	5 696 040	-	-	313 425	-	6 009 465
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	4 073 276	-	-	2 742 381	-	6 815 657
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	5 752 195	-	-	6 511 815	-	12 264 010
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	15 184 279	-	4 562 913	2 498 630	5 482 078	5 025 384	80 228	32 833 513
FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	80 000	2 298 233	-	-	213 952	2 592 185
AUTRES RECETTES	-	-	3 360 755	-	36 053 577	-	-	169 616	39 583 947
TOTAL	405 943 248	15 184 279	3 360 755	28 548 195	65 315 754	5 482 078	124 668 359	475 697	648 978 366

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C **-**

TABLEAU 4
Equilibre financier 2023 de l'Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS					
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	25 124 090	37 522 644	8 684 716	-	-
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	31 638	-	2 045	2 045	-
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	11 093 839	6 594 841	8 946 832	9 025 242	78 410
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	13 987 367	11 031 775	11 380 779	56 699 575	45 318 796
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	50 236 933	55 149 260	29 014 372	65 726 862	45 397 206
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	31 937 606	-	-	-	11 659 720
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	18 317 426	53 516 099	35 198 673
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	43 380 100	-	-	-	-
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	82 174 540	55 149 260	29 014 372	65 726 862	57 056 926

FINANCEMENTS					
Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	
-	-	-	57 065 342	65 750 057	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
-	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
11 463 506	7 271 907	9 034 781	7 704 970	- 1 329 811	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
70 711 034	18 803 032	3 496 227	- 3 867 093	- 7 363 320	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
82 174 540	26 074 939	12 531 008	60 903 219	57 056 926	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
-	29 074 321	16 483 364	4 823 643	-	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
11 442 494	15 911 611	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
-	13 162 710	34 800 790	58 339 742	23 538 953	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
82 174 540	55 149 260	29 014 372	65 726 862	57 056 926	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
 - se détermine par différence entre (1) et (2),
 - se décompose en (a) et (d),
 - s'explique par D, (b), (c), (e).

différence entre variation trésô (I ou II) et Décomposition de la variation de trésorerie

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
 (**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
 (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers du Compte financier de l'exercice 2023 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 4731 C 4...	Bourses AMI	609 200	736 400
Opération 2	C 4731 C 4...	Bourses ERASMUS	817 047	19 392
Opération 3	C 4731 C 4...	Revers. partenaires contrats	693 366	693 366
Opération 4	C 4731 C 4...	Bibliothèque Valence	76 874	-
Opération 5	C 4731 C 4...	FFSU	40 910	12 970
Opération 6	C 4731 C 4...	UFI	214 400	214 400
Opération 7	C 4731 C 4...	REVERSEMENT GINP	547 046	2 042
Opération 8	C 4731 C 4...	LABEX	4 658 452	4 658 452
Opération 9	C 4731 C 4...	EQUIPEX IMPACT	283 376	283 376
Opération 10	C 4731	EQUIPEX + : FASUM	193 277	193 277
Opération 11	C 4731	PIA AVENIR	17 239	17 239
Opération 12	C 4731 C 4...	PIA TRANS 3	390 740	390 740
Opération 13	C 4731 C 4...	PIA PEGASE	339 658	339 658
Opération 14	C 4731 C 4...	PIC RISING ACTION 6.	2 196	2 196
Opération 15	C 4731 C 4...	PROJET ADAM	30 688	30 688
Opération 16	C 4731 C 4...	HYDROCOVID	22 238	22 238
Opération 17	C 4731 C 4...	FRUGAL Tranche 2	19 405	19 405
Opération 18	C 4731 C 4...	POIA PERMARISK	63 342	63 342
Opération 19	C 4731 C 4...	PROJET LOMBALGIB	5 789	5 789

9 025 242

7 704 970

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique ci-dessous :

La différence notamment sur l'opération 2 "Bourses ERASMUS" correspond à un décalage de trésorerie relatif aux aides à la mobilité Erasmus (gérées par la DGD DIT) .
Au titre de 2022-2023, entre les encaissements versés par l'Europe (versements à 80%) et les décaissements qui s'échelonneront sur 2023 mais aussi sur 2024 voire 2025.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2023 - Etablissement Principal avec Plan campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	PRODUITS	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Personnel	400 467 566	427 198 738	424 751 613	421 109 402	- 3 642 211	Subventions de l'Etat	431 509 188	402 788 322	407 474 394	458 667 992	51 193 598
dont contributions employeur CAS Pension	107 293 338	111 317 050	111 417 050	108 450 722	- 2 966 328	Fiscalité affectée	2 327 706	2 668 731	3 301 306	3 312 512	11 206
Fonctionnement autre que les charges de personnel	151 022 549	166 313 603	174 193 847	156 353 820	- 17 840 027	Autres subventions	19 958 731	105 176 226	96 253 790	26 317 601	- 69 936 190
						Autres produits	95 923 714	72 718 729	85 096 901	85 862 317	765 416
TOTAL DES CHARGES (1)	551 490 115	593 512 341	598 945 460	577 463 222	- 21 482 238	TOTAL DES PRODUITS (2)	549 719 340	583 352 008	592 126 391	574 160 422	- 17 965 970
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	3 516 268	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	1 770 775	10 160 333	6 819 069	3 302 801	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	551 490 115	593 512 341	598 945 460	577 463 222	- 17 965 970	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	551 490 115	593 512 341	598 945 460	577 463 222	- 17 965 970

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 1 770 775	- 10 160 333	- 6 819 069	- 3 302 801	3 516 268
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	54 629 282	23 301 678	23 301 678	33 544 466	10 242 788
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 201 765	- 61 660	- 61 660	- 511 647	- 449 987
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	440 730	-	-	134 405	134 405
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 413 160	-	-	- 177 135	- 177 135
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 45 690 488	- 14 754 755	- 14 754 755	- 21 782 200	- 7 027 445
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	6 993 823	- 1 675 070	1 666 194	7 905 088	6 238 894

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	RESSOURCES	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Insuffisance d'autofinancement	-	1 675 070	-	-	-	Capacité d'autofinancement	6 993 823	-	1 666 194	7 905 088	6 238 894
Investissements	243 559 065	68 499 593	68 122 030	55 077 261	- 13 044 769	Financement de l'actif par l'Etat	198 577 283	32 218 594	29 195 642	30 107 851	912 209
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	850 828 647	850 828 647	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	25 982 946	19 208 524	18 840 074	8 808 751	- 10 031 323
Remboursement des dettes financières	4 240 964	-	-	4 206 873	4 206 873	Autres ressources	9 629 794	823 511	689 381	1 888 753	1 199 372
TOTAL DES EMPLOIS (5)	247 800 029	70 174 663	68 122 030	910 112 781	841 990 751	Augmentation des dettes financières	-	-	-	850 826 603	850 826 603
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	7 155 004	TOTAL DES RESSOURCES (6)	241 183 846	52 250 629	50 391 291	899 537 046	849 145 755
						Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	6 616 183	17 924 034	17 730 739	10 575 734	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 6 616 183	- 17 924 034	- 17 730 739	- 10 575 734	7 155 004
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 38 553 790	11 150 287	- 1 247 375	- 5 752 091	- 4 504 716
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	31 937 606	- 29 074 321	- 16 483 364	- 4 823 643	11 659 720
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	50 760 816	32 836 782	33 030 078	40 185 082	7 155 004
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 79 872 967	- 68 722 680	- 81 120 342	- 85 625 058	- 4 504 716
Niveau de la TRESORERIE	130 633 783	101 559 462	114 150 419	125 810 139	11 659 720

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie du Compte financier de l'exercice 2023 - Etablissement Principal avec Plan campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juliet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	130 633 783	227 541 401	193 418 124	148 006 609	218 106 705	183 646 790	134 212 246	243 284 203	209 442 790	166 335 396	194 381 736	161 130 002	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	2 068 414	1 596 266	12 271 487	9 476 199	204 575 575	7 627 873	142 535 595	4 988 105	5 402 118	68 591 645	6 985 821	52 233 136	518 352 232
Subvention pour charges de service public	-	-	6 839 834	-	198 222 498	-	136 981 439	-	-	58 395 940	-	5 503 537	405 943 248
Autres financements de l'État	6 279	-	76 410	71 970	-	2 775	4 375	70 118	150 406	503 661	269 226	14 029 060	15 184 279
Fiscalité affectée	87 137	25 311	-	15 529	-	-	-	-	-	3 100 788	131 990	-	3 360 755
Autres financements publics	52 175	409 638	2 283 021	3 026 730	2 120 745	2 057 736	1 426 760	1 720 203	2 457 600	2 721 192	482 022	9 790 372	28 548 195
Recettes propres	1 922 822	1 161 318	3 072 222	6 361 970	4 232 332	5 567 362	4 123 020	3 197 783	2 794 111	3 870 063	6 102 583	22 910 168	65 315 754
Recettes budgétaires fléchées	160 220	1 954 047	1 294 295	762 966	7 590 159	3 015 291	31 135 066	323 350	27 074 629	45 773 376	2 868 286	8 674 429	130 626 134
Financements de l'État fléchés	-	-	605 000	-	383 836	-	1 528 821	-	1 556 966	917 450	-	490 006	5 482 078
Autres financements publics fléchés	160 000	1 951 083	683 170	763 210	7 193 969	2 980 533	29 501 205	318 025	25 427 306	44 716 201	2 805 904	8 167 753	124 668 359
Recettes propres fléchées	220	2 964	6 125	244	12 354	34 758	105 061	5 325	90 358	139 724	62 382	16 671	475 697
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	132 900 800	8 093 905	3 491 866	111 427 327	201 198 217	1 125 751	25 724 284	2 669 891	23 899 996	31 034 758	6 386 088	24 865 334	3 837 876
- TVA encaissée	187 963	121 896	206 349	202 505	278 061	238 127	180 509	131 648	112 275	183 631	270 563	1 218 914	3 332 441
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	10 580	366 488	18 274	261 651	2 909 696	2 465 361	53 940	-	90 278	718 271	559 000	251 433	7 704 970
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	132 702 258	7 605 521	3 716 489	110 963 172	204 385 973	1 577 737	25 489 836	2 538 242	24 102 550	31 936 659	5 556 526	26 335 680	7 199 534
A. TOTAL	135 129 434	11 644 218	10 073 916	121 666 492	10 967 518	11 768 914	199 394 965	7 981 345	8 576 751	83 330 263	16 240 195	36 042 231	652 816 242
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	34 555 161	40 973 824	45 363 890	46 228 978	39 556 331	45 918 204	42 390 928	38 303 445	42 076 564	44 797 867	43 246 787	51 391 011	514 802 990
Personnel	31 911 264	34 026 124	33 020 782	33 505 637	33 079 836	33 294 675	33 864 397	34 489 815	30 595 052	35 796 815	34 204 915	35 655 009	403 444 321
Fonctionnement	2 039 520	5 578 421	10 067 232	7 261 819	5 315 745	8 844 474	5 797 878	2 956 761	8 247 882	5 187 592	5 779 746	12 564 869	79 641 939
Investissement	604 377	1 369 279	2 275 876	5 461 522	1 160 750	3 779 055	2 728 653	856 870	3 233 629	3 813 460	3 262 125	3 171 133	31 716 730
Dépenses liées à des recettes fléchées	3 015 046	3 897 010	8 618 621	3 771 450	5 187 264	8 864 581	11 238 899	3 190 445	8 276 891	8 899 457	4 433 864	7 716 506	77 110 035
Personnel	1 618 667	1 721 296	1 815 630	1 711 811	1 690 439	1 691 196	1 699 624	1 704 626	1 635 729	1 826 081	1 996 719	2 223 788	21 335 605
Fonctionnement	1 092 635	895 654	1 572 747	1 183 114	2 473 026	4 128 490	7 463 487	926 527	5 088 980	1 703 699	1 224 073	1 550 454	29 302 886
Investissement	303 744	1 280 060	5 230 244	876 526	1 023 799	3 044 895	2 075 788	559 292	1 552 182	5 369 677	1 213 071	3 942 265	26 471 544
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	2 045	-	-	-	2 045
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	651 609	896 662	1 502 919	1 565 969	683 838	6 420 673	36 693 181	328 868	1 328 644	1 586 598	1 811 279	12 254 577	65 724 817
- TVA décaissée	214 055	506 235	1 071 376	691 559	581 029	1 350 231	539 366	321 408	1 125 359	836 054	789 630	2 117 015	10 143 318
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	104 756	70 497	216 331	866 514	71 929	4 991 674	123 300	-	112 605	381 220	939 422	1 146 994	9 025 242
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	332 798	319 930	215 213	7 895	30 880	78 768	36 030 515	7 461	90 680	369 324	82 227	8 990 568	46 556 257
B. TOTAL	38 221 816	45 767 496	55 485 430	51 566 396	45 427 433	61 203 458	90 323 008	41 822 759	51 684 144	55 283 923	49 491 929	71 362 094	657 639 886
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	96 907 618	34 123 277	45 411 514	70 100 095	34 459 915	49 434 543	109 071 957	33 841 414	43 107 394	28 046 340	33 251 735	35 319 863	4 823 644
SOLDE CUMULE (1) + (2)	227 541 401	193 418 124	148 006 609	218 106 705	183 646 790	134 212 246	243 284 203	209 442 790	166 335 396	194 381 736	161 130 002	125 810 139	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 8

Opérations liées aux recettes fléchées du Compte Financier de l'exercice 2023 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2023 non dénouées	2023	2024	2025	2026 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	-	41 129 336	94 645 435	68 358 887	57 888 398
Recettes fléchées (b)	335 157 796	130 626 134	84 844 405	57 230 690	58 565 006
Financements de l'État fléchés	68 239 625	5 482 078	14 927 805	444 697	26 728
Autres financements publics fléchés	263 563 764	124 668 359	69 308 000	56 307 622	58 266 102
Recettes propres fléchées	3 354 406	475 697	608 600	478 371	272 176
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	294 028 460	77 110 035	111 130 953	67 701 178	123 420 119
Personnel					
AE=CP	99 343 563	21 335 605	37 640 270	22 005 895	25 479 992
Fonctionnement	-				
AE	84 905 067	30 617 975	45 292 036	27 596 398	42 281 142
CP	81 983 291	29 302 886	45 364 433	30 520 986	43 521 022
Investissement	-				
AE	144 642 475	15 700 158	16 376 985	12 081 135	48 092 049
CP	112 701 606	26 471 544	28 126 250	15 174 297	54 419 106
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	41 129 336	53 516 099	- 26 286 548	- 10 470 488	- 64 855 113
<i>Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)</i>					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	41 129 336	94 645 435	68 358 887	57 888 398	- 6 966 715

TABLEAU DE SYNTHÈSE

**Tableau de synthèse budgétaire et comptable du Compte Financier de l'exercice 2023
Etablissement Principal avec Plan Campus**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Exercice 2023
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	92 323 013
	2 Niveau initial du fonds de roulement	50 760 816
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-79 872 967
	4 Niveau initial de la trésorerie	130 633 783
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	34 040 742
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	96 593 041	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	576 596 040
	6 Résultat patrimonial	-3 302 801
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	7 905 088
	8 Variation du fonds de roulement	-10 575 734
	9 Opérations bilanciellles non budgétaires	SENS 0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 0
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 0
	Cautionnements et dépôts	- 0
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0
	Variation des stocks	+ / - 0
	Production immobilisée	+ 0
	Charges sur créances irrécouvrables	- 0
	Produits divers de gestion courante	+ 0
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS -67 641 076
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 794 343 032
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 861 984 108
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	57 065 342
	12.a Recettes budgétaires	648 978 366
12.b Crédits de paiement ouverts	591 913 024	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	-61 888 986	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	-4 823 644	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée	53 516 099	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-58 339 743	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	-5 752 090	
16 Restes à payer	-15 316 984	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	77 006 029
	18 Niveau final du fonds de roulement	40 185 082
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-85 625 057
	20 Niveau final de la trésorerie	125 810 139
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	87 556 841
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	38 253 298	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures à 2023	AE consommées au titre des années antérieures à 2023	AE reportées ou reprogrammées en 2023	AE nouvelles consommées en 2023	Total des AE consommées pour l'année 2023	CP ouverts au titre des années antérieures à 2023	CP consommés au titre des années antérieures à 2023	CP reportés ou reprogrammés en 2023	CP nouveaux consommés en 2023	Total des CP consommés pour l'année 2023	Restes à engager en fin d'année 2023 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2023 (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)
Op. 2 PERSYVAL	16 752 476	12 799 787	12 799 787	-	1 256 613	1 256 613	12 799 787	12 799 787	-	1 230 492	1 230 492	2 696 076	26 120
Op. 3 MINOS	11 148 649	7 588 773	7 588 773	-	947 582	947 582	7 588 773	7 588 773	-	1 009 615	1 009 615	2 612 295	62 034
Op. 4 TEC 21	9 054 454	7 547 247	7 547 247	-	630 752	630 752	7 465 184	7 465 184	-	624 155	624 155	876 455	88 661
Op. 5 FOCUS	7 098 719	4 328 660	4 328 660	-	862 434	862 434	4 328 660	4 218 415	-	760 705	760 705	2 017 870	101 729
Op. 6 LANEF	13 036 816	9 771 312	9 669 629	-	1 429 590	1 429 590	9 771 312	9 470 634	-	1 652 006	1 652 006	1 937 596	23 421
Op. 7 OSUG@2020	15 373 153	10 665 630	10 665 630	-	1 479 694	1 479 694	10 665 630	10 665 630	-	1 408 858	1 408 858	3 227 830	70 835
Op. 8 CAMI	4 402 382	2 745 566	2 745 566	-	231 543	231 543	2 745 566	2 745 566	-	451 765	451 765	1 425 273	220 222
Op. 10 ERC WATU	1 991 611	2 214 566	1 895 562	-	94 509	94 509	2 214 566	1 879 598	-	93 811	93 811	1 540	16 662
Op. 11 ERC LEGO	1 974 054	1 687 612	1 562 632	-	403 017	403 017	1 699 932	1 553 434	-	410 181	410 181	8 406	2 034
Op. 12 ERC ALKAGE	1 809 345	1 835 286	1 651 349	-	63 295	63 295	1 835 286	1 645 184	-	63 350	63 350	94 701	6 111
Op. 17 FLI	7 035 806	6 878 608	6 713 708	-	105 646	105 646	6 913 994	6 771 876	-	111 802	111 802	216 452	64 324
Op. 18 IMPACT	3 759 914	3 757 474	3 757 474	-	11 572	11 572	3 757 474	3 757 474	-	11 572	11 572	9 132	0
Op. 20 RESSTORE	692 602	692 602	692 602	-	-	-	692 602	692 602	-	-	-	-	-
Op. 22 CEE BIOCAPAN	774 240	827 725	776 359	-	-	-	809 957	774 544	-	-	-	2 118	1 814
Op. 23 IRT NANOLEEC	2 411 404	2 006 658	1 886 492	-	104 544	104 544	2 007 258	1 813 815	-	104 642	104 642	420 368	72 580
Op. 24 ERC GETOM	996 882	994 640	994 640	-	336	336	994 640	994 212	-	428	428	2 578	335
Op. 26 EQPX ECOX	405 349	412 856	412 856	-	-	-	409 141	409 141	-	-	-	7 507	3 715
Op. 27 LABEX SERENADE	1 226 928	1 226 929	1 226 929	-	76	76	1 228 682	1 228 682	-	-	-	76	1 830
Op. 30 ANAEES	1 014 587	795 148	709 656	-	149 183	149 183	670 656	592 445	-	148 635	148 635	155 748	117 759
Op. 34 LABEX ITEM	7 420 837	5 945 119	5 945 119	-	529 683	529 683	5 945 119	5 945 119	-	557 806	557 806	946 034	28 123
Op. 35 ERC NEDM	1 498 840	1 437 644	1 370 407	-	115 968	115 968	1 418 644	1 361 150	-	119 791	119 791	12 466	5 433
Op. 36 ERC DOC	2 454 368	2 099 529	2 006 030	-	316 109	316 109	2 070 529	1 994 125	-	319 922	319 922	132 229	8 092
Op. 37 ERC F-IMAGE	2 434 742	1 735 804	1 735 804	-	179 585	179 585	1 724 452	1 724 452	-	190 449	190 449	519 353	488
Op. 38 PIA PROFAN	500 000	430 751	430 751	-	67 598	67 598	430 751	430 751	-	67 598	67 598	1 651	0
Op. 39 RAMP H2020 MSCA	719 937	763 771	714 715	-	5 222	5 222	776 246	717 138	-	2 799	2 799	0	1
Op. 40 GREQUE COFUND MSCA H2020	1 962 000	2 013 968	1 956 287	-	5 713	5 713	2 000 968	1 953 047	-	6 023	6 023	0	2 929
Op. 41 PROJET SIDE 3.0	669 266	669 266	669 266	-	-	-	669 266	669 266	-	-	-	0	-
Op. 42 PIA EXPIRE	393 838	393 838	393 838	-	-	-	393 838	393 560	-	279	279	-	-
Op. 43 H2020 EVHA	567 638	559 932	536 615	-	6 500	6 500	552 022	536 009	-	-	-	24 522	7 106
Op. 44 H2020 brain	1 517 861	1 355 816	1 221 971	-	214 659	214 659	1 362 018	1 214 940	-	215 000	215 000	81 231	6 690
Op. 45 STUDIO VIRTUEL	539 033	568 864	505 389	-	33 644	33 644	583 672	505 390	-	33 644	33 644	0	1
Op. 46 ANR EAIIST	690 751	690 751	690 730	-	21	21	690 751	690 730	-	21	21	0	0
Op. 47 SEISCOPE	5 725 695	3 351 755	3 351 755	-	541 887	541 887	3 351 755	3 351 755	-	526 757	526 757	1 832 053	15 130
Op. 48 ERC STG	2 116 290	2 003 964	1 837 762	-	188 713	188 713	2 003 964	1 830 610	-	189 469	189 469	89 816	6 395
Op. 49 ERC SOLARYS	2 421 180	1 996 900	1 996 900	-	191 110	191 110	1 984 131	1 984 131	-	179 796	179 796	233 170	24 083
Op. 50 IDEX RECHERCHE VALORISATION	34 513 273	34 383 045	33 824 103	-	664 207	664 207	34 383 045	33 758 369	-	730 334	730 334	24 963	393
Op. 52 PIA PROJET AJIR	823 182	656 157	656 157	-	14 580	14 580	652 500	652 500	-	14 605	14 605	152 445	3 632
Op. 53 CRBPIKAB72	531 507	531 507	531 507	-	-	-	531 507	531 507	-	-	-	-	-
Op. 60 CEE-H2020-EAVI	612 908	665 077	536 150	-	-	-	665 077	529 619	-	5 100	5 100	76 757	1 432
Op. 61 H2020-MSCA-ITN-2018 URBASIS	1 056 606	848 777	809 314	-	128 596	128 596	853 777	776 335	-	160 801	160 801	118 697	774
Op. 62 GRAL II	10 888 375	4 051 038	4 051 038	-	1 354 894	1 354 894	4 051 038	4 051 038	-	1 398 738	1 398 738	5 482 443	43 844
Op. 63 ARCANIE II	7 012 143	2 807 520	2 807 520	-	888 940	888 940	2 807 520	2 807 520	-	870 854	870 854	3 315 683	18 086
Op. 64 UER	12 546 000	2 216 616	2 216 616	-	1 063 855	1 063 855	2 216 616	2 216 616	-	1 072 903	1 072 903	9 265 529	9 048

Op. 65 TIPACCS	712 585	446 094	425 777	-	87 788	87 788	446 593	423 979	-	79 000	79 000	199 020	10 586
Op. 66 ERC FUELING TRANSPORT	2 369 941	963 033	891 652	-	611 436	611 436	963 033	863 938	-	614 664	614 664	866 854	24 486
Op. 67 ITN CALIPER	483 442	441 710	414 646	-	36 161	36 161	441 710	376 622	-	72 321	72 321	32 635	1 864
Op. 68 ERC MONIFAULTS	697 385	617 815	591 631	-	17 927	17 927	628 325	588 301	-	14 758	14 758	87 827	6 499
Op. 69 ERC FAULTSCAN	1 974 630	1 355 308	1 307 955	-	152 652	152 652	1 355 378	1 288 536	-	164 675	164 675	514 024	7 395
Op. 70 MAI	23 115 230	8 832 489	8 832 489	-	3 768 319	3 768 319	8 717 657	8 717 657	-	3 604 689	3 604 689	10 514 422	278 462
Op. 71 Proiet AVENIR et ADEME	488 836	283 494	283 494	-	9 826	9 826	283 494	283 494	-	11 722	11 722	195 516	1 896
Op. 72 PACIFIC contrat Européen	864 073	722 848	697 452	-	166 406	166 406	783 013	688 397	-	166 300	166 300	215	9 161
Op. 73 IRICE-GEMELLI	1 034 375	980 738	980 738	-	18 766	18 766	372 524	372 524	-	564 246	564 246	34 871	62 734
Op. 74 EXACT	2 744 119	1 461 901	1 423 147	-	357 028	357 028	1 461 901	1 368 433	-	334 712	334 712	963 944	77 030
Op. 75 DEEP TRIGGER	1 926 170	692 875	692 875	-	219 238	219 238	684 800	684 800	-	215 644	215 644	1 014 057	11 669
Op. 76 FOCETA	550 843	129 955	106 971	-	164 227	164 227	129 955	106 971	-	156 609	156 609	279 645	7 618
Op. 77 MEET	6 467 213	3 566 557	3 529 675	-	533 446	533 446	2 741 395	3 446 479	-	584 409	584 409	2 404 093	32 233
Op. 79 PIA PEGASE	6 440 126	489 401	485 889	-	467 712	467 712	454 309	450 796	-	437 804	437 804	5 486 525	65 001
Op. 80 ECSEL STORAGEE	1 026 851	237 610	234 839	-	464 803	464 803	237 610	200 573	-	498 433	498 433	327 209	636
Op. 81 20CV001	627 688	234 653	234 653	-	149 209	149 209	234 653	230 673	-	147 237	147 237	243 826	5 952
Op. 82 MSCA COFUND QuanG	3 628 800	-	-	-	18 121	18 121	-	-	-	17 874	17 874	3 610 679	247
Op. 83 HBP SGA3	337 393	295 604	294 192	-	34 795	34 795	295 604	289 966	-	37 018	37 018	8 406	2 003
Op. 84 DRYVER	625 184	224 069	222 844	-	153 258	153 258	222 151	216 822	-	149 482	149 482	249 082	9 798
Op. 85 POLINEQUAL	1 835 625	434 157	419 726	-	318 332	318 332	434 157	317 003	-	417 968	417 968	1 097 567	3 087
Op. 86 SPIN	531 604	157 574	151 192	-	127 232	127 232	157 574	147 175	-	128 528	128 528	253 180	2 721
Op. 87 PROTOPLANETS	1 673 510	250 767	231 987	-	370 845	370 845	250 767	220 458	-	375 388	375 388	1 070 678	6 986
Op. 88 ERC NANOBUBBLES	1 915 442	239 479	222 772	-	382 348	382 348	238 412	218 225	-	379 183	379 183	1 310 322	7 712
Total dépenses contrats de recherche	262 646 706	174 012 619	170 987 646	-	22 910 918	22 910 918	172 259 321	169 194 495	-	23 917 368	23 917 368	68 748 142	786 701
Op. 2 IDEFI PROMISING	5 000 000	4 881 534	4 881 534	-	-	-	4 878 744	4 878 744	-	-	-	118 466	2 790
Op. 3 IDEFI ENEPS	3 514 500	3 416 793	3 416 793	-	-	-	3 400 260	3 400 260	-	38 886	38 886	97 707	-22 353
Op. 6 FLEXI - TLV	8 924 022	4 041 061	4 041 061	-	969 319	969 319	3 810 514	3 810 514	150 503	1 028 118	1 178 621	3 913 642	21 245
Op. 7 DISRUPT CAMPUS	739 161	508 633	508 633	-	-	-	504 553	504 553	-	-	-	230 528	4 080
Op. 16 COMESUP Accueil handicap	16 500	15 135	15 135	-	-	-	12 765	12 765	-	-	-	1 365	2 370
Op. 17 COMESUP Parcours accueil adapté	33 000	12 972	12 972	-	-	-	12 972	12 972	-	-	-	20 028	0
Op. 18 COMESUP Pôle de service	29 000	28 240	28 240	-	-	-	28 240	28 240	-	-	-	760	0
Op. 19 HTTP	1 352 000	1 341 500	1 341 500	-	-	-	1 341 500	1 341 500	-	-	-	10 500	0
Op. 20 CMQ	3 275 704	693 776	693 776	-	153 279	153 279	463 800	463 800	-	325 233	325 233	2 428 649	58 021
Op. 21 UHA++	90 000	71 127	71 127	-	-	-	70 790	70 790	-	-	-	18 873	337
Op. 22 ALOA	115 200	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	115 200	0
Op. 23 ERASMUS MUNDUS BEINPM	2 330 000	685 301	685 301	-	560 875	560 875	681 966	681 966	-	561 939	561 939	1 083 824	2 271
Op. 24 QuanTÉdu-France	56 706 112	27 337	27 337	-	15 687 784	15 687 784	27 337	27 337	-	14 715 698	14 715 698	40 990 991	972 086
Op. 25 DemoUHA	90 000	-	-	-	29 242	29 242	-	-	-	28 455	28 455	60 758	787
Op. 26 QuantForm	1 033 000	206 239	206 239	-	275 008	275 008	164 239	164 239	42 000	272 446	314 446	551 753	2 562
Op. 27 DSG	150 000	10 984	10 984	-	122 058	122 058	10 984	10 984	-	122 058	122 058	16 958	0
Op. 28 Amhy	776 455	-	-	-	52 060	52 060	-	-	-	-	-	724 395	52 060
Op. 29 Cyberskills	2 056 039	-	-	-	320	320	-	-	-	-	-	2 055 719	320
Op. 30 Efelia mial	6 377 003	-	-	-	1 481 633	1 481 633	-	-	-	1 478 933	1 478 933	4 895 370	2 700
Op. 31 Fame	1 651 519	-	-	-	61 739	61 739	-	-	-	14 046	14 046	1 589 780	47 693
Op. 32 VeriT	918 962	-	-	-	368	368	-	-	-	157	157	918 594	211
Op. 33 IBES-BIOPRODUCTION	2 506 324	-	-	-	48 669	48 669	-	-	-	48 000	48 000	2 457 655	669
Op. 34 Cloud	3 015 337	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 015 337	0
Op. 35 PFDS	359 856	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	359 856	0
Total dépenses contrats de formation	101 059 694	15 940 631	15 940 631	-	19 442 354	19 442 354	15 408 664	15 408 664	192 503	18 633 969	18 826 472	65 676 710	1 147 849
Op 9 Climat Planète - Extension du CERMO	7 343 346	7 332 343	7 332 343	-	6 003	6 003	6 868 626	6 868 626	-	22 760	22 760	5 000	446 960
Op 12 CPER XIV Valence Briffault	6 897 250	6 052 795	6 052 795	-	793 718	793 718	5 835 097	5 835 097	-	745 088	745 088	50 737	266 328
Op 13 CPER XIV IUT1	8 050 000	7 064 321	7 064 321	-	378 603	378 603	4 370 401	4 348 588	21 813	2 808 669	2 830 482	607 076	263 854
Op 14 CPER XIV ESPE/ Cluster de l'éducation	8 912 000	8 790 617	8 790 617	-	143 840	143 840	8 518 374	8 518 374	-	334 003	334 003	-22 457	82 080
Op 15 CPER XIV CRESI	19 865 420	16 234 170	16 234 170	-	779 644	779 644	2 784 417	2 784 417	-	4 569 812	4 569 812	2 851 606	9 659 585
Op 16 Maison de la création et de l'innovation	22 568 889	22 555 954	22 555 954	-	106 634	106 634	22 397 161	22 397 161	-	55 842	55 842	119 569	-3 683
Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 072 156	11 145 034	11 145 034	-	956 357	956 357	5 773 172	5 773 172	-	5 933 180	5 933 180	-29 235	395 039

Op 24 Réhabilitation BATEG	2 328 339	2 332 178	2 332 178	-	-	4 164	-	4 164	2 322 590	2 322 590	-	1 254	1 254	325	4 170
Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	38 701 271	18 193 271	18 193 271	-	-	642 665	-	642 665	16 247 241	16 247 241	-	318 576	318 576	19 865 335	2 270 119
Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	7 500 000	788 433	788 433	-	-	4 566 299	-	4 566 299	358 592	358 592	-	471 267	471 267	2 145 268	4 524 873
Op 30 CPER XIV BU Latour Maubourg	2 159 841	2 160 366	2 160 366	-	-	585	-	585	2 121 542	2 121 542	-	37 290	37 290	60	949
Op 34 PLR Phitem	431 368	421 368	421 368	-	-	931	-	931	326 448	326 448	-	129 529	129 529	9 069	-33 678
Op 35 Renovation bat ex phelma polygone	9 404 743	9 159 000	9 159 000	-	-	-	-	-	3 500 656	3 500 656	-	5 606 093	5 606 093	245 743	52 251
Op 36 PLR Piscine	1 995 693	1 964 494	1 964 494	-	-	29 099	-	29 099	1 647 655	1 647 655	-	317 749	317 749	2 100	28 189
Op 37 PLR IMA C	2 325 542	2 188 074	2 188 074	-	-	87 003	-	87 003	1 419 224	1 419 224	-	851 740	851 740	50 465	4 113
Op 38 PLR Biologie	4 109 420	3 604 420	3 604 420	-	-	488 959	-	488 959	1 108 406	1 108 406	-	2 774 936	2 774 936	16 041	210 037
Op 40 PLR Les Houches - Chauffage	631 517	548 082	548 082	-	-	18 236	-	18 236	416 975	416 975	-	131 036	131 036	65 199	18 308
Op 42 Jean Roget 410	190 000	128 200	128 200	-	-	15 522	-	15 522	13 549	13 549	-	101 549	101 549	46 278	28 624
Op 43 IUT2 Restructuration de l'administration	970 000	868 048	868 048	-	-	65 226	-	65 226	139 483	139 483	-	668 818	668 818	36 726	124 973
Op 44 Mise en accessibilité Amphi Weil	337 779	338 306	338 306	-	-	527	-	527	326 731	326 731	-	11 048	11 048	0	0
Op 45 BAPSD: Restructuration SID1 Aile N-Ouest	179 050	174 080	174 080	-	-	1	-	1	152 495	152 495	-	199	199	4 971	21 385
Op 46 BAPSD: BU Sciences extension réserve ouvra	2 630 000	104 162	104 162	-	-	2 148	-	2 148	51 691	51 691	-	8 347	8 347	2 527 986	41 976
Op 47 BAPSD: BUJF aménagement accueil BUPE	1 417 381	1 065 381	1 065 381	-	-	308 164	-	308 164	864 141	864 141	-	394 335	394 335	43 836	115 069
Op 48 Les Houches: extension des 2 chalets	1 161 016	1 161 016	1 161 016	-	-	19 970	-	19 970	1 003 367	1 003 367	-	110 845	110 845	19 970	26 834
Op 51 DA: 2105GER 2021	120 000	116 709	116 709	-	-	3 291	-	3 291	77 218	77 218	-	42 782	42 782	0	0
Op 52 DA: 2204VRD 2022	200 000	164 589	164 589	-	-	35 411	-	35 411	143 906	143 906	-	56 094	56 094	0	0
Op 53 DA: 2206 Réhabilitation bureaux et logement	250 000	89 861	89 861	-	-	160 139	-	160 139	13 861	13 861	-	236 139	236 139	0	0
Op 54: Insep Amnecy	249 201	44 201	44 201	-	-	192 568	-	192 568	18 022	18 022	-	218 748	218 748	12 432	-1
Op 55: Crèche	2 983 192	-	-	-	-	2 782 415	-	2 782 415	-	-	-	-	-	200 777	2 782 415
Total dépenses opérations patrimoine	165 984 414	124 789 474	124 789 474	-	-	12 320 064	-	12 320 064	88 821 043	88 799 230	21 813	26 957 728	26 979 541	28 874 876	21 330 767
Op 1 IDEX PROBATOIRE	31 337 098	29 882 278	29 882 278	-	-	528 104	-	528 104	29 768 519	29 768 519	-	218 847	218 847	926 716	423 016
Op 2 IDEX PERENISE	60 842 204	5 013 951	5 013 951	-	-	5 786 949	-	5 786 949	5 013 952	4 309 933	-	5 614 727	5 614 727	50 041 304	876 241
Op 3 :IDEFI Intégré à EUT CS3_PRO+	724 366	-	-	-	-	392 326	-	392 326	-	200 138	-	192 188	192 188	332 040	0
Op 4 : IDAES	17 200 000	1 152 675	1 152 675	-	-	945 311	-	945 311	1 152 675	1 152 675	-	1 511 026	1 511 026	15 102 014	-565 715
Op 5 : SFRI	30 740 740	260 355	260 355	-	-	357 018	-	357 018	260 355	260 355	-	491 062	491 062	30 123 367	-134 044
Op 6 : GATES	27 697 599	-	-	-	-	776 907	-	776 907	-	-	-	513 822	513 822	26 920 692	263 085
Total dépenses opérations PIA	168 542 007	36 309 259	36 309 259	-	-	8 786 615	-	8 786 615	36 195 500	35 691 619	-	8 541 672	8 541 672	123 446 133	862 583
Total global dépenses	698 232 821	351 051 983	348 027 010	-	-	63 459 950	-	63 459 950	312 684 529	309 094 008	214 316	78 050 737	78 265 053	286 745 861	24 127 899

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant total	Encaissements au titre des années antérieures à 2023	Encaissements pour l'année 2023	Restes à encaisser
(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)	
Op. 2 PERSYVAL	16 752 475	-	16 752 475	10 159 355	2 851 485	3 741 635
Op. 3 MINOS	11 148 648	-	11 148 648	4 108 185	2 189 189	4 851 274
Op. 4 TEC 21	9 054 455	-	9 054 455	5 221 550	1 532 673	2 300 232
Op. 5 FOCUS	7 104 969	-	7 104 969	2 897 088	2 245 545	1 962 336
Op. 6 LANEF	13 036 816	-	13 036 816	9 131 979	2 627 027	1 277 810
Op. 7 OSUG@2020	15 373 152	-	15 373 152	9 844 223	3 210 811	2 318 118
Op. 8 CAMI	4 402 382	-	4 402 382	2 734 691	1 073 632	594 059
Op. 10 ERC WATU	1 991 611	-	1 991 611	1 991 611	-	0
Op. 11 ERC LEGO	1 974 054	-	1 974 054	1 974 054	-	0
Op. 12 ERC ALKAGE	1 809 335	-	1 809 335	1 809 335	-	-
Op. 17 FLI	7 035 806	-	7 035 806	6 694 383	57 481	283 942
Op. 18 IMPACT	3 748 341	-	3 748 341	3 746 538	10 937	9 133
Op. 20 RESSTORE	692 602	-	692 602	692 602	-	-
Op. 22 CEE BIOCAPAN	774 240	-	774 240	774 240	-	-
Op. 23 IRT NANOIEC	2 411 404	-	2 411 404	1 511 404	200 000	700 000
Op. 24 ERC GETOM	996 882	-	996 882	996 882	-	-
Op. 26 EQPX ECOX	405 349	-	405 349	424 330	-	18 981
Op. 27 LABEX SERENADE	1 226 928	-	1 226 928	1 226 928	-	0
Op. 30 ANAEES	1 014 587	-	1 014 587	857 271	-	157 315
Op. 34 LABEX ITEM	7 420 837	-	7 420 837	4 042 670	1 547 027	1 831 140
Op. 35 ERC NEDM	1 498 840	-	1 498 840	1 274 014	224 826	-
Op. 36 ERC DDC	2 454 368	-	2 454 368	2 086 212	368 156	0
Op. 37 ERC F-IMAGE	2 434 742	-	2 434 742	2 191 268	243 474	-
Op. 38 PIA PROFAN	500 135	-	500 135	500 135	-	-
Op. 39 RAMP H2020 MSCA	719 937	-	719 937	719 937	-	-
Op. 40 GREQUE COFUND MSCA H2020	1 962 000	-	1 962 000	1 667 700	294 300	-
Op. 41 PROJET SIDE 3.0	669 266	-	669 266	669 266	-	0
Op. 42 PIA EXPIRE	393 838	-	393 838	393 838	-	-
Op. 43 H2020 EVHA	567 638	-	567 638	478 589	-	89 048
Op. 44 h2020 brain	1 517 861	-	1 517 861	1 255 476	262 385	0
Op. 45 STUDIO VIRTUEL	539 033	-	539 033	539 033	-	-
Op. 46 ANR EAIIST	740 743	-	740 743	592 595	-	148 148
Op. 47 SEISCOPE	5 725 695	-	5 725 695	4 923 695	50 000	752 000
Op. 48 ERC STG	2 116 290	-	2 116 290	2 116 290	-	-
Op. 49 ERC SOLARYS	2 421 180	-	2 421 180	2 179 062	242 118	-
Op. 50 IDEX RECHERCHE VALORISATION	34 513 273	-	34 513 273	29 749 607	4 763 666	0
Op. 52 PIA PROJET AJIR	823 182	-	823 182	792 582	30 600	0
Op. 53 CRBPIKAB72	539 760	-	539 760	539 760	-	0
Op. 60 CEE-H2020-EAVI	612 908	-	612 908	520 971	91 936	-
Op. 61 H2020-MSCA-ITN-2018 URBASIS	1 056 606	-	1 056 606	920 513	136 093	0
Op. 62 GRAL II	10 888 375	-	10 888 375	4 203 360	2 824 554	3 860 462
Op. 63 ARCANIE II	7 012 144	-	7 012 144	3 979 265	1 724 563	1 308 316
Op. 64 UER	12 546 000	-	12 546 000	5 646 180	1 129 240	5 770 580
Op. 65 TIPACCS	712 585	-	712 585	534 116	-	178 469
Op. 66 ERC FUELING TRANSPORT	2 369 941	-	2 369 941	1 282 681	731 769	355 491
Op. 67 ITN CALIPER	483 442	-	483 442	374 943	-	108 499
Op. 68 ERC MONIFAULTS	697 385	-	697 385	487 610	-	209 775
Op. 69 ERC FAULTSCAN	1 974 630	-	1 974 630	1 452 126	-	522 504
Op. 70 MAI	23 115 230	-	23 115 230	10 486 872	2 646 640	9 981 718
Op.71 Projet AVENIR et ADEME	488 836	-	488 836	382 840	-	105 996
Op.72 PACIFIC contrat Européen	864 073	-	864 073	864 073	-	-
Op.73 IRICE-GEMELLI	1 034 375	-	1 034 375	149	344 742	689 484
Op.74 EXACT	2 744 119	-	2 744 119	1 520 455	410 000	813 664
Op.75 DEEP TRIGGER	1 926 170	-	1 926 170	1 235 737	300 000	390 433
Op.76 FOCETA	550 843	-	550 843	468 216	-	82 627
Op.77 MEET	6 467 213	-	6 467 213	4 839 970	-	1 627 243

Op.79 PIA PEGASE	6 440 126	-	6 440 126	1 194 712	-	5 245 414
Op.80 ECSEL STORAIGE	1 026 851	-	1 026 851	242 455	118 448	665 949
Op.81 20CVD01	627 688	-	627 688	228 191	139 973	259 524
Op.82 MSCA COFUND QuanG	3 628 800	-	3 628 800	-	1 194 712	2 434 088
Op.83 HBP SGA3	337 393	-	337 393	350 735	13 342	-
Op.84 DRYVER	625 184	-	625 184	463 968	-	161 215
Op.85 POLINEQUAL	1 835 625	-	1 835 625	995 641	-	839 984
Op.86 SPIN	531 604	-	531 604	350 643	31 452	149 509
Op.87 PROTOPLANETS	1 673 510	-	1 673 510	585 729	578 914	508 868
Op. 88 ERC NANOBUBBLES	1 915 442	-	1 915 442	695 159	276 505	943 778
Total recettes contrats de recherche	262 699 752	-	262 699 752	167 815 689	36 691 530	58 192 533

Op. 2 IDEFI PROMISING	5 000 000	-	5 000 000	5 000 000	-	-
Op. 3 IDEFI ENEPS	3 514 500	-	3 514 500	3 500 000	-	14 500
Op. 6 FLEXI - TLV	8 956 297	-	8 956 297	5 431 688	897	3 523 712
Op. 7 DISRUPT CAMPUS	739 161	-	739 161	591 328	-	147 833
Op.16 COMESUP Accueil handicap	16 500	-	16 500	12 765	-	3 735
Op.17 COMESUP Parcours accueil adapté	33 000	-	33 000	9 972	-	23 028
Op.18 COMESUP Pôle de service	29 000	-	29 000	28 240	-	760
Op.19 HTTP	1 352 000	-	1 352 000	1 081 600	460 177	189 777
Op.20 CMQ	3 275 704	-	3 275 704	476 770	350 770	2 448 164
Op.21 UHA++	90 000	-	90 000	-	81 000	9 000
Op.22 ALOA	115 200	-	115 200	28 240	-	86 960
Op.23 ERASMUS MUNDUS BEINPM	2 330 000	-	2 330 000	582 500	-	1 747 500
Op.24 QuantEdu-France	56 706 112	-	56 706 112	-	20 414 200	36 291 912
Op.25 DemoUHA	90 000	-	90 000	-	-	90 000
Op.26 QuantForm	1 033 000	-	1 033 000	232 425	232 457	568 118
Op.27 DSG	150 000	-	150 000	-	78	149 922
Op.28 Amhy	776 455	-	776 455	-	-	776 455
Op.29 Cyberskills	2 056 039	-	2 056 039	-	-	2 056 039
Op.30 Efelia mial	6 377 003	-	6 377 003	-	2 870 693	3 506 310
Op.31 Fame	1 651 519	-	1 651 519	-	-	1 651 519
Op.32 VeriT	918 962	-	918 962	-	-	918 962
Op.33 IBES-BIOPRODUCTION	2 506 324	-	2 506 324	-	-	2 506 324
Op. 34 Cloud	3 015 337	-	3 015 337	-	-	3 015 337
Op. 35 PFDS	359 856	-	359 856	-	-	359 856
Total recettes contrats de formation	101 091 969	-	101 091 969	16 975 528	24 410 272	59 706 170
Op 9 Climat Planète - Extension du CERMO	7 343 346	190 648	7 152 698	7 152 698	-	-
Op 12 CPER XIV Valence Briffault	6 897 250	1 867 250	5 030 000	3 515 971	140 000	1 374 029
Op 13 CPER XIV IUT1	8 050 000	750 000	7 300 000	6 485 996	-	814 004
Op 14 CPER XIV ESPE/ Cluster de l'éducation	8 912 000	28 000	8 884 000	8 174 000	-	710 000
Op 15 CPER XIV CRESI	19 865 420	265 420	19 600 000	5 773 478	900 270	12 926 252
Op 16 Maison de la création et de l'innovation	22 568 889	0	22 568 889	22 371 283	149 229	48 377
Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 072 156	802 156	11 270 000	6 651 811	2 073 189	2 545 000
Op 24 Réhabilitation BATEG	2 328 339	2 328 339	0	-	-	0
Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	38 701 271	38 701 271	0	-	-	0
Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	7 500 000	0	7 500 000	2 814 681	-	4 685 319
Op 30 CPER XIV BU Latour Maubourg	2 159 841	40 159	2 200 000	1 707 000	23 000	470 000
Op 34 PLR Phitem	431 368	9 360	422 008	400 908	-	21 100
Op 35 Renovation bat ex phelma polygone	9 404 743	233 620	9 171 123	4 145 177	-	5 025 946
Op 36 PLR Piscine	1 995 693	11 992	1 983 701	1 631 151	59 421	293 129
Op 37 PLR IMA C	2 325 542	234 683	2 090 859	1 422 563	-	668 296
Op 38 PLR Biologie	4 109 420	319 957	3 789 463	1 374 000	-	2 415 463
Op 40 PLR Les Houches - Chauffage	631 517	15 677	615 840	585 048	-	30 792
Op 42 Jean Roget 410	190 000	190 000	0	-	-	0
Op 43 IUT2 Restructuration de l'administration	970 000	970 000	-	-	-	-
Op 44 Mise en accessibilité Amphi Weil	337 779	337 779	-	-	-	-
Op 45 BAPSO: Restructuration SID1 Aile N-Ouest	179 050	179 050	0	-	-	0
Op 46 BAPSO: BU Sciences extension réserve ouvra	2 630 000	2 630 000	0	-	-	0
Op 47 BAPSO: BUJF aménagement accueil BUPE	1 417 381	1 417 381	0	-	-	0
Op 48 Les Houches: extension des 2 châteaux	1 161 016	1 161 016	0	-	-	0
Op 51 DA: 2105GER 2021	120 000	-	-	-	-	-
Op 52 DA: 2204VRD 2022	200 000	200 000	-	-	-	-
Op 53 DA: 2206 Réhabilitation bureaux et logement	250 000	250 000	-	-	-	-
Op 54: Inspe Anney	249 201	90 137	339 338	176 338	154 535	8 465
Op 55: Crèche	2 983 192	1 963 192	1 020 000	-	-	1 020 000
Total recettes opérations patrimoine	165 984 414	55 046 496	110 937 918	74 382 103	3 499 644	33 056 171

Op 1 IDEX PROBATOIRE	31 337 098		31 337 098	31 337 098	-	-
Op 2 IDEX PERENISE	61 566 570		61 566 570	10 669	35 553 995	26 001 906
Op 3 :IDEFI intégré à EUT CS3_PRO+	724 366		724 366	-	215	724 151
Op 4 : IDÉES	17 200 000		17 200 000	3 440 000	3 355 178	10 404 822
Op 5 : SFRI	30 740 740		30 740 740	4 739 297	12 400 000	13 601.443
Op 6 : GATES	29 200 466		29 200 466	-	4 154 640	25 045 826
Total recettes opérations PIA	170 769 240	-	170 769 239	39 527 064	55 464 028	75 778 148
Total global recettes	700 545 376	55 046 496	645 498 879	298 700 384	120 065 474	226 733 022

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2023
Volet Patrimoine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Prévision Financement de l'opération	2023		2024			
			Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes			
			Encaissements des années antérieures à N	Encaissements réalisés en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus N+3	Encaissements prévus N+4 et s.
		(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(25)
C660CPO16C32	Op 9 Climat Plante - Extension du CERMO	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	7 152 698	7 152 698	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.9	7 152 698	7 152 698	-	-	-	-	-
C660CPE16D50	Op 12 CPER XIV Valence Briffaut	Financement de l'Etat*	1 250 000	1 250 000	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	3 780 000	2 265 971	140 000	1 374 029	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.12	5 030 000	3 515 971	140 000	1 374 029	-	-	-
C660CPE16E59	Op 13 CPER XIV IUT1	Financement de l'Etat*	2 800 000	2 800 000	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	4 500 000	3 685 996	-	300 000	514 004	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.13	7 300 000	6 485 996	-	300 000	514 004	-	-
C660CPE16E58	Op 14 CPER XIV ESPR/ Cluster de l'éducation	Financement de l'Etat*	884 000	774 000	-	110 000	-	-
		Autres subventions publiques**	8 000 000	7 400 000	-	600 000	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.14	8 884 000	8 174 000	-	710 000	-	-	-
C660CPE16D79	Op 15 CPER XIV CRESI	Financement de l'Etat*	8 600 000	5 573 478	-	3 026 522	-	-
		Autres subventions publiques**	11 000 000	200 000	900 270	6 000 000	3 899 730	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.15	19 600 000	5 773 478	900 270	9 026 522	3 899 730	-	-
950034051000	Op 16 Maison de la création et de l'innovation	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	22 568 889	22 371 283	149 229	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.16	22 568 889	22 371 283	149 229	-	-	-	-
OP950GDACL	Op 19 SMART CAMPUS GDA CLV	Financement de l'Etat*	7 120 000	6 120 000	605 000	395 000	-	-
		Autres subventions publiques**	2 500 000	531 811	1 468 189	-	500 000	-
		Autres financements***	1 650 000	-	-	1 650 000	-	-
	Total Op.19	11 270 000	6 651 811	2 073 189	2 045 000	-	500 000	-
OP950BATEG	Op 24 Réhabilitation BATEG	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.24	-	-	-	-	-	-	-
NA	Op 26 GER et mises aux normes (dont Ad'AP)	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.26	-	-	-	-	-	-	-
C660CPE16D51	Op 29 CPER XIV Espaces numériques Stendhal	Financement de l'Etat*	5 500 000	2 614 681	-	2 885 319	-	-
		Autres subventions publiques**	2 000 000	200 000	-	1 400 000	400 000	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.29	7 500 000	2 814 681	-	4 285 319	400 000	-	-
C660CPE16F76	Op 30 CPER XIV BU Lator Maubourg	Financement de l'Etat*	800 000	800 000	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	1 400 000	907 000	23 000	470 000	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.30	2 200 000	1 707 000	23 000	470 000	-	-	-
C660REL21T65-PHY	Op 34 PLR Phitem	Financement de l'Etat*	422 008	400 908	-	21 100	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.34	422 008	400 908	-	21 100	-	-	-
C660CPE16E59-PHEL	Op 35 Renovation bat en phelma polygone	Financement de l'Etat*	9 171 123	4 145 177	-	5 025 946	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.35	9 171 123	4 145 177	-	5 025 946	-	-	-
C660REL21T66-PISC	Op 36 PLR Piscine	Financement de l'Etat*	1 863 701	1 631 151	-	232 550	-	-
		Autres subventions publiques**	120 000	-	59 421	60 000	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.36	1 983 701	1 631 151	59 421	292 550	-	-	-
C660REL21T67-IMAC	Op 37 PLR IMA C	Financement de l'Etat*	2 090 859	1 422 563	-	668 296	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.37	2 090 859	1 422 563	-	668 296	-	-	-
C660REL21T68-BIO	Op 38 PLR Energie	Financement de l'Etat*	3 789 463	1 374 000	-	2 415 463	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-
	Total Op.38	3 789 463	1 374 000	-	2 415 463	-	-	-

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2023
Volet Patrimoine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

G660REL2170-HOU	Op 40 PLR Les Houches Chauffage	Financement de l'Etat*	615 840	585 048	-	30 792	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 40	615 840	585 048	-	30 792	-	-	-
G660JR410NS2	Op 42 Jean Roget 410	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 42	-	-	-	-	-	-	-
G660PAT20SS7	Op 43 IUT2 Restructuration de l'administration	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 43	-	-	-	-	-	-	-
G660AWEILT64-21	Op 44 Mise en accessibilité Amphl Weil	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 44	-	-	-	-	-	-	-
C604SID16C28	Op 45 BAPSO: Restructuration SID1 Aile N-Ouest	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 45	-	-	-	-	-	-	-
G604BUJF-R18	Op 46 BAPSO: BU Sciences extension réserve ouvrages	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 46	-	-	-	-	-	-	-
G604BUJF-R15	Op 47 BAPSO: BUJF aménagement accueil BUPE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 47	-	-	-	-	-	-	-
G601BAL20S74R	Op 48 Les Houches: extension des 2 chalets	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 48	-	-	-	-	-	-	-
	Op 51 DA: 2105 GER 2021	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 51	-	-	-	-	-	-	-
	Op 52 DA: 2204 VRD 2022	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 52	-	-	-	-	-	-	-
	Op 53 DA: 2206 Réhabilitation bureaux et logements DA	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 53	-	-	-	-	-	-	-
G660INS2U84-ANNEX	Op 54 Inspe Ancecy	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	339 338	176 338	154 535	8 465	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
		Total Op 54	339 338	176 338	154 535	8 465	-	-	-
G660CSU23Z15	Op 55 Crèche	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres subventions publiques**	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements***	1 020 000	-	-	1 020 000	-	-	-
		Total Op 55	1 020 000	-	-	1 020 000	-	-	-
	Ss total financement de l'Etat	Financement de l'Etat*	44 906 994	29 491 006	605 000	14 810 988	-	-	-
		Autres subventions publiques**	63 360 925	44 891 097	2 894 644	10 212 494	4 813 734	500 000	-
		Autres financements***	2 670 000	-	-	2 670 000	-	-	-
		TOTAL	110 937 919	74 382 103	3 499 644	27 693 482	4 813 734	500 000	-

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres subventions publiques et Autres subventions publiques fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2023
Volet Recherche

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes
A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision										2024		2025		2026		Après 2026		
		Coût total de l'opération	Années antérieures à 2023		2023		Prévision N		Années antérieures à 2023		2023		AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues en N+3	CP prévus en N+3	AE prévues > N+3	CP > N+3
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N°	AE nouvelles consommées en N	TOTAL des AE consommées en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N°	CP nouveaux consommés en N	TOTAL des CP consommés en N								
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)		
C7H-LXP*	PERSONNEL	9 332 974	7 628 686	7 628 686	-	9 268 708	7 628 686	7 628 686	-	9 268 708	7 628 686	-	9 268 708	7 628 686	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	5 733 208	4 358 906	4 358 906	-	251 666	251 666	4 358 906	-	226 675	226 675	-	226 675	226 675	-	-	-	-	-	
16 752 475 €	Investissement	1 086 294	812 195	812 195	-	78 238	78 238	812 195	-	77 109	77 109	-	77 109	77 109	-	-	-	-	-	
	Total Op.2	16 752 476	12 799 787	12 799 787	-	1 256 613	1 256 613	12 799 787	-	1 230 492	1 230 492	-	1 230 492	1 230 492	-	-	-	-	-	
C7H-LXM*	PERSONNEL	8 231 598	5 984 821	5 984 821	-	746 097	746 097	5 984 821	-	5 984 821	-	-	746 097	746 097	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	2 503 355	1 250 659	1 250 659	-	201 485	201 485	1 250 659	-	263 518	-	-	263 518	263 518	-	-	-	-	-	
7H-LX11B15 C7H-AUT18B	Investissement	413 696	353 292	353 292	-	-	-	353 292	-	-	-	-	-	60 404	-	-	-	-	-	
	Total Op.3	11 148 549	7 588 773	7 588 773	-	947 582	947 582	7 588 773	-	7 588 773	-	-	1 009 615	1 009 615	-	-	-	-	-	
TEC 21	PERSONNEL	5 906 424	4 983 995	4 983 995	-	503 577	503 577	4 983 995	-	503 577	-	-	503 577	503 577	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	2 681 962	2 152 692	2 152 692	-	126 667	126 667	2 075 561	-	2 075 561	-	-	118 769	118 769	-	-	-	-	-	
9 054 455 €	Investissement	466 068	410 560	410 560	-	508	508	405 628	-	405 628	-	-	1 808	1 808	-	-	-	-	-	
	Total Op.4	9 054 454	7 547 247	7 547 247	-	1 030 752	1 030 752	7 465 784	-	7 465 784	-	-	624 155	624 155	-	-	-	-	-	
C7H-LXL*	PERSONNEL	2 384 210	1 891 897	1 891 897	-	238 651	238 651	1 891 897	-	1 891 897	-	-	238 651	238 651	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	4 227 012	2 040 354	2 040 354	-	589 082	589 082	2 040 354	-	433 465	-	-	433 465	433 465	-	-	-	-	-	
6 143 855 €	Investissement	498 719	321 876	321 876	-	34 700	34 700	396 409	-	396 409	-	-	88 588	88 588	-	-	-	-	-	
	Total Op.5	7 087 719	4 328 560	4 328 560	-	862 434	862 434	4 328 560	-	4 218 415	-	-	760 705	760 705	-	-	-	-	-	
C7H-LXL*	PERSONNEL	8 078 840	5 594 288	5 594 288	-	1 019 529	1 019 529	5 594 288	-	5 594 288	-	-	1 019 529	1 019 529	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	3 034 716	2 324 471	2 324 471	-	257 672	257 672	2 324 471	-	2 324 471	-	-	281 092	281 092	-	-	-	-	-	
341 552 €	Investissement	1 923 260	1 852 554	1 852 554	-	152 389	152 389	1 852 554	-	1 852 554	-	-	351 385	351 385	-	-	-	-	-	
	Total Op.6	13 036 816	9 771 312	9 669 629	-	1 429 590	1 429 590	9 771 312	-	9 470 834	-	-	1 652 006	1 652 006	-	-	-	-	-	
C7H-LXO*	PERSONNEL	4 827 697	3 426 854	3 426 854	-	512 633	512 633	3 426 854	-	512 633	-	-	512 633	512 633	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	6 293 452	4 085 801	4 085 801	-	651 845	651 845	4 085 801	-	611 746	-	-	611 746	611 746	-	-	-	-	-	
978 198 €	Investissement	4 252 004	3 152 975	3 152 975	-	315 416	315 416	3 152 975	-	3 152 975	-	-	284 480	284 480	-	-	-	-	-	
	Total Op.7	15 373 153	10 665 630	10 665 630	-	1 479 694	1 479 694	10 665 630	-	10 665 630	-	-	1 408 858	1 408 858	-	-	-	-	-	
C7H-LX11A12	PERSONNEL	1 939 332	1 452 174	1 452 174	-	173 184	173 184	1 452 174	-	1 452 174	-	-	173 184	173 184	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	2 383 668	1 214 010	1 214 010	-	58 360	58 360	1 214 010	-	278 582	-	-	278 582	278 582	-	-	-	-	-	
6 067 915 €	Investissement	79 382	79 382	79 382	-	-	-	79 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total Op.8	4 402 382	2 745 565	2 745 565	-	231 543	231 543	2 745 565	-	2 745 565	-	-	451 765	451 765	-	-	-	-	-	
CREUWATD32	PERSONNEL	661 696	661 696	661 696	-	-	-	661 696	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	670 870	682 343	574 821	-	94 509	94 509	682 343	-	561 210	-	-	93 811	93 811	-	-	-	-	-	
fin 2020 + RELIQUATS	Investissement	650 045	650 045	650 045	-	-	-	650 045	-	650 045	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total Op.9	1 991 611	2 214 566	1 895 562	-	94 509	94 509	2 214 566	-	93 811	-	-	93 811	93 811	-	-	-	-	-	
CREULEG025	PERSONNEL	989 389	828 983	803 889	-	181 961	181 961	828 983	-	803 889	-	-	181 961	181 961	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	680 962	554 692	455 040	-	221 055	221 055	455 040	-	445 842	-	-	228 219	228 219	-	-	-	-	-	
C7H-UER1705	Investissement	303 703	303 937	303 703	-	-	-	303 437	-	303 703	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Total Op.10	1 974 054	1 687 612	1 562 632	-	403 017	403 017	1 687 612	-	1 562 632	-	-	410 181	410 181	-	-	-	-	-	
fin 2021	PERSONNEL	971 370	1 033 816	971 370	-	-	-	1 033 816	-	971 370	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Investissement	829 132	791 285	671 137	-	63 295	63 295	791 285	-	664 971	-	-	63 350	63 350	-	-	-	-	-	
1 945 150 €	Total Op.11	1 809 345	1 835 286	1 651 349	-	63 295	63 295	1 835 286	-	1 651 349	-	-	63 350	63 350	-	-	-	-	-	
	PERSONNEL	1 809 345	1 835 286	1 835 286	-	-	-	1 835 286	-	1 835 286	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
RA0000439	Fonctionnement	405 165	231 866	231 866	-	53 852	53 852	231 866	-	231 866	-	-	53 852	53 852	-	-	-	-	-	
	Investissement	1 055 721	1 071 822	909 922	-	51 794	51 794	1 071 822	-	1 113 208	-	-	51 312	51 312	-	-	-	-	-	
R : 1 300 000 - BSA : 181 8	Investissement	5 574 920	5 574 920	5 574 920	-	-	-	5 574 920	-	5 574 920	-	-	6 838	6 838	-	-	-	-	-	
	Total Op.17	6 878 608	6 878 608	6 878 608	-	105 646	105 646	6 878 608	-	6 771 876	-	-	111 802	111 802	-	-	-	-	-	
11 3 722 000 - T2 39 884,88	PERSONNEL	72 569	67 520	67 520	-	11 572	11 572	67 520	-	67 520	-	-	11 572	11 572	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	3 687 345	3 689 954	3 689 954	-	-	-	3 689 954	-	3 689 954	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3 796 886 €	Investissement	3 759 914	3 757 474	3 757 474	-	11 572	11 572	3 757 474	-	3 757 474	-	-	11 572	11 572	-	-	-	-	-	
	Total Op.18	400 875	400 875	400 875	-	-	-	400 875	-	400 875	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
C7H-CIEE15C16	Fonctionnement	271 927	271 927	271 927	-	-	-	271 927	-	271 927	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Investissement	19 800	19 800	19 800	-	-	-	19 800	-	19 800	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
652 602 €	Total Op.20	692 602	692 602	692 602	-	-	-	692 602	-	692 602	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	PERSONNEL	233 416	241 215	233 416	-	-	-	241 215	-	233 416	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CRELIBDD17	Fonctionnement	331 566	342 329	333 684	-	-	-	334 561	-	331 670	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Investissement	209 259	244 181	209 259	-	-	-	209 259	-	209 259	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
830 970 €	Total Op.22	774 240	827 725	776 359	-	-	-	809 957	-	774 544	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	PERSONNEL	1 139 648	1 139 597	1 075 622	-	80 175	80 175	1 139 597	-	80 175	-	-	80 175	80 175	-	-	-	-	-	
RA0000688	Fonctionnement	927 537	722 031	686 652	-	24 370	24 370	729 743	-	613 975	-	-	24 467	24 467						

C7H-UEE1741	ERC F-IMAGE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 434 742	2 191 268	243 474	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.37	2 434 742	2 191 268	243 474	-	-	-	-	
C7H-PROFR80	PIA PROFAN	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	500 000	500 000	-	-	-	-	-
		Autres financements***	135	135	-	-	-	-	-
	Total Op.38	500 135	500 135	-	-	-	-	-	
C7H-UEE17G94	RAMP H2020 MSCA	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	719 937	719 937	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.39	719 937	719 937	-	-	-	-	-	
C7H-UEE17R60	GREQUE COFUND MSCA H2020	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 962 000	1 667 700	294 300	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.40	1 962 000	1 667 700	294 300	-	-	-	-	
C7H-SID1744 C7T-AUT17G60	PROJET SIDE 3.0	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	669 266	669 266	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.41	669 266	669 266	-	-	-	-	-	
C7H-EXPIRG55	PIA EXPRE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	393 838	393 838	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.42	393 838	393 838	-	-	-	-	-	
C7H-CEE16B69	H2020 EVHA	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	567 638	478 589	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.43	567 638	478 589	-	-	-	-	-	
C7H-CEE16F40	H2020 BRAINCOM	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 517 861	1 255 476	262 385	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.44	1 517 861	1 255 476	262 385	-	-	-	-	
C7H-FED16D90	STUDIO VIRTUEL	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	539 033	539 033	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.45	539 033	539 033	-	-	-	-	-	
C7H-ANR16G34	ANR EAIST	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	740 743	592 595	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.46	740 743	592 595	-	-	-	-	-	
C7A-SEI15B5*	SEISCOPE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	5 725 695	4 923 695	50 000	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.47	5 725 695	4 923 695	50 000	-	-	-	-	
C7H-CEE16C14	ERC STG	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 116 290	2 116 290	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.48	2 116 290	2 116 290	-	-	-	-	-	
C7H-18K55	ERC SOLARYS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 421 180	2 179 062	242 118	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.49	2 421 180	2 179 062	242 118	-	-	-	-	
30 795 163 € IDEX 34 513 273 €	IDEX RECHERCHE VALORISATION	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	31 913 273	28 410 008	3 503 265	-	-	-	-
		Autres financements***	2 600 000	1 339 599	1 260 401	-	-	-	-
	Total Op.50	34 513 273	29 749 607	4 763 666	-	-	-	-	
C7T-PIA16F10	PIA PROJET AJR	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	823 182	792 582	30 600	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.52	823 182	792 582	30 600	-	-	-	-	
CRBP/KAB72	CRBP/KAB72	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	539 760	539 760	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.53	539 760	539 760	-	-	-	-	-	
CREUEAVD78 CREUEAVD83	CEE-H2020-EAVI	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	612 908	520 971	91 936	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.60	612 908	520 971	91 936	-	-	-	-	
C7H-UEE18M62	H2020-MSCA-ITN-2018-URBASIS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 056 606	920 513	136 093	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.61	1 056 606	920 513	136 093	-	-	-	-	
C7H-LXG18M*	GRAL II	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	10 868 770	4 203 360	2 824 554	1 050 840	1 050 840	1 050 840	688 336
		Autres financements***	19 605	-	-	700	18 905	-	-
	Total Op.62	10 888 375	4 203 360	2 824 554	1 051 540	1 069 745	1 050 840	688 336	
C7H-LXA18M*	ARCANE II	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	7 002 252	3 979 265	1 724 563	641 610	656 814	-	-
		Autres financements***	9 892	-	-	9 892	-	-	-
	Total Op.63	7 012 144	3 979 265	1 724 563	651 502	656 814	-	-	
C7H-CBH18M*	UER	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	12 546 000	5 646 180	1 129 240	1 129 240	1 129 240	1 129 240	2 382 860
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.64	12 546 000	5 646 180	1 129 240	1 129 240	1 129 240	1 129 240	2 382 860	
C7H-UEE19Q06	ProjTIPACCS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	712 585	534 116	-	178 469	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.65	712 585	534 116	-	178 469	-	-	-	
C7H-UEE19P99	ERC FUELING TRANSPORT	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 369 941	1 282 681	731 769	-	355 491	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.66	2 369 941	1 282 681	731 769	-	355 491	-	-	
C7H-UEE19Q44	INT CALPER	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	483 442	374 943	-	108 499	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.67	483 442	374 943	-	108 499	-	-	-	
C7H-UEE18M23	ERC MONIFAULTS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	697 385	487 610	-	209 775	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
	Total Op.68	697 385	487 610	-	209 775	-	-	-	

C7H-UEE19Q12	ERC FAULTSCAN	Financement de l'Etat*	-	-	-	261 252	261 252	-	-
		Autres financements publics**	1 974 630	1 452 126	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.69		1 974 630	1 452 126	-	-	261 252	261 252	-	-
C7H-MAA* FIN 2023 mlr 4 750 000 € Apports valoc	MAI	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	22 190 230	10 071 012	2 137 500	5 906 250	2 459 532	1 615 936	-
		Autres financements***	925 000	415 860	509 140	-	-	-	-
Total Op.70		23 115 230	10 486 872	2 646 640	5 906 250	2 459 532	1 615 936	-	-
C7H-PIA19Q51*	projet AVENIR projet ADEME	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	488 836	382 840	-	105 996	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.71		488 836	382 840	-	105 996	-	-	-	-
C7H-UEE18L70	PACIFIC contrat européen	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	864 073	864 073	-	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.72		864 073	864 073	-	-	-	-	-	-
C7H-UEE19S25 C7H-UER19S25 FIN 2027	IRICE-GEMELLI	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 034 375	149	344 742	344 742	344 742	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.73		1 034 375	149	344 742	344 742	344 742	-	-	-
C7H-UEE20B27 C7H-UER20B27 FIN 2027	DEEP TRIGGER	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	2 744 119	1 520 455	410 000	-	813 664	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.74		2 744 119	1 520 455	410 000	-	813 664	-	-	-
C7H-UEE20B66 C7H-UER20B66	FOCETA	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 926 170	1 235 737	300 000	-	300 000	90 433	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.75		1 926 170	1 235 737	300 000	-	300 000	90 433	-	-
C7H-UEE19R74 C7H-UER19R74	MEET	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	550 843	468 216	-	82 627	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.76		550 843	468 216	-	82 627	-	-	-	-
C7H-PEGAS885	PEGASE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	6 467 213	4 839 970	-	657 161	-	970 082	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.77		6 467 213	4 839 970	-	657 161	-	970 082	-	-
C7H-UEE21B05	ECSEL STORAGE	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	6 440 126	1 194 712	-	1 106 039	770 597	774 991	2 593 787
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.79		6 440 126	1 194 712	-	1 106 039	770 597	774 991	2 593 787	-
C7H-PR21A16 fin 2025	20CVD01	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 026 851	242 455	118 448	665 949	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.80		1 026 851	242 455	118 448	665 949	-	-	-	-
C7H-UEC22B68	MSCA COFUND QUANG	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	627 688	228 191	139 973	125 000	134 524	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.81		627 688	228 191	139 973	125 000	134 524	-	-	-
H-UEE20A44 - C7H-UER20A44	HBP SGA3	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	3 628 800	-	1 194 712	-	1 217 044	-	1 217 044
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.82		3 628 800	-	1 194 712	-	1 217 044	-	1 217 044	-
H-UEE20B32 - C7H-UER20B32	DRYVER	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	337 393	350 735	13 342	-	-	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.83		337 393	350 735	13 342	-	-	-	-	-
H-UEE20C06 - C7H-UER20C06	POLINEQUAL	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	625 184	463 968	-	67 438	93 778	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.84		625 184	463 968	-	67 438	93 778	-	-	-
C7H-UEE21A75	SPN	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 835 625	995 641	-	105 734	734 250	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.85		1 835 625	995 641	-	105 734	734 250	-	-	-
C7H-UEE21A92 - C7H-UER21A92	PROTOPLANETS	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	531 604	350 643	31 452	-	149 509	-	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.86		531 604	350 643	31 452	-	149 509	-	-	-
C7H-UEE21B27 - C7H-UER21B27	ERC NANOBUBBLES	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 673 510	585 729	578 914	-	257 841	-	251 027
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.87		1 673 510	585 729	578 914	-	257 841	-	251 027	-
C7H-UEE21B27 - C7H-UER21B27	ERC NANOBUBBLES	Financement de l'Etat*	-	-	-	-	-	-	-
		Autres financements publics**	1 915 442	695 159	276 505	400 000	-	543 778	-
		Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.88		1 915 442	695 159	276 505	400 000	-	543 778	-	-
Ss total financement de l'Etat		1 357 450	1 280 000	17 450	60 000	-	-	-	-
Ss total autres financements publics		257 153 732	164 545 654	34 764 565	20 271 382	20 600 074	5 591 169	11 409 000	-
Ss total autres financements		4 188 570	1 990 035	1 909 514	135 592	153 429	-	-	-
TOTAL		262 699 752	167 615 689	36 691 530	20 466 974	20 753 504	5 591 169	11 409 000	-

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision 2023			
		Prévision année N			
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements réalisés en N	
		(22)	(23)	(24)	
ex COMUE	IDEFI PROMISING	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	5 000 000	5 000 000	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.2	5 000 000	5 000 000	-
ex COMUE	IDEFI ENEPS	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	3 500 000	3 500 000	-
		Autres financements***	14 500	-	-
		Total Op.3	3 514 500	3 500 000	-
Projet terminé conso partielle paiement en proportion de la conso	FLEXI - TLV (UGA 2018-2028 + Comue/EP/NP 2020-2028)	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	8 924 022	5 431 688	897
		Autres financements***	32 275	-	-
		Total Op.6	8 956 297	5 431 688	897
Projet terminé conso partielle paiement en proportion de la conso	DISRUPT CAMPUS 170203COMU C6500S205S8 17PDIS1COMU A la COMUE (antérieur 2020)	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	739 161	591 328	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.7	739 161	591 328	-
conso partielle, paiement sur justification	COMESUP ACCUEIL HANDICAP 19	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	16 500	12 765	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.16	16 500	12 765	-
conso partielle, paiement sur justification	COMESUP PARCOURS ACCUEIL ADAPTE 2019	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	33 000	9 972	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.17	33 000	9 972	-
conso partielle, paiement sur justification	COMESUP POLE DE SERVICE 2019	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	29 000	28 240	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.18	29 000	28 240	-
Fin de projet septembre 2022 justif Nov conso partielle paiement sur justification	HTTP C650ANR21T61	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	1 352 000	1 081 600	460 177
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.19	1 352 000	1 081 600	460 177
Fin de projet septembre 2022 justif Nov conso partielle paiement sur justification	CMQ	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	1 637 852	327 570	-
		Autres financements***	1 637 852	149 200	350 770
		Total Op.20	3 275 704	476 770	350 770
Fin de projet septembre 2022 justif Nov conso partielle paiement sur justification	UHA++	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	90 000	-	81 000
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.21	90 000	-	81 000
60403_FOR	ALO A	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	115 200	28 240	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.22	115 200	28 240	-
60404ERA19R30	ERASMUS MUNDUS BEINPM	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	2 330 000	582 500	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.23	2 330 000	582 500	-
60404ERA19R30	QuantEdu-France	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	56 706 112	-	20 414 200
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.24	56 706 112	-	20 414 200
60404ERA19R30	DemoUHA	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	90 000	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.25	90 000	-	-
60404ERA19R30	QuantForm	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	1 033 000	232 425	232 457
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.26	1 033 000	232 425	232 457
60404ERA19R30	DSG	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	150 000	-	78
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.27	150 000	-	78
60404ERA19R30	AMHY GRENOBLE	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	776 455	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.28	776 455	-	-
60404ERA19R30	CYBERSKILLS@UGA	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	2 056 039	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.29	2 056 039	-	-
60404ERA19R30	Etelia mial	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	6 377 003	-	2 870 693
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.30	6 377 003	-	2 870 693
60404ERA19R30	FAME	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	1 651 519	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.31	1 651 519	-	-
60404ERA19R30	VerIT	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	918 962	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.32	918 962	-	-
60404ERA19R30	IBES-BIOPRODUCTION	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	2 506 324	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.33	2 506 324	-	-
60404ERA19R30	Cloud	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	3 015 337	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.34	3 015 337	-	-
60404ERA19R30	PFDS	Financement de l'Etat*	-	-	-
		Autres financements publics**	359 856	-	-
		Autres financements***	-	-	-
		Total Op.35	359 856	-	-
60404ERA19R30	Ss total financement de l'Etat	Financement de l'Etat*	150 000	-	78
		Autres financements publics**	99 257 342	16 828 328	24 059 424
		Autres financements***	1 684 627	149 200	350 770
		TOTAL	101 091 969	16 975 528	24 410 272

Opération	Nature	Prévisions en N+1 et suivantes				
		Prévisions en N+1 et suivantes				
		Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en N+3	Encaissements prévus > N+3	
		(25)	(26)	(27)	(28)	
ex COMUE	IDEFI PROMISING	Encaissements prévus en N+1	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.2	-	-	-	-
ex COMUE	IDEFI ENEPS	Encaissements prévus en N+1	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.3	-	-	-	-
Projet terminé conso partielle paiement en proportion de la conso	FLEXI - TLV (UGA 2018-2028 + Comue/EP/NP 2020-2028)	Encaissements prévus en N+1	1 605 427	496 804	496 804	892 402
		Encaissements prévus en N+2	32 275	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.6	1 637 702	496 804	496 804	892 402
Projet terminé conso partielle paiement en proportion de la conso	DISRUPT CAMPUS 170203COMU C6500S205S8 17PDIS1COMU A la COMUE (antérieur 2020)	Encaissements prévus en N+1	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	147 833	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.7	-	147 833	-	-
conso partielle, paiement sur justification	COMESUP ACCUEIL HANDICAP 19	Encaissements prévus en N+1	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.16	-	-	-	-
conso partielle, paiement sur justification	COMESUP PARCOURS ACCUEIL ADAPTE 2019	Encaissements prévus en N+1	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.17	-	-	-	-
conso partielle, paiement sur justification	COMESUP POLE DE SERVICE 2019	Encaissements prévus en N+1	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.18	-	-	-	-
Fin de projet septembre 2022 justif Nov conso partielle paiement sur justification	HTTP C650ANR21T61	Encaissements prévus en N+1	135 200	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.19	135 200	-	-	-
Fin de projet septembre 2022 justif Nov conso partielle paiement sur justification	CMQ	Encaissements prévus en N+1	545 950	272 976	-	491 356
		Encaissements prévus en N+2	160 981	488 551	488 351	-
		Encaissements prévus en N+3	706 931	761 527	488 351	491 356
		Total Op.20	1 413 862	1 523 054	976 702	982 712
Fin de projet septembre 2022 justif Nov conso partielle paiement sur justification	UHA++	Encaissements prévus en N+1	9 000	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.21	9 000	-	-	-
60403_FOR	ALO A	Encaissements prévus en N+1	115 200	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.22	115 200	-	-	-
60404ERA19R30	ERASMUS MUNDUS BEINPM	Encaissements prévus en N+1	582 500	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.23	582 500	-	-	-
60404ERA19R30	QuantEdu-France	Encaissements prévus en N+1	5 103 550	25 517 750	-	5 670 612
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.24	5 103 550	25 517 750	-	5 670 612
60404ERA19R30	DemoUHA	Encaissements prévus en N+1	81 000	9 000	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.25	81 000	9 000	-	-
60404ERA19R30	QuantForm	Encaissements prévus en N+1	232 393	232 425	103 300	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.26	232 393	232 425	103 300	-
60404ERA19R30	DSG	Encaissements prévus en N+1	149 922	-	-	-
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.27	149 922	-	-	-
60404ERA19R30	AMHY GRENOBLE	Encaissements prévus en N+1	349 405	-	349 405	77 646
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.28	349 405	-	349 405	77 646
60404ERA19R30	CYBERSKILLS@UGA	Encaissements prévus en N+1	925 218	-	925 218	205 604
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.29	925 218	-	925 218	205 604
60404ERA19R30	Etelia mial	Encaissements prévus en N+1	-	2 868 611	-	637 699
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.30	-	2 868 611	-	637 699
60404ERA19R30	FAME	Encaissements prévus en N+1	743 184	-	743 184	165 152
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.31	743 184	-	743 184	165 152
60404ERA19R30	VerIT	Encaissements prévus en N+1	413 533	413 533	-	91 896
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.32	413 533	413 533	-	91 896
60404ERA19R30	IBES-BIOPRODUCTION	Encaissements prévus en N+1	1 127 846	-	1 127 846	250 632
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.33	1 127 846	-	1 127 846	250 632
60404ERA19R30	Cloud	Encaissements prévus en N+1	1 356 902	-	1 356 902	301 534
		Encaissements prévus en N+2	-	-	-	-
		Encaissements prévus en N+3	-	-	-	-
		Total Op.34	1 356 902	-	1 356 902	301 534
60404ERA19R30	PFDS	Encaissements prévus en N+1	-	161 935		

TABLEAU 10
Opérations pluriannuelles du Compte Financier de l'exercice 2023
Volet PIA transversaux DF

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes
A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévission	Années antérieures à 2023		2023		Années antérieures à 2023		2023		2024		2025		2026		Après 2026		
			Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE nouvelles consommées en N	TOTAL des AE consommées en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP nouveaux consommés en N	TOTAL des CP consommés en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues en N+3	CP prévus en N+3	AE prévues > N+3	CP prévus > N+3
IDEX PROBATOIRE	Personnel	3 446 362	3 446 362	3 446 362	-	-	3 446 362	3 446 362	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fonctionnement	27 731 234	26 276 414	26 276 414	528 104	528 104	26 162 655	26 162 655	218 847	218 847	500 000	500 000	426 716	849 732	-	-	-	-	
	Investissement	159 502	159 502	159 502	-	-	159 502	159 502	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.1		31 337 098	29 882 278	29 882 278	528 104	528 104	29 768 519	29 768 519	218 847	218 847	500 000	500 000	426 716	849 732	-	-	-	-	
IDEX PERENISE	Personnel	21 891 838	3 862 994	3 862 994	3 233 638	3 233 638	3 862 994	3 486 985	3 848 170	3 848 170	5 624 109	5 504 848	6 726 762	6 607 500	1 097 033	1 097 033	1 347 303	1 347 303	
	Fonctionnement	37 193 476	1 066 369	1 066 369	2 355 357	2 355 357	1 066 369	644 705	1 672 113	1 672 113	17 942 410	18 494 864	11 192 066	11 744 521	78 197	78 197	4 559 077	4 559 077	
	Investissement	1 756 890	84 589	84 589	197 954	197 954	84 589	178 243	94 444	94 444	1 011 000	1 015 928	463 347	468 275	-	-	-	-	
Total Op.2		60 842 204	5 013 951	5 013 951	5 786 949	5 786 949	5 013 952	4 309 933	5 614 727	5 614 727	24 577 519	25 015 640	18 382 175	18 820 296	1 175 229	1 175 229	5 906 380	5 906 380	
IDEFI intégré à EUT CS3_PRO+	Personnel	522 866	-	-	245 725	245 725	-	107 707	138 018	138 018	277 141	277 141	-	-	-	-	-	-	
	Fonctionnement	198 500	-	-	146 601	146 601	-	92 431	54 170	54 170	51 899	51 899	-	-	-	-	-	-	
	Investissement	3 000	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000	3 000	-	-	-	-	-	-	
Total Op.3		724 366	-	-	392 326	392 326	-	200 138	192 188	192 188	332 040	332 040	-	-	-	-	-	-	
IDéES	Personnel	6 888 904	507 184	507 184	397 609	397 609	507 184	507 184	582 760	582 760	890 476	890 476	940 846	940 846	954 937	954 937	3 197 853	3 012 702	
	Fonctionnement	9 721 096	645 491	645 491	516 184	516 184	645 491	645 491	928 266	928 266	2 064 946	2 064 946	1 302 675	1 302 675	1 195 190	1 195 190	3 996 610	3 584 528	
	Investissement	590 000	-	-	31 518	31 518	-	-	-	-	130 000	130 000	70 000	70 000	70 000	70 000	288 482	320 000	
Total Op.4		17 200 000	1 152 675	1 152 675	945 311	945 311	1 152 675	1 152 675	1 511 026	1 511 026	3 085 422	3 085 422	2 313 521	2 313 521	2 220 127	2 220 127	7 482 944	6 917 229	
SFRI Graduate School	Personnel	15 167 480	176 902	176 902	230 819	230 819	176 902	176 902	268 567	268 567	899 892	899 892	1 322 194	1 322 194	1 337 025	1 337 025	11 200 648	11 162 900	
	Fonctionnement	15 323 260	56 914	56 914	120 516	120 516	56 914	56 914	194 454	194 454	2 890 103	2 890 103	2 554 185	2 554 185	2 565 645	2 565 645	7 135 896	7 061 958	
	Investissement	250 000	26 539	26 539	5 683	5 683	26 539	26 539	28 041	28 041	32 000	32 000	30 000	30 000	30 000	30 000	125 778	103 420	
Total Op.5		30 740 740	260 355	260 355	357 018	357 018	260 355	260 355	491 062	491 062	3 821 995	3 821 995	3 906 379	3 906 379	3 932 670	3 932 670	18 462 322	18 328 278	
GATES	Personnel	12 864 509	-	-	144 571	144 571	-	-	144 571	144 571	1 794 989	1 794 989	2 110 100	2 110 100	1 527 385	1 527 385	7 287 464	7 287 464	
	Fonctionnement	13 440 630	-	-	492 521	492 521	-	-	314 429	314 429	1 685 859	1 685 859	1 419 209	1 419 209	1 594 761	1 594 761	8 248 280	8 426 372	
	Investissement	1 392 460	-	-	139 815	139 815	-	-	54 822	54 822	353 407	438 400	120 000	120 000	120 000	120 000	659 238	659 238	
Total Op.6		27 697 599	-	-	776 907	776 907	-	-	513 822	513 822	3 834 255	3 919 248	3 649 309	3 649 309	3 242 146	3 242 146	16 194 982	16 373 074	
Ss total personnel		60 781 959	7 993 441	7 993 441	4 252 362	4 252 362	7 993 441	7 725 139	4 982 086	4 982 086	9 486 607	9 367 346	11 099 902	10 980 640	4 916 380	4 916 380	23 033 268	22 810 369	
Ss total fonctionnement		103 608 196	28 045 188	28 045 188	4 159 283	4 159 283	27 931 429	27 602 196	3 382 279	3 382 279	25 135 217	25 687 670	16 894 852	17 870 323	5 433 793	5 433 793	23 939 863	23 631 935	
Ss total investissement		4 151 852	270 630	270 630	374 970	374 970	270 630	364 284	177 307	177 307	1 529 407	1 619 328	683 347	688 275	220 000	220 000	1 073 498	1 082 658	
TOTAL		168 542 007	36 309 259	36 309 259	8 786 615	8 786 615	36 195 500	35 691 619	8 541 672	8 541 672	36 151 230	36 674 344	28 678 101	29 539 237	10 570 173	10 570 173	48 046 629	47 524 962	

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

18404733		Prévision	Prévision 2023		2024	2025	2026	Après 2026
Opération	Nature	Financement de l'opération	Prévision année N		Prévisions en N+1 et suivantes			
			Encaissements des années antérieures à N	Encaissements réalisés en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+3	Encaissements prévus > N+3
		(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	(27)	(28)
IDEX Période Probatoire 22/23	Financement de l'Etat*	31 337 098	31 337 098	-	-	-	-	-
	Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.1		31 337 098	31 337 098	-	-	-	-	-
IDEX Pérenisé 2022/2025	Financement de l'Etat*	4 598 139	-	1 782 205	1 407 967	1 407 967	-	-
	Autres financements publics**	56 935 505	-	33 763 068	11 586 219	11 586 219	-	-
	Autres financements***	32 926	10 669	8 722	6 768	6 768	-	-
Total Op.2		61 566 570	10 669	35 553 995	13 000 954	13 000 954	-	-
IDEFI intégré à EUT CS3_PRO+	Financement de l'Etat*	724 366	-	-	724 366	-	-	-
	Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	215	215	-	-	-
Total Op.3		724 366	-	215	724 151	-	-	-
IDéES	Financement de l'Etat*	17 200 000	3 440 000	3 351 456	1 720 000	1 720 000	1 720 000	5 248 544
	Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	3 722	3 722	-	-	-
Total Op.4		17 200 000	3 440 000	3 355 178	1 716 278	1 720 000	1 720 000	5 248 544
SFRI Graduate School	Financement de l'Etat*	30 740 740	4 739 000	12 400 000	3 039 000	3 039 000	2 423 740	5 100 000
	Autres financements publics**	-	-	-	-	-	-	-
	Autres financements***	-	297	-	297	-	-	-
Total Op.5		30 740 740	4 739 297	12 400 000	3 038 703	3 039 000	2 423 740	5 100 000
GATES	Financement de l'Etat*	25 253 558	-	207 732	2 308 131	2 308 131	2 308 131	18 121 433
	Autres financements publics**	3 946 908	-	3 946 908	-	-	-	-
	Autres financements***	-	-	-	-	-	-	-
Total Op.6		29 200 466	-	4 154 640	2 308 131	2 308 131	2 308 131	18 121 433
Ss total financement de l'Etat		109 853 900	39 516 098	17 741 393	9 199 464	8 475 098	6 451 871	28 469 977
Ss total autres financements publics		60 882 413	-	37 709 976	11 586 219	11 586 219	-	-
Ss total autres financements		32 926	10 966	12 659	2 534	6 768	-	-
TOTAL		170 769 239	39 527 064	55 464 028	20 788 217	20 068 085	6 451 871	28 469 977

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
 ** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2023

BUDGET UGA SANS PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2023 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RE					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	
Personnel	404 956 972	432 315 057	429 867 932	424 217 333	- 5 650 599	404 902 614	432 315 057	429 867 932	424 229 820	- 5 638 112	455 413 299	477 737 834	485 051 297	496 225 012	11 173 715	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	107 293 338	111 317 050	111 417 050	108 417 484	- 2 999 586	107 293 338	111 317 050	111 417 050	108 417 484	- 2 999 586	380 702 944	392 082 794	404 019 198	405 943 248	1 924 050	Subvention pour charges de service public
											4 983 840	2 024 602	- 1 014 738	2 971 324	3 986 062	Autres financements de l'Etat
											2 227 354	2 668 731	3 301 306	3 360 755	59 449	Fiscalité affectée
Fonctionnement	84 742 881	128 071 339	127 731 268	103 972 794	- 23 758 474	78 317 065	129 479 006	130 258 254	101 576 035	- 28 682 219	17 382 057	23 556 413	16 989 838	19 650 782	2 660 944	Autres financements publics
											50 117 104	57 405 294	61 755 693	64 298 903	2 543 210	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-						
											44 227 249	103 350 258	122 999 283	130 626 134	7 626 850	Recettes fléchées*
											14 548 795	8 815 763	5 179 977	5 482 078	302 101	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	30 451 129	33 298 311	37 705 541	32 773 418	- 4 932 123	40 788 025	55 206 593	52 911 030	45 864 348	- 7 046 682	29 176 001	33 384 926	116 629 462	124 668 359	8 038 896	Autres financements publics fléchés
											502 453	1 149 569	1 189 844	475 697	- 714 147	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	520 150 982	593 684 707	595 304 741	560 963 545	- 34 341 196	524 007 704	617 000 656	613 037 216	571 670 203	- 41 367 013	499 640 548	581 088 092	608 050 580	626 851 146	18 800 565	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						-	-	-	55 180 943	60 167 578	24 367 156	35 912 564	4 986 636	-	-	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2023 - UGA sans Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	11 825 925	11 825 925	4 138 228	4 076 756	2 103 759	1 738 176	18 067 912	17 640 857
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	5 510 244	5 510 244	3 979 951	3 326 071	234 958	273 521	9 725 153	9 109 836
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	55 330	55 330	606 610	573 324	2 895	14 554	664 835	643 208
D105 - Bibliothèques et documentation	289 738	289 738	2 868 517	2 998 651	38 824	37 608	3 197 079	3 325 996
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	4 602 580	4 602 580	5 361 425	5 834 548	1 794 833	1 948 315	11 758 837	12 385 443
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com., micro et nanotechnologies	3 968 412	3 968 412	2 895 420	3 041 046	2 863 892	998 916	9 727 723	8 008 375
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 791 061	4 791 061	3 228 613	3 527 646	1 181 436	1 249 292	9 201 111	9 568 000
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	159 661	159 661	74 883	99 327	150 577	76 286	385 121	335 273
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	4 500 870	4 500 870	3 068 400	2 902 043	1 165 694	1 034 707	8 734 964	8 437 620
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	3 675 537	3 675 537	3 469 813	3 659 024	166 129	228 121	7 311 479	7 562 682
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 063 501	2 063 501	6 692 561	6 596 835	479 070	160 381	9 235 133	8 820 717
D113 - Diffusion des savoirs et musées	25 177	25 177	90 268	101 486	12 978	3 227	128 423	129 890
D114 - Immobilier	25 959	25 959	31 191 672	29 805 828	19 067 687	32 837 891	50 285 319	62 669 678
D115 - Pilotage et support	382 463 632	382 476 119	34 127 215	32 728 991	3 417 260	5 200 080	420 008 107	420 405 190
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	54 509	53 998	-	-	54 509	53 998
D202 - Aides indirectes aux étudiants	96 192	96 192	1 279 492	1 502 387	84 473	38 236	1 460 157	1 636 815
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	163 515	163 515	845 216	748 075	8 952	25 037	1 017 683	936 626
TOTAL	424 217 333	424 229 820	103 972 794	101 576 035	32 773 418	45 864 348	560 963 545	571 670 203

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B **55 180 943**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	405 943 248	-	-	-	-	-	-	-	405 943 248
DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 107 664	-	-	-	6 107 664
FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	15 166 534	-	-	6 902	15 173 436
TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	1 014 618	-	-	-	1 014 618
CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	207 472	-	-	-	207 472
VALORISATION	-	-	-	-	1 969 026	-	-	5 000	1 974 026
ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	625 310	-	-	110 075 354	-	110 700 664
ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	5 696 040	-	-	313 425	-	6 009 465
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	2 934 324	-	-	2 742 381	-	5 676 705
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	5 752 195	-	-	6 511 815	-	12 264 010
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	2 971 324	-	4 562 913	2 498 630	5 482 078	5 025 384	80 228	20 620 557
FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONNS & LEGS	-	-	-	80 000	2 298 233	-	-	213 952	2 592 185
AUTRES RECETTES	-	-	3 380 755	-	35 036 726	-	-	189 616	38 567 096
TOTAL	405 943 248	2 971 324	3 360 755	19 650 782	64 298 903	5 482 078	124 668 359	475 697	626 851 146

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C **-**

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2023 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES						PRODUITS					
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023		Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Personnel	399 949 026	426 636 138	424 189 013	420 567 983	- 3 621 030	Subventions de l'Etat	424 170 088	395 335 155	399 851 227	451 107 863	51 256 636
dont contributions employeur CAS Pension	107 293 338	111 317 050	111 417 050	108 417 464	- 2 999 586	Fiscalité affectée	2 327 706	2 668 731	3 301 306	3 312 512	11 206
Fonctionnement autre que les charges de personnel	139 173 203	154 367 484	162 077 728	144 380 875	- 17 696 853	Autres subventions	19 958 731	105 176 226	96 253 790	26 317 601	- 69 936 190
						Autres produits	90 930 778	67 663 177	80 041 349	80 908 081	866 732
TOTAL DES CHARGES (1)	539 122 229	581 003 622	586 266 741	564 948 857	- 21 317 884	TOTAL DES PRODUITS (2)	537 387 304	570 843 289	579 447 672	561 646 057	- 17 801 616
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	3 516 268	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	1 734 925	10 160 333	6 819 069	3 302 801	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	539 122 229	581 003 622	586 266 741	564 948 857	- 17 801 616	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	539 122 229	581 003 622	586 266 741	564 948 857	- 17 801 616

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 1 734 925	- 10 160 333	- 6 819 069	- 3 302 801	3 516 268
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	50 617 400	19 209 559	19 209 559	29 281 020	10 071 461
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 623 662	- 61 660	- 61 660	- 511 647	- 449 987
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 334	-	-	- 42 730	- 42 730
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 41 292 560	- 10 699 203	- 10 699 203	- 17 587 766	- 6 888 563
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	6 965 919	- 1 711 637	1 629 627	7 836 076	6 206 449

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS						RESSOURCES					
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023		Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Insuffisance d'autofinancement	-	1 711 637	-	-	-	Capacité d'autofinancement	6 965 919	-	1 629 627	7 836 076	6 206 449
Investissements	231 214 603	55 206 593	52 911 030	46 936 773	- 5 974 257	Financement de l'actif par l'État	185 039 110	21 932 161	16 991 209	19 560 703	2 569 494
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	850 828 647	850 828 647	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	24 658 521	16 238 524	15 870 074	8 808 751	- 7 061 323
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	-	Autres ressources	7 795 830	823 511	689 381	88 541	- 600 840
TOTAL DES EMPLOIS (5)	231 214 603	56 918 230	52 911 030	897 765 420	844 854 390	TOTAL DES RESSOURCES (6)	224 459 380	38 994 196	35 180 291	887 120 674	851 940 383
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	7 085 993	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	6 755 222	17 924 034	17 730 739	10 644 746	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 6 755 222	- 17 924 034	- 17 730 739	- 10 644 746	7 085 993
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	41 276 590	23 352 556	23 545 851	30 631 844	7 085 993

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2023
BUDGET PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2023 - Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES																
	AE					CP										
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023	
Personnel	526 743	562 000	562 000	562 563	563	526 743	562 600	562 600	550 105	- 12 495	23 923 456	20 099 520	20 099 520	22 127 220	2 027 700	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	33 259	33 259	-	-	-	33 259	33 259	-	-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
											15 261 001	16 129 520	16 129 520	12 212 956	- 3 916 564	Autres financements de l'Etat
											-	-	-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	6 737 021	7 417 000	7 587 000	6 939 024	- 647 976	7 531 982	7 854 000	8 024 000	7 368 790	- 655 210	7 970 033	2 970 000	2 970 000	8 897 414	5 927 414	Autres financements publics
											692 422	1 000 000	1 000 000	1 016 851	16 851	Recettes propres
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Recettes fléchées*
											-	-	-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	5 787 150	7 059 000	10 190 000	8 130 908	- 2 059 092	16 621 665	13 293 000	15 211 000	12 323 926	- 2 887 074	-	-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
											-	-	-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	13 050 914	15 038 000	18 339 000	15 632 495	- 2 706 505	24 680 390	21 709 600	23 797 600	20 242 821	- 3 554 779	23 923 456	20 099 520	20 099 520	22 127 220	2 027 700	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						-	-	-	1 884 399	5 582 479	756 934	1 610 080	3 698 080	-	-	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Compte Financier de l'exercice 2023 - Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	-	-	6 939 024	7 368 790	8 130 908	12 323 926	15 069 932	19 692 716
D115 - Pilotage et support	562 563	550 105	-	-	-	-	562 563	550 105
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	562 563	550 105	6 939 024	7 368 790	8 130 908	12 323 926	15 632 495	20 242 821

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B **1 884 399**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES							Total (C)
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	-	-	-	-	-	-	-	-
DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	-	-	-	-
FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	-	-	-	-
TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	-	-	-	-
CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-
VALORISATION	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	7 758 461	-	-	-	-	7 758 461
ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	1 138 953	-	-	-	-	1 138 953
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	12 212 956	-	-	-	-	-	12 212 956
FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONNS & LEGS	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES RECETTES	-	-	-	1 016 851	-	-	-	1 016 851
TOTAL	-	12 212 956	8 897 414	1 016 851	-	-	-	22 127 220

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C **-**

TABLEAU 6
Situation patrimoniale - Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte de résultat prévisionnel					PRODUITS	Compte de résultat prévisionnel				
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023		Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Personnel	518 540	562 600	562 600	541 420	- 21 180	Subventions de l'Etat	7 339 100	7 453 167	7 623 167	7 560 129	- 63 038
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	33 259	33 259	Fiscalité affectée	-	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	11 849 346	11 946 119	12 116 119	11 972 945	- 143 174	Autres subventions	-	-	-	-	-
						Autres produits	4 992 935	5 055 552	5 055 552	4 954 236	- 101 316
TOTAL DES CHARGES (1)	12 367 886	12 508 719	12 678 719	12 514 365	- 164 354	TOTAL DES PRODUITS (2)	12 332 036	12 508 719	12 678 719	12 514 365	- 164 354
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	35 850	-	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 367 886	12 508 719	12 678 719	12 514 365	- 164 354	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 367 886	12 508 719	12 678 719	12 514 365	- 164 354

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 35 850	-	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 011 881	4 092 119	4 092 119	4 263 446	171 327
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	440 730	-	-	134 405	134 405
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 412 826	-	-	- 134 405	- 134 405
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 3 976 031	- 4 055 552	- 4 055 552	- 4 194 434	- 138 882
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	27 904	36 567	36 567	69 012	32 445

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés					RESSOURCES	Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés				
	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023		Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	27 904	36 567	36 567	69 012	32 445
Investissements	12 344 462	13 293 000	15 211 000	8 140 488	- 7 070 512	Financement de l'actif par l'État	13 538 172	10 286 433	12 204 433	10 547 149	- 1 657 284
						Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 324 425	2 970 000	2 970 000	-	- 2 970 000
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Autres ressources	1 833 964	-	-	1 800 211	1 800 211
Remboursement des dettes financières	4 240 964	-	-	4 206 873	4 206 873	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	16 585 426	13 293 000	15 211 000	12 347 361	- 2 863 639	TOTAL DES RESSOURCES (6)	16 724 465	13 293 000	15 211 000	12 416 372	- 2 794 628
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	139 039	-	-	69 011	69 011	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-	-	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2022	Budget Initial 2023	Budget 2023 après BR2	Compte Financier 2023	Ecart entre BR2 et CF 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	139 039	-	-	69 011	69 011
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	9 484 226	9 484 226	9 484 226	9 553 238	69 011

Université Grenoble Alpes

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

MAZARS

109 rue Tête d'Or CS 10363
69451 Lyon Cedex 06
S.A.S. au capital de 5 986 008 €
351 497 649 RCS Lyon
Société inscrite à la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La-Défense cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS NANTERRE
Société inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre

Université Grenoble Alpes

Etablissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel expérimental
Siège social : 621, avenue centrale 38400 Saint Martin d'Hères
N° SIREN : 130 026 081

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de l'établissement public expérimental Université Grenoble Alpes,

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'établissement Université Grenoble Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves

Motivation des réserves

- Comme indiqué dans la partie *D – Revalorisation de l'actif* de la note *I-3-2) Immobilisations corporelles* de l'annexe, les services France Domaine ont procédé en 2018 et 2019 à une nouvelle évaluation du patrimoine immobilier des biens situés sur les départements de l'Isère et de la Drôme. Ces valeurs ont été intégrées dans le patrimoine de l'UGA en 2022, conduisant aussi à la sortie des anciennes valeurs, comprenant d'une part les travaux sur ces bâtiments mis à disposition et d'autre part les financements perçus pour la réalisation de ces travaux. Cependant à date, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la justesse des valeurs retenues dans les comptes de l'Université pour les terrains non bâtis et leurs contreparties dans les capitaux propres ;

- Comme indiqué dans la note II-1) *Actif immobilisé* de l'annexe, un inventaire physique des biens mobiliers est en cours. La procédure de suivi des biens et le rapprochement avec les données inscrites en comptabilité n'étant pas achevés, nous ne pouvons pas nous assurer de la réalité et de l'exhaustivité des matériels et mobiliers figurant à l'actif.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note I-1) C. de l'annexe des comptes annuels qui expose le traitement comptable retenu pour les intérêts de l'IDEX post dévolution.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux ainsi qu'à l'ordonnateur et à l'agent comptable, de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'ordonnateur et l'agent comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Annecy et Paris-La Défense, le 20 mars 2024

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Deloitte & Associés



Xavier Marmey

Xavier MARMEYS



EG

Eric GODEAU



COMPTES ANNUELS 2023

SOMMAIRE

BILAN
COMPTE DE RESULTAT
ANNEXE

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

I-1) FAITS CARACTERISTIQUES

I-2) COMPARABILITE DES COMPTES

I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

I-3-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

I-3-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

I-3-3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

I-3-4) CREANCES

I-3-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

I-3-6) FINANCEMENTS DE L'ACTIF

I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

I-3-8) CHARGES A PAYER

I-3-9) PRODUITS A RECEVOIR

I-3-10) CONTRATS DE RECHERCHE

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

II-1) ACTIF IMMOBILISE

II-1-1) IMMOBILISATIONS

II-1-2) AMORTISSEMENTS

II-1-3) FINANCEMENT DE L'ACTIF

II-2) CREANCES ET DETTES

II-3) TRESORERIE NETTE

II-4) FONDS PROPRES

II-5) PROVISIONS

II-6) COMPTES DE REGULARISATION (CCA - PCA)

SOMMAIRE

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

III-1) PRODUITS

III-2) CHARGES

IV) AUTRES INFORMATIONS

IV-1) ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

IV-2) EFFECTIFS

IV-3) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

IV-4) FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

IV-5) ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV-6) INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

BILAN

ACTIF	Bilan 31/12/2023			Bilan au 31/12/22	PASSIF	Bilan 31/12/2023	Bilan au 31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	5 142 963	4 729 049	413 914	734 909	Financements reçus	530 062 970	512 696 960 €
Immobilisations corporelles	906 219 225	254 389 872	651 829 353	628 898 615	Financements de l'actif - Etat	443 478 248	429 317 207 €
Terrains	235 241 012	29 133 122	206 107 890	207 241 030	Financement de l'actif par des tiers	86 584 722	83 379 753 €
Constructions	443 255 127	96 871 124	346 384 003	320 765 275			
Installations techniques, matériels, et outillage	99 701 475	75 304 063	24 397 412	22 400 207			
Collections	148 918	4 530	144 388	145 088	Réserves	115 637 260	115 637 260 €
Biens historiques et culturels			0	0	Report à nouveau	-11 404 456	-9 635 724 €
Autres immobilisations corporelles	70 041 092	53 077 034	16 964 058	15 924 307	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-3 302 801	-1 770 775 €
Immobilisations mises en concession			0	0	Provisions réglementées		
Immobilisations corporelles en cours	57 831 602	0	57 831 602	62 422 707			
Avances et acomptes sur commandes			0	0	TOTAL FONDS PROPRES	630 992 974	616 927 720 €
Immobilisations grevées de droits			0	0	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Immobilisations corporelles (biens vivants)			0	0	Provisions pour risques	582 246	591 915 €
Immobilisations financières	1 299 115 174	8 320 050	1 290 795 124	441 632 283	Provisions pour charges	4 525 964	4 026 977 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 210 477 362	267 438 971	1 943 038 391	1 071 265 807	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 108 210	4 618 892 €
ACTIF CIRCULANT					DETTES FINANCIERES		
Stocks					Emprunts obligataires		
					Emprunts souscrits auprès des établissements financiers		
					Dettes financières et autres emprunts	1 346 219 338	499 599 608 €
					TOTAL DES DETTES FINANCIERES	1 346 219 338	499 599 608 €
Créances	304 946 916	902 952	304 043 964	265 631 690	DETTES NON FINANCIERES		
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	277 375 054		277 375 054	235 571 366	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 478 107	21 243 457 €
Créances clients et comptes rattachés	25 328 991	902 952	24 426 039	26 873 239	Dettes fiscales et sociales	12 902 443	10 655 179 €
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)			0	0	Avances et acomptes reçus	315 865 544	210 774 239 €
Avances et acomptes versés sur commandes	1 024 393		1 024 393	1 824 929	Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			0	0	Autres dettes non financières	39 793 416	93 483 914 €
Créances sur les autres débiteurs	1 218 479		1 218 479	1 362 157	Produits constatés d'avance	10 268 378	17 275 855 €
Charges constatées d'avance (dont primes de Remboursement des emprunts)	7 735 915		7 735 915	7 047 583			
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	312 682 831	902 952	311 779 879	272 679 273	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	398 307 888	353 432 644 €
TRESORERIE					TRESORERIE		
Valeurs mobilières de placement					Autres éléments de trésorerie passive	369 837	349 584 €
Disponibilités	125 918 209		125 918 209	130 721 600			
Autres (opérations inter sociétés)	261 766		261 766	261 766			
TOTAL TRESORERIE	126 179 975	0	126 179 975	130 983 367	TOTAL TRESORERIE	369 837	349 584 €
Comptes de régularisation					Comptes de régularisation		
Ecarts de conversion Actif					Ecarts de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	2 649 340 169	268 341 922	2 380 998 246	1 474 928 447	TOTAL GENERAL	2 380 998 246	1 474 928 447 €

COMPTE DE RESULTAT					
CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022	PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Achats	162 985	105 068	Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	488 464 982	453 795 626
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	68 671 258	63 392 425	Subventions pour charges de service public	399 103 414	387 547 603
Charges de personnel	421 109 402	400 467 566	Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	85 882 179	63 681 419
<i>Salaires, traitements et rémunérations diverses</i>	<i>257 323 561</i>	<i>241 803 758</i>	Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
<i>Charges sociales</i>	<i>161 570 267</i>	<i>156 550 585</i>	Dons et legs	166 877	238 898
<i>Intéressement et participation</i>			Produits de la fiscalité affectée	3 312 512	2 327 706
<i>Autres charges de personnel</i>	<i>2 215 574</i>	<i>2 113 224</i>			
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	49 770 437	28 342 415			
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	31 911 970	54 965 649			
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	571 626 053	547 273 123	Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	63 391 702	50 022 085
CHARGES D'INTERVENTION			Ventes de biens ou prestations de services	42 657 402	31 210 144
Dispositifs d'intervention pour compte propre			Produits des cessions d'éléments d'actif	177 135	413 160
<i>Transferts aux ménages</i>			Autres produits de gestion	20 557 165	18 398 780
<i>Transferts aux entreprises</i>			Production stockée et immobilisée		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>			Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>			Autres produits	22 293 847	45 892 253
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	697 559	623 662
Dotations aux provisions et dépréciations			Reprises du financement rattaché à un actif	21 596 288	45 268 591
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-			
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	571 626 053	547 273 123	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	574 150 531	549 709 964
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERS		
Charges d'intérêts	4 063 801	4 102 574	Produits des participations et prêts		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Pertes de change	6 467	10 056	Intérêts sur créances non immobilisées		
Autres charges financières			Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	1 766 901	104 362	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
			Gains de change	9 891	9 376
			Autres produits financiers		
			Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	5 837 170	4 216 992	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	9 891	9 376
Impôt sur les sociétés					
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)			RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	3 302 801	1 770 775
TOTAL CHARGES	577 463 222	551 490 115	TOTAL PRODUITS	577 463 222	551 490 115

ANNEXE

PREAMBULE

L'annexe constitue un document essentiel pour l'amélioration de la qualité comptable et la transparence de l'information financière des établissements publics nationaux, et donc des Universités.

Il s'agit d'un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat. L'information fournie doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension des documents comptables.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe d'importance relative. Ainsi, l'annexe contient-elle toutes les informations significatives susceptibles d'éclairer les administrateurs et les autorités de tutelle de l'établissement, et plus largement tout lecteur des états financiers.

L'annexe se fonde sur les travaux de l'agence comptable, responsable de la tenue des comptes et de la production des états financiers. La qualité des informations présentées et la sincérité générale du document dépendent étroitement du partenariat unissant l'agence comptable et les services financiers, qui concourent tous deux étroitement au correct exercice de la chaîne comptable et financière.

Précisons que l'exercice comptable a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

I-1) FAITS CARACTERISTIQUES

A – Les tensions inflationnistes

A la suite des évolutions initiées en 2022, l'UGA a été soumise en 2023 à l'augmentation généralisée des fluides ainsi qu'à la hausse du point d'indice de 1,5% au 1^{er} juillet. Ces évolutions n'ont pas été entièrement compensées par des abondements budgétaires, impliquant in fine des coûts supplémentaires pour l'établissement.

B – Transfert de l'IAE et de Polytech à Grenoble INP

Un processus de transfert progressif est mis en œuvre à compter de septembre 2020 afin de transférer à l'INP (Institut National Polytechnique) de Grenoble deux composantes de l'UGA, à savoir l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) et l'école d'ingénieurs Polytech.

La démarche doit aboutir au contrôle de la totalité des activités d'enseignement et de recherche, des personnels, du patrimoine et des ressources financières par l'INP au cours de 2024.

Au 31 décembre 2023, deux conventions étaient établies pour arrêter les divers aspects financiers :

- une convention de reversement, recensant les charges et produits enregistrés par chaque établissement et relevant de la comptabilité de l'autre

établissement ;

- une convention « empreinte » déterminant une compensation financière pour les charges assumée par l'INP à l'occasion du transfert, l'UGA continuant de percevoir l'intégralité de la dotation de l'Etat par le biais de la subvention pour charges de service public (SCSP).

C – Pérennisation de l'IDEX

La pérennisation des IDEX et la mise à disposition des comptes de dépôt de fonds au Trésor retraçant la position de la dotation non consommable au cours de 2023 ont entraîné la comptabilisation de ces fonds pour un montant de 850 827 K€.

Les intérêts de la dotation non consommable permettant le financement des projets IDEX étaient traités, jusqu'en 2021, dans le cadre d'une comptabilisation à l'avancement. A ce titre, les dépenses annuellement engagées faisaient l'objet d'un produit à recevoir, garantissant ainsi la neutralisation des flux sur cette période. Cette méthode s'appuyait sur le caractère probatoire des financements obtenus, qui devaient bénéficier d'une justification in fine pour acquérir un statut définitif. Or, la pérennisation par l'ANR des IDEX pouvait impliquer l'acquisition immédiate des droits induits. Pour autant, il n'existe pas à ce jour de schémas de comptabilisation arrêtés par les services de l'Etat et la méthode à l'avancement a donc été conservée en 2023. L'établissement se conformera en tout état de cause aux consignes de comptabilisation spécifiques qui pourraient être émises par les autorités de tutelle en 2024.

I-2) COMPARABILITE DES COMPTES

Le périmètre comptable de l'établissement n'a subi aucune évolution entre 2022 et 2023.

I-3) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes de l'université, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- Selon le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP),
- Selon les principes édictés par le Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP) publié par arrêté du 1^{er} juillet 2015 modifié par arrêté du 16 février 2020,
- Selon l'Instruction Comptable Commune (ICC) de la DGFiP du 17 décembre 2019 (BOFiP-GCP-19-0055 du 16.01.2020 / NOR : CPAE1937939J)
- Selon le plan de compte spécifique à l'enseignement supérieur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthode évoqués supra.
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I-3-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Cette rubrique se compose principalement des brevets, licences et logiciels qui sont inscrits en comptabilité à leurs coûts d'acquisition.

I-3-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A – Biens acquis

Les immobilisations propriété de l'université sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Frais accessoires : dépenses directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

B – Décomposition du patrimoine immobilier

Le traitement comptable n'est pas homogène dès lors que les immeubles issus de l'ex Université Stendhal sont décomposés ce qui n'est pas le cas des constructions en provenance des deux autres ex Universités. L'instruction DGFIP du 9 avril 2014 a rendu optionnel, l'application de la méthode des composants, toutefois la méthode retenue doit être appliquée à l'ensemble des biens de même nature. Depuis 2016, le traitement comptable retenu par l'UGA est le suivant :

- Les composants préexistants à la fusion continuent d'être gérés en tant qu'immobilisations amorties séparément,
- Les nouvelles constructions suivent la règle définie à l'UGA qui consiste à ne pas décomposer.

C – Amortissements

Les durées d'amortissement appliquées aux acquisitions s'appuient sur des fourchettes selon le tableau ci-après approuvé par le conseil d'administration du 16 décembre 2019 :

Catégorie d'immobilisation	Compte comptable	Durée Amortissement
Brevets	205	3 à 10 ans
Licences et logiciels informatiques	20531/20532	3 à 5 ans
Aménagement et agencement de terrains	212	15 à 35 ans
Construction de bâtiment	2131/2141	30 à 50 ans
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	2135/2145	20 à 35 ans
Installations techniques complexes	2151/2154	8 à 15 ans
Matériels scientifiques	2154	3 à 15 ans
Outils et autres agencements	2155	3 à 15 ans
Matériels pédagogiques	2156	3 à 10 ans
Agencements divers dans constructions dont l'établissement n'est pas propriétaire ou n'a pas reçu en dotation	2181	10 à 20 ans
Matériel de transport	2182	5 à 10 ans
Matériel de bureau	2183	5 à 7 ans
Matériel informatique	2183	3 à 5 ans
Mobilier	2184	5 à 10 ans
Matériels divers	2188	3 à 10 ans
Serveurs informatiques	21832	3 à 10 ans

Modalités de calcul des amortissements : l'amortissement est calculé selon la méthode du prorata temporis.

D – Revalorisation de l'actif

Dans le cadre de l'établissement de ses comptes individuels et consolidés, l'Université Grenoble Alpes (UGA) était exposée depuis plusieurs années à une problématique portant sur la correcte valorisation et comptabilisation de ses actifs immobiliers, faisant l'objet d'une réserve récurrente de la part des commissaires aux comptes de l'établissement. Pour disposer de valeurs actualisées, l'UGA a diligenté une intervention du service France Domaine et de nouvelles évaluations ont été réalisées au cours de l'exercice 2018. Elles ont été intégrées dans les comptes de l'UGA au titre de l'exercice 2022, toutefois, les valeurs intégrées ne documentent pas la valeur des terrains non bâtis. Dans les faits, les travaux ont consisté en la sortie de l'ensemble des actifs historiques de l'établissement, en contrepartie de l'intégration systématique des valeurs actualisées. En outre, des travaux d'ajustement des amortissements ainsi que des financements extérieurs de l'actif ont été menés, pour garantir le traitement exhaustif de la démarche.

I-3-3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont principalement constituées des titres de participation.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. La valeur d'acquisition est appréciée notamment en fonction de la quote-part de l'actif net réévalué, de la rentabilité et de la valeur économique de l'investissement.

I-3-4) CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire déterminée en fonction de sa recouvrabilité est inférieure à la valeur comptable.

I-3-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires.

Au 31 décembre, la valeur d'inventaire correspond au cours de clôture.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour la différence.

I-3-6) FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Conformément à l'instruction comptable commune, une distinction est effectuée entre les financements reçus de l'Etat et les financements reçus de tiers autres que l'Etat.

Pour chaque source de financement, les financements rattachables à un actif déterminé sont distingués de ceux non rattachables. Les financements rattachés à des actifs clairement identifiés évoluent symétriquement aux amortissements et dépréciations de l'actif financé.

Les financements associés à des immobilisations en cours sont comptabilisés au sein des financements non rattachés à des actifs.

I-3-7) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément à l'instruction commune du 21 décembre 2018 (fascicule 12), répondant à un ensemble de critères. A ce titre, leur comptabilisation nécessite l'existence d'une obligation envers un tiers à la date de clôture, entraînant une sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêt des comptes sans contrepartie équivalente, l'estimation de cette sortie pouvant être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Au cours de l'exercice 2021, un travail de recensement et de regroupement d'informations relatif à la présence d'amiante au sein des bâtiments de l'université a été effectué. Il souligne la présence d'amiante dans un nombre significatif d'implantations (13) dont le traitement exposerait l'établissement

à un risque financier, sans qu'aucune découverte n'ait été répertoriée au cours des années 2022 et 2023. En outre, l'analyse ne permet pas de disposer d'une évaluation précise des enjeux financiers concernés, ni de la distinction entre les interventions potentiellement urgentes et celles ne nécessitant aucune intervention dans les conditions actuelles. Pour leur part, les faits générateurs du passif, matérialisés par les diagnostics techniques amiante (DTA), ont été systématiquement produits au cours d'années antérieures.

Aucune obligation ne peut donc, *strico sensu*, être rattachée à 2023.

L'absence d'évaluation précise de l'exposition financière de l'établissement, de l'échéance et de la maturité des risques, s'opposent à l'enregistrement d'un passif au bilan de l'université. Cependant, leur évolution fait l'objet d'un suivi comptable et financier régulier au sein de l'établissement.

I-3-8) CHARGES A PAYER

Fournisseurs

Les charges à payer sont identifiées d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

Personnel

Les principales charges à payer relatives à la masse salariale sont les suivantes :

Congés payés des agents titulaires hors enseignants-chercheurs et des personnels contractuels

L'ensemble des droits à congés acquis et non pris à la clôture de l'exercice, qu'ils concernent des fonctionnaires titulaires (hors enseignants chercheurs) ou des agents contractuels de droit public, fait l'objet d'une inscription au passif.

Les coûts, utilisés pour déterminer les charges à payer, ont été déterminés par catégories (A, B, C) et par statut (personnel titulaire ou non titulaire).

La charge à payer est valorisée sur la base des droits acquis de septembre à décembre, sous déduction d'un nombre constaté de jours déjà consommés à la date de clôture, et du salaire moyen par catégorie de personnel. Le calcul des coûts moyens journaliers par catégorie retenu pour le calcul de la charge à payer CP s'appuie sur le nombre de jours ouvrés annuel.

Compte épargne temps

Pour les CET inférieurs ou égaux à 15 jours, ces jours peuvent être pris sous forme de congés. Il n'y a pas de paiement possible. Il y a donc lieu de comptabiliser une provision qui est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours et en cas de demande de paiement, il y a lieu de constituer une charge à payer. Elle est calculée en fonction de la valorisation journalière réglementaire par catégorie.

Pour les CET supérieurs à 15 jours pour lesquels aucune demande de paiement n'a été faite, il y a lieu de comptabiliser une provision. Elle est calculée sur la base du coût moyen d'un titulaire par catégorie.

Heures complémentaires

Les heures complémentaires sont les heures d'enseignement réalisées par les enseignants chercheurs au-delà de leur quota d'heures sur l'année universitaire.

Une partie des heures complémentaires réalisés au titre d'une année universitaire portant sur 2 exercices N et N+1 correspond à des services faits durant la période septembre-décembre de l'année N. Elle sera mise en paiement en N+1 après réalisation du service statutaire.

Les services prévisionnels ne sont pas visibles dans le système d'information des ressources humaines au moment du recensement des charges à payer. L'évaluation de la charge est faite sur la base de la réalisation de l'année antérieure car le volume d'heures complémentaires d'une année sur l'autre est régulier du fait que les maquettes pédagogiques ont un périmètre constant.

Vacations d'enseignement

Les vacances d'enseignement sont les heures d'enseignement faites par les intervenants extérieurs à l'établissement et par les personnels contractuels et titulaires n'ayant pas de service statutaire d'enseignement

L'évaluation de la charge est basée

- Sur les heures effectuées entre le 1/9/N et le 31/8/N+1 qui n'ont pas été payées en N+1.
- Sur les heures effectuées entre le 1/10 et le 31/12 de l'année N, celles-ci sont mises en paiement début de l'année N.

Rappels de salaires

Les charges à payer correspondent à l'estimation des rappels de salaires effectivement versés sur l'exercice suivant.

Toutes les charges à payer relatives à la masse salariale donnent également lieu à comptabilisation des charges patronales correspondantes selon la nature des charges de personnel (traitement de base ou rémunérations accessoires) et la catégorie de salarié (titulaire ou contractuel).

Evolution des politiques générales de rémunération

Des mesures nationales de revalorisation des rémunérations publiques ont entraîné un impact significatif sur la masse salariale 2023. Il s'agit tout d'abord de l'augmentation de 1,5 % de la valeur du point d'indice de la fonction publique effective au 1er juillet 2023 et de la hausse du remboursement des frais de transport domicile-travail, passant de 50% à 75% à compter du 1er septembre 2023. De la même manière, l'établissement a appliqué les dispositifs généraux de reconduction de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat pour un montant de 727 000 €, ainsi que la revalorisation du régime indemnitaire des enseignants chercheurs (RIPEC)....

Ensuite, une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (décret 2023-702) a complété ces mesures générales, dans le but de soutenir les agents publics face à l'inflation. Cette prime a été versée en décembre 2023 pour un montant cumulé de 1,7 million d'euros.

Enfin, le conseil d'administration a validé à la fin 2023 le principe d'une prime exceptionnelle de 250 € par agent assise sur l'utilisation d'une partie de l'enveloppe socle (Revalorisation RIFSEEP) depuis 2022. D'un montant cumulé prévisionnel de 650 000 € le reliquat de l'enveloppe allouée sera intégré aux montants mensuels du RIFSEEP des agents au 01/01/2024.

I-3-9) PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir sont identifiées d'après les engagements recensés en fin d'exercice.

I-3-10) CONTRATS DE RECHERCHE

Les prestations de recherches sont comptabilisées sur la base des échéanciers des conventions, ces derniers reflètent généralement l'avancement scientifique. Précisons que l'université gère tous les nouveaux contrats sur financements publics selon la méthode de comptabilisation des subventions reçues (instruction DGFIP du 20.11.2013).

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

II-1) ACTIF IMMOBILISE

Au 31.12.2023, l'actif immobilisé brut s'élève à **2 210 477 K€**.

L'actif immobilisé net atteint 1 943 038 K€ fin 2023 (1 071 265 K€ au 31/12/2022), déduction faite des amortissements et dépréciations à hauteur de 267 439 K€, soit une variation de 871 774 € pour 2023.

Les acquisitions (comptes 20 et 21) atteignent **14 920 K€** pour l'exercice 2023.

Concernant les logiciels, (comptes 20531-20532), elles s'élèvent **94 K€** et comptabilisent en autres :

- Licences PHYTHEOS : 30 k€
- Licences EFFICY : 15 K€

Concernant les agencements terrains aménagés acquis (compte 211-212), elles s'élèvent à **23 K€** correspondant à la réfection des chemins des Houches

Concernant les Constructions (compte 213-214), elles s'élèvent **2 220 K€**. Elles comptabilisent en autres les travaux suivants :

- Travaux halle Ampère campus Grenoble : 942 k€
- Réhabilitation CLV Smart campus : 47 K€
- Travaux MACI : 12 K€
- Réhabilitation site ex. Bergès : 346 K€
- Transformation de bureau bâtiment OSUG : 56 K€

Concernant les installations spécifiques et complexes acquises sol propre (compte 215), elles s'élèvent à **5 206 K€** et comptabilisent entre autres les installations suivantes :

- Irradiateur plateforme radiothérapie : 378 K€
- Spectromètre de masse : 265 K€
- Système de neurophysiologie Atlas : 239 K€
- Equipement Chromatographie : 208 K€
- Analyseur de métaux atmosphériques : 202 K€
- Microsonde interrogateur de fibre optique : 139 K€
- Système de mesure du métabolisme : 128 K€
- Microscope AFM : 127 K€
- Interféromètre : 102 K€
- Système d'imagerie stéréologie : 89 K€

Les acquisitions pour les autres Immobilisations Corporelles (compte 218) s'élèvent à **7 376 K€** dont les acquisitions les plus importantes sont les suivantes :

- Matériel de transport : 146 K€ (véhicule Dacia + 2 Kangoo, vélos à assistance électrique, ...)
- Matériel de bureau : 57 K€
- Matériel informatique : 5 661 K€ (Ordinateurs, tablettes, écrans, Serveurs, Périphériques, bornes WIFI...)
- Mobilier : 315 K€
- Matériel divers : 1 152 K€ (matériel audiovisuel, vidéoprojecteurs, caméras, téléphone, système de surveillance, photographie...)
- Installation générale et agencement : 43 K€ (banc d'essai chambre froide à froid négatif – DON)

Les Immobilisations en cours :

Sur l'exercice 2023, les immobilisations en cours totalisent un montant de **57 831 K€** (Acquisition et mise en service) contre **62 422 K€** en 2022, soit une diminution de **4 591 K€** :

- Des travaux de rénovation, réhabilitation et aménagement de bâtiments (compte 2313) pour 54 864 K€
- Créations et installations techniques (compte 2315) : 2 146 K€
- Autres immobilisations en cours (compte 2318) : 820 K€

Les Sorties d'inventaire :

Les principales sorties d'inventaire sont le don de 9 stations GNSS à un organisme Chilien validé par le CA du 17/10/2023 et des mises au rebut en masse :

- Don des 9 stations GNSS pour une VNC de 12 k€ ;
- Biens avec une VNC inférieure à 10 000.00 € pour un montant de 43 K€.

La procédure d'inventaire physique du patrimoine mobilier n'ayant pas abouti cette année, la corrélation entre les sorties physiques et comptable ne peut être garantie.

Les Immobilisations financières : elles passent de 441 632 K€ fin 2022 à **1 290 795 K€** (valeur nette).

➤ Ce poste concerne les participations au capital d'entités privées, à savoir :

- La filiale de valorisation de la recherche **FLORALIS** pour un montant de **5 500 K€**, filiale détenue à 100 % depuis 2014. Une dépréciation pour 4 444 K€ est toujours maintenu au compte 29 pour tenir compte de la valeur nette de la participation de l'UGA au capital de la filiale.
- La société **SUPERGRID** conformément aux engagements pris dans le cadre de ce consortium et de l'augmentation de la participation de l'UGA ce qui porte le niveau de participation à 1 063 € à fin 2023. Sachant que la société est en déficit et que ses capitaux propres sont inférieurs à son capital social, il a été comptabilisé une dépréciation de 104 K€ en 2022 et de 87 K€ en 2023 au compte 29.
- La **SATT Linksium** : une prise de participation pour un montant de **2 809 K€** constituée d'une régularisation de prise de participation faite en 2014 par l'UJF (Université Joseph Fourier) pour 153 K€, d'une prise de participation faite en 2020 pour 976 K€ et d'une recapitalisation en 2023 pour 1 680 K€. La SATT étant en déficit, il a été comptabilisé d'une part une dépréciation à hauteur de 2 809 K€ au compte 29 et d'autre part une reprise du financement pour le même montant afin de déprécier, en parallèle, le financement de cette participation et ainsi neutraliser l'impact sur le résultat.
- Prise de participation sociétés Microlight, Sentin'Health, Sisprobe, Skopai pour **24 K€**.
- D'une prise de participation à hauteur de 5 K€ aux PUG -Presses Universitaires de Grenoble.

- La comptabilisation d'une créance sur l'Etat pour 38 287 K€ afin de mettre à l'actif le montant du remboursement de l'emprunt restant à devoir sur le PPP GREENER.

➤ Elles sont également constituées de placements ou de prêts :

- De placements financiers de l'ex-UPMF valorisés à **487 K€** (fonds gérés par Dexia Dexcapi) dont un placement « Eckstein » pour 94 K€,
- De la convention UJF avec la MGEN pour **22 K€** et Dépôt de garantie pour **32 K€**.
- De prêts accordés à Floralis pour le financement de diverses sociétés (startup) pour 48 K€. (compte 2671)

➤ Elles comprennent également les **400 000 K€** de la **dotation non-consommable (DNC)** de l'opération Campus (suite à l'intégration de la COMUE au 1^{er} janvier 2020) et **850 828 K€** de la **dotation IDEX non consommable PIA1 et PIA2**.

II-1-1) IMMOBILISATIONS

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS	Bilan d'ouverture au 01/01/2023	Augmentations			Diminutions			31/12/2023
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mad / Transferts	Evaluation France Domaine	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Evaluation France Domaine	
Immobilisations Incorporelles	5 087 223	0	93 831		0	-38 091		5 142 963
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (compte 0020*)	5 087 223		93 831			-38 091		5 142 963
Immobilisations Corporelles	793 226 336	42 870 686	14 826 463	0	-23 921	-2 511 940	0	848 387 623
Terrains et aménagements (211 & 212)	234 279 459	938 264	23 289					235 241 012
Constructions (213 & 214)	402 958 769	38 075 868	2 220 489					443 255 127
Installations techniques, matériels et outillages (215)	91 149 818	3 753 297	5 206 341		-1 130	-406 851		99 701 475
Collections (216)	148 918							148 918
Autres immobilisations corporelles (218)	64 689 372	103 256	7 376 344		-22 791	-2 105 089		70 041 092
Immobilisations Corporelles en cours (0023*)	62 422 707		38 390 065		-42 846 764	-134 405		57 831 602
Participations et créances rattachées à des participations	5 548 051	0	0		0			5 548 051
Titres de participation ==> 2618	5 500 002							5 500 002
Créances rattachées à des participations ==> 2671	48 049							48 049
Autres Immobilisations Financières	442 637 381	0	852 595 549		0	-1 665 807		1 293 567 123
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) ==> 2718	2 143 859		1 766 901					3 910 760
Dépôts et cautionnements versés ==> 2751 / 2755	400 053 397		850 828 648					1 250 882 045
Autres créances immobilisées ==> 2761 / 266	40 440 125					-1 665 807		38 774 318
TOTAUX	1 308 921 698	42 870 686	905 905 908	0	-42 870 686	-4 350 243	0	2 210 477 362

**DANS LES AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES, LES ACQUISITIONS CONCERNENT PRINCIPALEMENT L'ENREGISTREMENT DE LA DOTATION NON CONSOMMABLES DE L'IDEX (PIA1 ET PIA2) POUR UN MONTANT DE 850 827 K€*

II-1-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Les amortissements et dépréciations ont varié de la façon suivante :

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	Bilan d'ouverture au 01/01/2023	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	31/12/2023
Immobilisations Incorporelles	4 352 314	414 219	-37 484	4 729 049
Concessions et droits similaire, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 352 314	414 219	-37 484	4 729 049
Immobilisations Corporelles	226 750 429	30 094 406	-2 454 962	254 389 873
Terrains	27 038 429	2 094 693		29 133 122
Constructions	82 193 494	14 677 630		96 871 124
Installations techniques, matériels et outillages	68 749 611	6 943 247	-388 795	75 304 063
Collections	3 830	700		4 530
Autres immobilisations corporelles	48 765 065	6 378 136	-2 066 167	53 077 034
Immobilisations Corporelles en cours				
Participations et créances rattachées à des participations	4 444 870	0	0	4 444 870
Titres de participation	4 444 870	0	0	4 444 870
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	2 108 279	1 766 901	0	3 875 180
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	2 108 279	1 766 901		3 875 180
Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0
TOTAUX	237 655 892	32 275 526	-2 492 446	267 438 972

II-1-3) TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

RUBRIQUE	Bilan ouverture au 01/01/2023	Financements reçus	Financements reconstitués suite à la rep	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut	Reprise suite à la dépréciation de l'act	Bilan au 31/12/2023
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT	429 317 207	30 107 852	0	-15 730 953	-215 858	0	443 478 248
Financements non rattachés à un actif	-14 927 706	-2 157 345					-17 085 052
Financements rattachés à un actif	444 244 913	32 265 197	0	-8 158 170	-215 858	0	460 563 299
Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	338 854 629			-8 159 629			330 695 000
Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	1 041 470			1 459			1 042 929
Financement des autres actifs	104 348 814	32 265 197	0	-7 572 783	-215 858	0	128 825 370
- Etat	97 676 532	30 579 543		-5 136 055	-41 200		123 078 820
- ANR IA	5 072 419	1 341 329		-2 074 825	-92 073	0	4 246 850
- Autres	1 599 863	344 324		-361 902	-82 585		1 499 700
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	83 379 753	8 808 750	0	-5 410 277	-193 504	0	86 584 722
- Autres collectivités (y compris taxe d'apprentissage)	79 089 386	8 510 633		-4 084 158	-111 123		83 404 738
- Union Européenne	4 290 367	298 118		-1 326 120	-82 381		3 179 985
TOTAUX	512 696 960	38 916 602	0	-21 141 230	-409 362	0	530 062 970

II-2) CREANCES ET DETTES

- **COMPTES D'ATTENTE**

Du fait de la mise en place de la GBCP (gestion budgétaire et comptable issue des décrets de 2012), les recettes ne sont consommées au budget de l'établissement (RE) que lorsqu'elles ont été rapprochées de leur encaissement.

Dès lors, les encaissements reçus sont conservés sur des comptes d'attente pour être ensuite retraités et rapprochés des titres de recettes lorsque ces derniers sont produits.

Il est donc nécessaire que les factures de vente, d'acompte et d'avance soient émises et prises en charge avant le 31/12/2023 pour impacter les bons comptes de contrepartie en comptabilité générale et créer ainsi l'impact budgétaire en « mode GBCP ».

Sur l'exercice 2023, une analyse régulière par l'agence comptable des comptes clients permet d'identifier la nature des encaissements reçus et d'en connaître la finalité : facture de vente à émettre, demande d'avance sur contrat à enregistrer ou versements à effectuer auprès de partenaires par exemple.

Ainsi, sur les 37 480 K€ en comptes de recettes à classer au 31/12/2023 (90 088 K€ en 2022), un total de 37 297 K€ a pu être identifié. Certains encaissements, à hauteur de 183 K€ (845 K€ en 2022), nécessitent des recherches plus approfondies pour connaître l'affectation de ces financements.

Ces encaissements identifiés apparaissent pour l'instant à la rubrique « Autres dettes non financières » et plus précisément au poste « Autres recettes à classer ». Cette affectation sera acquise ce jusqu'au retraitement comptable définitif de l'opération et concerne essentiellement

- Les « avances reçues » sur contrats (comptes 4419 et 419) pour **26 401 K€**, dont 71% concernent des encaissements de la part de l'ANR pour différents projets de recherches. Sur ces 26 401 K€ identifiés, 38% de ces financements ont été encaissés sur le dernier trimestre 2023 ;
- **6 283 K€** sont identifiés comme des subventions suivies au compte 4417 qui font fait l'objet d'une comptabilisation en factures à établir. Il en est de même pour **2 990 K€** identifiées sur des factures à émettre suivi en compte 4111 ;
- environ **1 537 K€** d'encaissements correspondent à des sommes à traiter au titre des opérations pour comptes de tiers ;
- **77 K€** correspondent à des versements à effectuer.

D'une manière générale, l'agence comptable se mobilise pour affecter au plus vite l'ensemble des sommes reçues. Ce travail permet de maîtriser la part des sommes non identifiées, d'alimenter le plan de trésorerie et d'impacter les crédits budgétaires correctement et de maintenir la qualité comptable des comptes.

A ce titre, il apparaît important de maintenir le lien entre les différents services de l'UGA pour recueillir les informations nécessaires à l'identification.

Il semble aussi primordial d'émettre et de prendre en charge les factures de vente, d'acompte et d'avance régulièrement, pour permettre l'émargement des encaissements reçus et réduire ainsi les comptes d'attente qui sont automatiquement alimentés à chaque encaissement reçu.

Ce travail constitue un chantier prioritaire et permanent pour la Direction Recettes de l'Agence Comptable.

Tableau retraçant l'identification des encaissements reçus et leur finalité en euros.

Libellés	Comptes	31/12/2023 dans SIFAC	Variation suite identification	31/12/2023 vs nouvelle affectation
Comptes d'attente	4718	37 480 202	-37 297 072	183 130
Avances clients sur commandes en cours	419	3 541 803	-1 366 011	2 175 792
Avances sur subventions	4419	312 323 740	27 766 686	340 090 426
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	401	460 941	472	461 413
Excédent à reverser	466	72 292	78 775	151 067
Autres dettes	467-471-473-478	2 233 921	1 059	2 234 980
Eléments du Passif au Bilan		356 112 899	-10 816 091	345 296 808
Subventions à recevoir (sur titres recettes émis)	441d	6 194 465	-6 282 540	-88 075
Créances clients	411-412-416	10 886 731	-2 989 688	7 897 043
Opérations particulières avec entités publiques	4434	0	-1 536 500	-1 536 500
Autres comptes débiteur (ORV Paie)	463	94 936	-1 582	93 354
Compte trésor (retour de fonds)	5151	125 707 101	-5 781	125 701 320
Eléments de l'actif au Bilan		142 883 233	-10 816 091	132 067 142

Vue du Bilan 2023 en K€ si aboutissement des sommes perçues en compte d'attente.

ACTIF (emplois)	31/12/2023 SIFAC	31/12/2023 retraité	31/12/2022 retraité	Variation	PASSIF (ressources)	31/12/2023 SIFAC	31/12/2023 retraité	31/12/2022 retraité	Variation
Créances	304 044	293 233	249 179	-44 054	Dettes non Financières	398 301	387 485	336 728	-50 757
Créances/entités publiques, orga. Internationaux et Com. européenne	277 375	269 556	222 216	-47 340	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 479	19 479	21 248	1 769
Créances clients et comptes rattachés	24 426	21 436	23 777	2 341	Dettes fiscales et sociales	12 902	12 902	10 655	-2 247
Avances acomptes versés sur commandes	1 024	1 024	1 825	801	Avances et acomptes reçus	315 866	342 267	282 195	-60 072
Créances sur les autres débiteurs	1 219	1 217	1 360	143	Autres dettes non financières	39 786	2 569	5 354	2 785
					Produits constatés d'avance	10 268	10 268	17 276	7 008

• **CREANCES**

Compte	CREANCES	Montant net au bilan	Degré de liquidité de l'actif		
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an	
Créances de l'actif immobilisé			1 299 115 174	0	1 299 115 174
	Créances rattachées à des participations	43 835 087			
26180000	Titres de participations	5 500 002			5 500 002
26600000	Autres formes de participations	38 287 036			38 287 036
26710000	Créances rattachées a des participations	48 049			48 049

	Autres créances immobilisées	1 255 280 087		
27180000	Autres titres	3 910 760		3 910 760
27510000	Dépôts	1 250 881 839		1 250 881 839
27550000	Cautionnements	206		206
27610000	Créances diverses	487 282		487 282
	Créances de l'actif circulant	312 682 831	41 048 476	271 634 355
	Créances sur des entités publiques, ...	277 375 054		
44110000	Subventions d'investissement	2 020 454	2 020 454	
44170000	Subventions d'exploitation	4 174 011	4 000 545	173 466
44567000	Crédit de TVA	1 572 077	1 572 077	
44586000	TVA sur factures non parvenues	550 925	550 925	
44871000	Subvention d'investissement à recevoir	34 305 344		34 305 344
44877000	Subvention d'exploitation à recevoir	234 752 243		234 752 243
	Créances clients et comptes rattachés	25 328 991		
41110000	Clients Ventes de biens ou prestations de services	10 040 100	10 040 100	
41600000	Clients douteux ou litigieux	846 631		846 631
41810000	Clients factures à établir	14 442 260	13 729 520	712 740
	Avances et acomptes versées sur commandes	1 024 393		
40910000	Fournisseurs - Avances versées sur commandes	1 024 393	180 461	843 932
	Créances sur les autres débiteurs	1 218 479		
46300000	Autres comptes débiteurs demandes de reversement	94 936	94 936	
46780000	Autres	1 028 315	1 028 315	
47210000	Dépenses payées avant ordonnancement	47 316	47 316	
47250000	Dépenses des régisseurs à vérifier	-265	-265	
47280000	Autres dépenses à régulariser	48 177	48 177	
	Charges constatées d'avance	7 735 915		
48600000	Charges constatées d'avance	7 735 915	7 735 915	
	TOTAL	1 611 798 005	41 048 476	1 570 749 529

Actif immobilisé + 1 an	100%
Actif circulant à + 1 an	87%
Total créances à + 1 an	97%

Les créances se décomposent en 2 catégories : les créances de l'actif immobilisé et les créances de l'actif circulant.

En ce qui concerne les créances de l'actif immobilisé, elles s'élèvent en 2023 à **1 299 115 K€** (400 588 K€ en 2022) et affichent un degré de liquidité supérieur à 1 an.

Ce montant s'explique par l'intégration au 1^{er} janvier 2020 dans les comptes de l'UGA de la dotation non consommable (DNC) du plan Campus de 400 000 K€ ainsi que par l'enregistrement en 2023 de la dévolution au bénéfice de l'établissement de l'IDEX PIA1 et PIA2 pour un montant de 850 829 K€.

Concernant les créances de l'actif circulant pour un total de **312 683 K€**, on constate que le degré de liquidité n'est pas le même en fonction de la nature de la créance.

➤ **Créances sur des entités publiques : 277 375 K€**

Certains financeurs versent leurs subventions sur plusieurs exercices, à l'instar de l'ANR. Il convient donc d'inscrire une partie des recettes sur subventions en échéance supérieure à 1 an, soit un montant de 173 K

Les subventions à recevoir (PAR au comptes 44871 et 44877) pour 269 058 K€, concernent des contrats qui ne sont pas terminés et pour lesquels la facture finale n'est pas encore émise.

➤ **Créances clients et comptes rattachées : 25 329 K€**

Certaines de ces créances disposent d'un degré de liquidité à plus d'1 an. Il s'agit notamment des créances sur clients douteux (dossiers en contentieux confiés à des huissiers de justice) et d'autres créances pour des clients en difficulté financière (redressement et liquidation judiciaire, plan de sauvegarde) pour 847 K€. Dès lors, la provision visant à couvrir ce risque a été ajustée fin 2023, en fonction de l'évolution de la situation des dossiers.

En ce qui concerne les produits à recevoir (PAR) sur les prestations de recherche, ces créances disposent aussi d'un degré d'exigibilité à plus d'1 an pour un montant de 713 K€.

➤ **Avances et acomptes sur commandes fournisseurs : 1 024 K€** dont 844 K€ en échéances de plus d'1 an.

➤ **Créances sur autres débiteurs : 1 218 K€** : il s'agit essentiellement de factures émises sur certains contrats de recherche à hauteur de 1 028K€.

Du fait de l'importance des programmes pluriannuels, 87 % (90% en 2022) des créances de l'actif circulant ont un degré de liquidité à plus d'1 an.

Sur le périmètre global des créances, on constate un taux de liquidité de plus d'1 an de 97 % (96% en 2022).

• **DETTES**

Compte	DETTES	Montant net au bilan	Degré d'exigibilité du passif		
			Échéances - 1an	Échéances + 1 an	Échéances + 5 ans
Dettes financières		1 346 219 338	4 336 080	18 383 247	1 323 500 011
Dettes financières et autres emprunts					
16550000	Cautionnements	1 005		1 005	
16740000	Avances de l'Etat et des collectivités publiques	1 250 826 603			1 250 826 603
16870000	Autres dettes	95 391 730	4 336 080	18 382 242	72 673 408
Dettes non Financières		398 307 888	90 877 265	307 430 623	0

	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 478 107			
40110000	Fournisseurs-Achats de biens ou presta.de services	460 941	460 941		
40170000	Retenues de garantie et oppositions				
40410000	Fournisseurs d'immobilisations	328 206	320 753	7 453	
40470000	Fournisseurs d'immobilisation-retenues garantie	178 915	167 915	11 000	
40810000	Fournisseurs - Factures non parvenues	17 825 428	17 825 428		
40840000	Fournisseurs-Fact non parvenu. Immobilisation non auxiliairisé	684 617	684 617		
	Dettes fiscales et sociales	12 902 443			
42860000	Personnel-autres charges a payer	11 615 769	11 615 769		
44587000	TVA sur facturation à établir	734 674	734 674		
44860000	État autre coll. publiques - Charges à payer	552 000	552 000		
	Avances et acomptes reçues	315 865 544			
41910000	Clients - Avances reçues sur commande en cours	3 541 803		3 541 803	
44191000	Avances sur subventions	303 680 236		303 680 236	
44193200	Avances sur revenus de dotation financement actifs	8 643 504	8 643 504		
	Autres dettes non financières	39 793 416			
46630000	Virements a réimputer	43 308	43 308		
46640000	Excédents de versement à rembourser	28 984	28 984		
46710000	Aide à la mobilité internationale	817 379	817 379		
46740000	Taxe d'apprentissage	146 692	146 692		
46780000	Autres	72	72		
47110000	Recettes perçues avant émission de titre	857 993	857 993		
47150000	Recettes des régisseurs a vérifier	654 106	654 106		
47180000	Autres recettes à classe	37 480 202	37 297 072	183 130	
47310000	Recettes à transférer	-242 321	-242 321		
47400000	Comptes d'attente	7 000		7 000	
	Produits constatés d'avance	10 268 378			
48700000	Produits constatés d'avance	10 268 378	10 268 378		
	TOTAL	1 744 527 226	95 213 345	325 813 870	1 323 500 011
	<i>Taux de liquidité</i>		5%	19%	76%

Le total des dettes d'élève à **1 744 527 K€** (836 327 K€ en 2022). Une augmentation importante est à noter pour cet exercice du fait de l'enregistrement de la dotation de l'IDEX.

- **Pour les dettes financières : 1 346 219 K€** qui se répartissent de la manière suivante : 400 000 K€ de DNC Opération campus et 850 827 de dotation IDEX enregistrées au compte 1674 et **91 056 K€** concernant l'emprunt PPP restant à rembourser au 31.12.2023 aux 3 « PPPistes » dans le cadre des contrats PPP GREENER, PILISI et SHS au titre du R1-capital (compte 1687).

- Pour les dettes non financières pour un total de **398 308 K€**, elles se décomposent ainsi :
- Fournisseurs et comptes rattachés (19 478 K€) : il s'agit de l'ensemble des factures fournisseurs qui doivent être payées réglementairement sous 30 jours, à savoir les factures en attente de règlement (461 K€) dont l'échéance est à moins d'1 an d'une part et les charges à payer (factures non parvenues) pour 19 816 K€ dont les échéances sont à moins d'1 an, sauf pour certaines pénalités et retenues de garantie qui sont à plus d'un an (18 K€).
 - Dettes fiscales et sociales (12 902 K€) : ce sont des charges à payer (CAP) sur masse salariale (11 616 K€), de la TVA collectée sur les flux croisés entre l'UGA et sa filiale FLORALIS (735 K€) et une charge à payer (CAP) au titre des taxes foncières TFPB dues sur l'année 2019 au titre des bâtiments PPP (552 K€). Ces dettes relèvent d'une échéance à moins d'1 an.
 - Avances reçues et acomptes (315 866 K€ aux comptes 419 et 4419) : cela concerne des versements reçus pour des prestations de recherche et des subventions sur contrats de recherche pour lesquelles le contrat est toujours en cours dont les échéances sont à plus d'1 an. Le poste des avances tient compte également des revenus perçus au titre de la dotation non consommable (8 643 K€) qui sera liquidée sur l'exercice suivant.
 - Autres dettes non financières (39 793 K€) : ce sont essentiellement des encaissements en attente de reclassement vers les comptes clients ou de rapprochement aux titres de recettes/demandes d'avance (37 480 K€), le solde sur la subvention « Aide à la Mobilité Internationale » (817 K€), des régies à traiter concernant les Droits Universitaires de la période 2 2023/2024 + période 1 22/23 des encaissements G-INP (654 K€) et des reliquats de taxe d'apprentissage (147 K€).
 - Produits constatés d'avance (10 268 K€) : il s'agit de rattacher la part des recettes titrées en 2023 mais qui concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières).

II-3) TRESORERIE NETTE

La situation de la trésorerie à la clôture de l'exercice se présente comme suit :

Données exprimées en euros		31/12/2022	Mouvements	31/12/2023
Dépôt de fonds et caisse	5151 -5159+531	130 564 523	-4 857 422	125 707 101
Valeurs à l'encaissement	511	-19 341	27 697	8 356
Régies et menues dépenses	543+545+548	88 601	6 081	94 682
TRESORERIE ACTIVE		130 633 783	- 4 823 644	125 810 139
Cautionnements	165	-1 005	0	-1 005
DETTES FINANCIERES		-1 005	0	-1 005
TRESORERIE NETTE		130 632 778	- 4 823 644	125 810 139

La trésorerie de l'UGA s'élève à **125 810 K€** fin 2023

II-4) FONDS PROPRES

Les fonds propres de l'université sont composés des éléments suivants :

- La valeur de biens remis en dotation, sous déduction des amortissements neutralisés,
- Les réserves de l'établissement, représentant le montant cumulé des résultats des exercices précédents des ex-universités,
- Le report à nouveau regroupant des écritures de régularisations et des résultats en attente d'affectation définitive dans les réserves,
- Le résultat de l'exercice,
- Les financements en provenance de l'Etat et de son opérateur public, l'ANR,
- Les financements en provenance d'autres tiers, collectivités locales ou établissements publics, Union européenne.

Le tableau de variation des fonds propres se présente ainsi :

Comptes	01/01/2023	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Reprise en résultat des financements	Correction erreur	Sorties de financements	Financ. Reçus	31/12/2023
101 & 104	429 317 207	0	0	-15 730 953	0	-215 858	30 107 852	443 478 248
131 & 134	83 379 753	0	0	-5 410 277	0	-193 504	8 808 750	86 584 722
106	115 637 260							115 637 260
11	-9 635 724	-1 770 775			2 044			-11 404 456
12	-1 770 775	1 770 775	-3 302 801					-3 302 801
	616 927 720	0	-3 302 801	-21 141 230	2 044	-409 362	38 916 602	630 992 974

II-5) PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Tableau des provisions et dépréciations/immos 2023 en €

Comptes	Libellés Comptes	Provisions Début exercice	Dotations exercice	Reprise exercice	Provisions Fin exercice
1511000	Provisions pour litiges	591 915	150 344	-160 013	582 246
1518000	Autres provisions pour risques	0	0	0	0
1582000	Provisions pour CET	3 965 316	524 886	0	4 490 202
1587000	Prov alloc perte d'emploi indemnités licenciement	61 661	0	-25 899	35 762
2961000	Dépréciation-titres de participat°	4 444 870	0	0	4 444 870
2971000	Dépré-titres immobil. (Droit de propriété)	2 108 279	1 766 901	0	3 875 180

Les **provisions** de l'exercice 2023 comptabilisés pour **5 108 K€** (compte 15) concernent :

- Une provision pour risques sur des litiges juridiques pour **582 K€** pour des dossiers suivis par le service juridique de l'université en cours d'instruction (522 K€) ainsi que le dossier FIPH (Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées) dont le risque de redressement a été évalué à 60 K€.
- Des provisions pour passifs pour **4 490 K€** dont l'essentiel (+ de 98%) concerne la provision pour CET le reste concernant les ARE (allocation de retour à l'emploi).

Par ailleurs, des **dépréciations** (compte 29) pour tenir compte des valeurs nettes des participations de l'UGA au capital de FLORALIS, de SUPERGRID et de la SATT Linksiium ont été comptabilisées pour **8 320 K€**. L'augmentation de 1 680 K€ des dépréciations rattachées à la SATT Linksiium doit être soulignée au titre de 2023, s'appuyant sur l'évolution constatée des pertes de la société.

Sont enregistrés également des dépréciations sur des comptes clients (compte 4911) pour **903 K€**. Cela concerne notamment des clients qui se retrouve en situation de liquidation, redressement, plan de sauvegarde.

Tableaux des dépréciations 2023 en €.

RUBRIQUE	Comptes	Solde à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture
Dépréciations des immobilisations	29610000 29710000	6 553 149	1 766 901	0	8 320 050
Dépréciations des stocks en cours		0	0	0	0
Dépréciations des comptes de tiers	49110000	880 403	534 195	-511 647	902 952

Dépréciations des comptes financiers		0	0	0	0
Total des dépréciations		7 433 552	2 301 096	-511 647	9 223 002

II-6) COMPTES DE REGULARISATION

Les charges constatées d'avance (CCA) pour un total de **6 720 K€** recouvrent les opérations liées à FLORALIS pour 6 581 K€ et le solde pour une série de petits mouvements habituels en lien avec la maintenance, les locations ou les abonnements. Ces CCA seront reportées (méthode de l'extourne) pour être rattachées en charges sur 2023.

Les produits constatés d'avance pour un total de **5 758 K€** (fonctionnement) et **4 183 K€** (investissement) concernent des activités se déroulant pour totalité ou partie sur l'exercice suivant. Ce sont des PCA en lien avec tous les financements de l'établissement (formation initiale ou continue, contrats Recherche, opérations immobilières)

FLORALIS :

L'UGA a obtenu un état détaillé des produits et des charges engagées par FLORALIS dans le cadre des contrats tripartites devant faire l'objet de flux croisés.

Sur la base de ces éléments, ont été comptabilisés en 2023 :

Sur les contrats en cours : Un produit à recevoir (PAR) de 3 064 K€ HT et une charge à payer (CAP) de 2 755 K€ HT sur la base d'un état détaillé de la situation comptable des contrats en cours et des pièces justificatives correspondantes (documents attestés par la direction de FLORALIS)

Contrats de « resourcing » : L'UGA confie à sa filiale FLORALIS des prestations de soutien au développement de l'activité de recherche de ses laboratoires. Des contrats de prestations (appelés « resourcing ») sont établis avec des échéances. En fin d'année, FLORALIS, sur la base de sa comptabilité analytique, détermine les produits sur contrats de prestations non encore consommés et comptabilise des PCA à due concurrence. C'est la raison pour laquelle l'UGA a enregistré en 2023 des CCA à hauteur de 6 581 K€ correspondant aux PCA comptabilisés par FLORALIS afin d'assurer la réciprocité des comptes avec sa filiale.

Reversement des frais de gestion (4%) : FLORALIS reverse à l'UGA des frais de gestion sur l'ensemble des contrats ce qui donne lieu à un PAR annuel : 248 K€ HT en 2023.

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

III-1) PRODUITS

Le total des produits de fonctionnement du compte de résultat d'exploitation s'élève à **574 150 K€**.

Produits sans contrepartie

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	488 464 982	453 795 626
Subventions pour charges de service public	399 103 414	387 547 603
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	85 882 179	63 681 419
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Dons et legs	166 877	238 898
Produits de la fiscalité affectée	3 312 512	2 327 706

Il s'agit des subventions publiques (Etat, collectivités locales, Union européenne) comptabilisées au compte 74 pour un total de **488 465 K€** :

- **La SCSP, subvention pour charge de service public (c/7411)** s'élève 399 103 K€ (387 547 K€ en 2022). Il est à noter une augmentation par rapport à 2022 sur ce poste.
- **Les Subventions de l'Etat et des entités publiques (c/741-744-748)** représentent 85 882 K€ (63 681 K€ en 2022). Ce compte comprend pour partie des facturations faites au titre des financements ANR pour 56 859 K€ soit **66%** des factures émises sur ce poste, 12 476K€ au titre des subventions de l'Europe (15%), 4 303K€ au titre de la Région (5%).

Il s'agit, également, des **produits de la fiscalité affectée** pour 3 313 K€ qui correspondent à l'enregistrement de la CVEC.

Produits avec contrepartie (produits directs d'activité)

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	63 391 702	50 022 085
Ventes de biens ou prestations de services	42 657 402	31 210 144
Produits des cessions d'éléments d'actif	177 135	413 160
Autres produits de gestion	20 557 165	18 398 780
Production stockée et immobilisée		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		

Les ventes et prestations de services en 2023 pour 42 657 K€ correspondent principalement à l'enregistrement de :

- Droits d'inscription pour 14 830 K€ (6 762 K€ en 2022).
- Formation continue et apprentissage pour 16 140 K€ (11 231 K€ en 2022).
- Mise à disposition de personnels pour 1337 K€ (3 508 K€ en 2022).
- Locations de locaux pour 1 615K€ (1 551 K€ en 2022).

Pour les produits de cession d'éléments d'actif s'élevant à 177 K€ : il s'agit notamment de la refacturation de travaux (FMT) dans la cadre du PPP Greener.

Les autres produits de gestion courante pour 20 557 K€ se composent essentiellement :

- 5 854 K€ (5 343 K€ en 2022) pour des factures de vente vers FORMASUP,
- 4 408 K€ (4 082 K€ en 2022) de PAR (produits à recevoir) envers la filiale FLORALIS dont 3 677 K€ au titre des flux croisés 2023 et 434 K€ pour les reliquats dû à l'UGA sur des contrats arrivés à terme fin 2023 et 298 K€ de frais de gestion,
- 4 617 K€ (3 276 K€ en 2022) de refacturation concernant la gestion IAE et Polytech
- 2 9745 K€ (2 260 K€ en 2022) provenant de facturations au titre de l'aménagement Campus (refacturation d'eau ...).
- 878 K€ (837 K€ en 2022) de cession de brevet.

Les autres produits (reprises sur financements, sur dépréciations et provisions) :

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
Autres produits	22 293 847	45 892 253
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	697 559	623 662
Reprises du financement rattaché à un actif	21 596 288	45 268 591

- **Les reprises de provisions pour risques et charges de fonctionnement de 160 K€** (201 K€ en 2022) concernent des reprises de provisions sur des dossiers suivis par le service juridique de l'université.
- **Les reprises des dépréciations d'actifs circulants pour 512 K€** (422 K€ en 2022) concernent des provisions pour clients douteux dont les dossiers se sont dénoués favorablement (les clients ont réglé leurs dettes) ou ont été admis en non-valeur (vote en CA).
- **Les reprises sur provision pour allocations perte d'emploi : 26 K€** en 2023 (pas de reprise en 2022).
- **Les reprises de financement** externe de l'actif (en lien avec les amortissements des biens rattachés à ces financements) ont été comptabilisées pour **21 596 K€** fin 2023 (45 269 K€ fin 2022) dont 46 K€ (75 K€ en 2022) ont été comptabilisés au titre de la reprise des financements sur les biens financés sur conventions RA (Ressources affectées de 2009 à 2012).

Les produits financiers

Il a été comptabilisé **10 K€** (9 K€ en 2022) de recettes sur des gains de change sur des opérations effectuées en devises étrangères.

III-2) CHARGES

Le total des charges du compte de résultat d'exploitation s'élève à **577 463 K€**

Les achats et consommations

Pour un total de **68 671 K€**, ces achats concernent les dépenses enregistrés sur les comptes 60 (achats), 61 (services extérieurs) et 62 (autres services extérieurs) et correspondent aux dépenses dites « en relation directe avec l'activité », c'est-à-dire qui sont nécessaires et indispensables à la viabilisation et au bon déroulement des activités de l'établissement : fluides, fournitures et petits équipements des composantes, laboratoires et services centraux, prestations de service assurés par des tiers extérieurs dans le cadre de contrats pour la maintenance des locaux et installations, les locations de photocopieurs et autres petits équipements.

Parmi ces dépenses, les postes les plus significatifs sont :

- Fournitures, matériels d'enseignements et de recherche (4 339 K€) (compte 6067)
- Petits équipements (4 196 K€) (comptes 6063-6064)
- Publications et frais de publicité (480 K€) (compte 6237) et frais postaux (637 K€) (compte 626)
- Les frais de transport et de déplacements : (490 K€) (compte 6256)
- Les frais de missions et de colloques (925 K€) (comptes 6251-6185-6254) et frais de restauration et de réception (2 251 K€) (compte 6257)
- Frais de formation des personnels (1 652 K€) (compte 6283)
- L'électricité (8 477 K€) (compte 60611), frais de gaz et de chauffage (5 152 K€) (comptes 60613-60614)
- Fournitures d'entretien (3 257 K€) (compte 6063), frais de nettoyage (5 822 K€) (compte 6286) et de maintenance-réparation des biens (3 420 K€) (comptes 6155-6156)
- Gardiennage (1 274 K€) (compte 6285)
- Sous-traitance (2 917 K€) (compte 611)

Charges de personnel

Les charges de personnels qui s'élèvent à **421 109 K€** sont composées comme suit :

Charges de personnel	2023
Salaires, traitements et rémunérations diverses	257 323 561
Charges sociales	161 570 267
Autres charges de personnel	2 215 574
TOTAL	421 109 402

Autres charges de fonctionnement

Pour un total de 49 770 K€ les principaux postes sont :

- Les redevances sur brevets (3 242 K€) (compte 6511)
- Les reversements aux partenaires sur conventions (3 331 K€) (compte 65882)
- Les annulations de recettes sur exercices antérieurs (746 K€) (compte 6583)
- Versement des subventions et aides diverses (765 K€) (comptes 6474-6475-6578)

Charges d'intérêts

Cela concerne pour 4 063 K€ : intérêts d'emprunts et dettes assimilées (compte 66116)

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Les dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions (comptes 68) ont été comptabilisés en 2023 pour **33 544 K€** et se décomposent en :

- Des dotations aux amortissements sur les biens immobilisés pour 30 568 K €
- Des dotations aux provisions et pour dépréciations (cf. chapitre II-5 sur le détail des provisions) pour 2 976 K€, qui permettent de couvrir les risques liés aux congés posés sur le CET (Compte Epargne Temps) et ARE (Allocation Recherche d'Emploi) pour 524 K€, les risques liés aux litiges 150 K€, les risques sur clients douteurs pour 534 K€ et pour tenir compte de la dévalorisation de la participation au capital de la société SUPERGRID et de la SATT LINKSIUM pour 1 767 K€ (c/6866).

IV) AUTRES INFORMATIONS

IV-1) ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

IV-2) EFFECTIFS

En 2023, les effectifs rémunérés, en dehors des heures complémentaires et vacations d'enseignement, s'élèvent à 5 871 ETPT (équivalents temps plein travaillés). 4417 emplois sont sous plafond Etat (plafond Etat maximum fixé à 4750 emplois).

Ces 5871 effectifs rémunérés sont répartis en 2 735 ETPT personnels non enseignants et 3 136 ETPT personnels enseignants.

IV-3) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La CAF atteint **7 905 K€** sur l'exercice.

UGA 2023

Résultat	- 3 302 801
+ Dot aux amortissements et provisions	33 544 466
- Reprises des quotes-parts de financement d'actifs	-21 782 200
- Reprises provisions et dépréciations	-511 647
- Produit de cession d'actifs	-177 135
+ VNC (Valeur nette comptable des actifs cédés)	134 405
CAF	7 905 088

IV-4) FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

Le fonds de roulement net global incluant les provisions pour risques et charges et les dépréciations sur actif circulant, passe de **50 761 K€** (31.12.2022) à **40 185 K€** (31.12.2023), soit une diminution de – 10 576 K€. Il représente **27 jours** de dépenses de fonctionnement 2023 (en dépenses décaissables).

Le besoin en fonds de roulement BFR de fin d'exercice est négatif (- 80 753 K€) constituant ainsi une situation favorable en termes de trésorerie puisqu'un besoin négatif (dettes supérieures aux créances) signifie qu'il n'y a pas nécessité de faire appel au fonds de roulement pour financer les besoins de trésorerie.

IV-5) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Etat néant.

IV-6) INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

Soldes liés à FLORALIS	2022	2023
Titres de participation (brut)	5 500 002	5 500 002
Créances rattachées à des participations	48 049	48 049
Créances clients et comptes rattachés	4 617 898	4 535 132
Charges constatées d'avance	- 6 221 223	- 6 581 128
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 446 614	3 326 608

Dont PAR flux croisés FLORALIS	3 552 933	3 676 871
Dont CAP flux croisés FLORALIS	3 246 298	3 305 551

Une dépréciation des titres de participation reste comptabilisée au compte 296 pour 4,4 M€.

Informations financières sur FLORALIS	2022	2023*
Chiffre d'affaires	11 510 409	11 945 267
Résultat de l'exercice	104 259	110 473
Capitaux propres (avec résultat)	1 452 056	1 562 529

* Sur la base des comptes provisoires 2023 transmis à l'UGA et non encore certifiés par le commissaire aux comptes de la filiale.